

cahiers

LEON TROTSKY



BATAILLES DANS LE NOIR
1941-1943

Les premières lueurs de l'aube

- Léon Trotsky James P. Cannon Marcel Hic
- M. Morrison Felix Morrow John G. Wright
- IVe Internationale : Secrétariat international, Secrétariat européen
- Présentation de Pierre Broué

66
juin1999

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 150 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 300 F

• France : 8 Nos (2ans) 600 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 350 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 700 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 400 F

• France : 8 Nos (2 ans) 800 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 450 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 900 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de **ILLT**

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 66

Juin 1999

BATAILLES DANS LE NOIR 1941-1943

Les premières lueurs de l'aube

Présentation 3

I - Les principes

Pierre Broué — Une position difficile sur une guerre sans précédent 5

Léon Trotsky — Comment défendre la démocratie (13 août 1940) 11

Manifeste du SWP — Défendre l'Union soviétique (23 juin 1941) 13

Manifeste de la IVe Internationale — Pour la défense de l'Union
soviétique (août 1941) 23

James P. Cannon — Déclaration sur la guerre (27 décembre 1941) 31

M. Morrison — Défaitisme révolutionnaire 35

II - Evènements et analyses 1941-1943

Pierre Broué — Le déroulement de la guerre 43

Felix Morrow	
— Staline accuse le prolétariat allemand (juin 1942)	49
— Signification de classe des victoires soviétiques	65
— Notes sur les Alliés et le fascisme italien	77
— Les mouvements antifascistes en Italie	83
Marcel Hic (Manifeste du secrétariat européen de la IV^e Internationale) — Ouvriers, Paysans et Soldats italiens !	97
Regards perçants, trop vite voilés, sur les Partisans yougoslaves	103
LECTURES	122
LES DÉPARTS	
— Albert Glotzer	125
— Nadedja Joffe	126
— Alexandr Podchtchékoldine	127
— Louis Rigaudias	128

Présentation

Nous avons au cours du numéro précédent abordé les problèmes de la deuxième guerre mondiale, essentiellement à travers ce que nous avons appelé la longue attente de Jean van Heijenoort, proche collaborateur de Trotsky pendant sept ans, qui animait à New York le secrétariat de la IVe Internationale dont la fondation avait été proclamée en septembre 1938.

Le gros de ce numéro va être consacré à une série d'études et de documents concernant la même période mais sous un horizon plus large, celui de l'Europe, ou, pour parler le langage des hommes et des mouvements étudiés, « la révolution européenne ». Nous laisserons de côté, mais rappellerons la présence à l'arrière plan de la crise du Socialist Workers Party et de la scission qui avait abouti à la formation d'un parti rival sous la direction de Max Shachtman. C'était là le premier résultat de la guerre puisque les minoritaires avaient, à partir du pacte de Staline avec Hitler, puis de la guerre avec la Finlande, déclaré la nécessité de réviser la conception trotskyste de la « nature de l'URSS » et d'abandonner la stratégie de sa « défense ».

Une première partie réunit des textes sur les principes, à savoir la nécessaire défense simultanée de l'URSS et de la « **démocratie** » et l'affirmation que la Deuxième Guerre mondiale est appelée, comme la première, à déboucher sur une révolution européenne qui devrait cette fois être victorieuse. On remarque déjà quelques nuances entre le texte qui émane de Cannon et celui que rédige le secrétaire de la IVe Internationale.

Une deuxième partie illustre le déroulement de la guerre et la posture contre-révolutionnaire des staliniens soulignés et commentés par l'équipe rédactionnelle de Felix Morrow dans *Fourth International*. Celle-ci aborde les développements en Italie à partir de la chute de Mussolini, que les commentaires de la revue commencent à appeler « la révolution italienne ».

Mais, comme nous le savons depuis déjà plusieurs numéros consacrés à ces débats, il y a un profond désaccord à la tête de la IVe Internationale, et la direction du SWP est résolument hostile à l'emploi de mots d'ordre dit démocratiques comme celui de République et d'Assemblée constituante. L'appel

du Secrétariat européen, rédigé par Marcel Hic, est en désaccord avec la position de la majorité du SWP. Les articles de Morrow souffrent d'une certaine autocensure. L'année 1943 marque ici une véritable césure dont la « révolution » italienne est l'occasion.

Nous avons également collecté quelques indications sur une compréhension très précoce dans *Fourth International* du sens de classe de l'action des Partisans yougoslaves. Ici aussi, l'année 1943 marque une césure, puisque cette orientation est attribuée non à la pression de la base ouvrière et paysanne des Partisans ou à la direction des communistes de Tito, mais tout simplement à l'initiative de Moscou, ce que les développements ultérieurs et surtout l'histoire avec ses documents démentiront avec l'éclat que l'on sait : l'homme qui donne le coup d'arrêt sur la « révolution » yougoslave est un militant dévoué à la majorité du SWP, John G. Wright.

Nous verrons dans un prochain numéro l'émergence d'une nouvelle ligne que Félix Morrow qualifie d'« ultra-gauchiste ». A ce moment-là les jeux seront faits. Mais à la fin de 1943, l'histoire des trotskystes américains et de la IVe Internationale balance encore.

La bataille dans le noir est terminée. Les premières lueurs, les foyers révolutionnaires, scintillent à l'horizon. L'histoire va-t-elle prendre ce tournant qu'attendent les nouveaux bolcheviks d'Amérique ? Ils le croient tous, mais vont vite s'apercevoir qu'ils sont loin d'être d'accord entre eux sur l'itinéraire, le rythme, les faux amis et les vrais ennemis. Le drame qu'ils vont vivre, ils n'en ont pas la moindre idée. Et c'est comme si le ciel de leurs espoirs leur tombait sur la tête, les écrasant de leurs débris. Ils ne le savent pas encore !

La Révolution européenne n'aura pas lieu.

I - Les Principes

Pierre Broué

Une position difficile sur une guerre sans précédent

La configuration de la guerre à partir de 1941 pose de difficiles problèmes théoriques aux trotskystes, qui se considèrent comme les « nouveaux bolcheviks », ceux qui prendront la direction de la révolution qui va inéluctablement suivre la guerre. Disciples de Lénine, ils se veulent évidemment fidèles à ses enseignements sur la Première Guerre Mondiale. Mais les données mondiales ne sont plus les mêmes et la situation est suffisamment complexe pour soulever bien des débats nouveaux. Bien sûr, une guerre entre l'Allemagne d'Hitler et la Grande-Bretagne de Churchill est pour eux une guerre entre impérialismes, donc une guerre impérialiste au cours de laquelle le combat pour renverser le capitalisme ne doit pas connaître de répit. De même, une guerre entre l'URSS et une quelconque puissance capitaliste impérialiste est d'un côté une guerre impérialiste, qui relève de la catégorie précédente, mais, de l'autre, une guerre de défense d'un Etat ouvrier.

Nous avons commencé par publier de nouveau un texte inachevé de 1940, au lendemain de la défaite française, dans lequel Trotsky définit la façon dont les ouvriers américains doivent se définir par rapport à la guerre « pour la démocratie ». Il est, à bien des égards, surprenant pour les révolutionnaires à la

pensée conservatrice. Il y assure que les ouvriers veulent bien se battre pour la démocratie, mais pas « à la Pétain ». On ne trouvera après sa mort aucun autre texte avec cette orientation, mais seulement une allusion.

L'analyse n'est pas facile pour les trotskystes lorsqu'il s'agit des alliés impérialistes de cette URSS qu'il s'agit avant tout de défendre. Mais la description de l'attitude pratique est une tâche bien plus difficile encore. Les dirigeants de New York, qu'il s'agisse de ceux du Socialist Workers Party, d'un côté, de ceux du SI de la IVe Internationale de l'autre, choisissent le clou sur lequel ils peuvent frapper en toute sécurité internationale ! Il s'agit évidemment de la défense de l'URSS sur laquelle ils titrent et insistent.

Le texte du SWP, lequel dispose de plus de moyens matériels et humains que l'autre petit bureau qui s'appelle fièrement secrétariat de la IVe Internationale, est évidemment prêt le premier, quelques jours après l'agression hitlérienne contre l'URSS. Il est de toute évidence l'œuvre de James P. Cannon¹ dont il porte l'empreinte en même temps que celle de la hâte dans laquelle il a été rédigé.

Sa relecture aujourd'hui, même si l'on s'accoutume au décalage d'époque – plus d'un demi-siècle – apporte son lot de surprises. Il y est affirmé, par exemple, que la démocratie ouvrière dans le régime soviétique a connu son âge d'or... à l'époque de la guerre civile, ce qu'aucun défenseur du « terrorisme », et en tout cas les maîtres à penser du trotskysme américain, à commencer par Trotsky, n'ont jamais soupçonné et encore moins affirmé.

Il y est également assuré que la « nationalisation » de la propriété est la principale conquête qui survit à la révolution et l'objet essentiel de la défense internationale de ce régime. Le terme qui a été choisi n'est pas celui de « collectivisation » ou de « socialisation » et l'on se prend à se demander quels échos les appels réitérés à la défense de la « propriété nationalisée » pouvaient bien évoquer dans l'esprit des travailleurs américains de l'époque, voire des pays capitalistes qui avaient pas mal « nationalisé » leur appareil productif !

1. **James P. Cannon** (1885-1973), militant des IWW et du SPA, un des fondateurs du CPUS et leader d'une de ses fractions, dirigea l'Opposition de gauche, puis le Workers Party, sa fraction dans le PS et enfin le SWP (Socialist Workers Party) d'une poigne de fer.

Sans doute l'auteur du Manifeste a-t-il avant tout pensé en le rédigeant aux positions défendues par la majorité contre la minorité Shachtman-Burnham¹ au cours de l'année précédente et doit-on replacer ce texte, pour mieux le comprendre, dans le contexte du lendemain de la terrible lutte fractionnelle déclenchée par la volonté de la minorité de réviser l'analyse de Trotsky sur la « nature de l'URSS ». Le résultat était-il convaincant ? Aujourd'hui, en tout cas, même en se reportant rétrospectivement dans le temps de 1940, avec de tels textes, il ne l'est guère.

J'irai même plus loin en me demandant s'il ne révèle pas de la part de son auteur des illusions sur l'URSS. Le rôle qu'il imagine pour les trotskystes en URSS dans la défense de l'Union soviétique en révèle au moins une, épouvantable, celle de croire et de faire croire que Staline peut laisser les trotskystes les armes à la main sous prétexte de défendre la patrie soviétique ! On se prend aussi à s'interroger devant le mot d'ordre de « guerre révolutionnaire » que les maîtres à penser Lénine et Trotsky avaient cependant peu apprécié et dont le contenu n'est pas ici précisé, bien qu'il sous-entende que la guerre est moins révolutionnaire quand elle est menée sous les ordres de bureaucrates. Une évidence.

Les déplacements du texte à la surface de la planète et une tentative de nuancer les tâches soulignent la grosse lacune qui concerne les pays d'Europe occupés par les armées allemandes : « guerre révolutionnaire » ou passivité absolue si l'on ne peut directement aider l'Union soviétique et la défendre par des actions. Sur les conceptions théoriques, on notera enfin que l'auteur ne divise pas le monde en classes, mais en forces d'Etat, l'Union soviétique constituant l'un des deux camps et le monde dominé par l'impérialisme, l'autre : une affirmation qui, sous la plume de Michel Pablo², sera, dix ans plus tard,

1. **Max Shachtman** (1903-1972), ancien dirigeant des Jeunesses communistes, un des dirigeants historiques des trotskystes américains, était entré en opposition sur la question de l'URSS en 1939. **James Burnham** (1905-1987), professeur de philosophie, abandonna le mouvement après quelques années pour évoluer vers l'extrême-droite.

2. **Michel Pablo**, ps. de **Mikhailis Raptis** (1911-1996), militant grec qui, après une polémique contre la fondation de la IV^e Internationale, puis une libération controversée par le régime dictatorial de Metaxas en Grèce, devient membre du secrétariat provisoire

considérée comme le signe de l'apparition du « révisionnisme pabliste » mais qui s'est plus ou moins maintenue pendant toute la guerre : l'Union soviétique d'un côté, le monde impérialiste de l'autre.

C'est tout de même dans la partie qui s'adresse aux « ouvriers russes » que l'on trouve les formules les plus irritantes bien qu'elles ne soient que de très loin politiques, si toutefois elles le sont. Bien sûr Trotsky a employé en s'adressant aux ouvriers russes la formule « le Caïn du Kremlin » pour désigner Staline. Ce n'est pas une raison pour la placer ici à plusieurs reprises au nom d'un parti ouvrier américain, qui refusait pour lui-même l'adjectif exotique de « bolchevique ».

Il est presque insupportable de voir systématiquement désigner l'Union soviétique par les mots Etat Ouvrier, avec deux majuscules (Workers State) pour quelqu'un qui se dit disciple de Trotsky, dont le résumé minimum de la formule qu'il défendait était « Etat ouvrier dégénéré ».

Et, ultime question, certainement irrévérencieuse, mais franche : pour qui l'auteur de ce texte prend-il les éventuels lecteurs soviétiques de l'époque, quand il évoque Trotsky mort participant invisible aux combats de l'Armée rouge, conseillant et encourageant les combattants ? Il m'a semblé qu'à ce point la lecture en devenait pénible. Le texte manifeste de la IVe Internationale sur le même sujet, paru plus tard a été rédigé par Jean van Heijenoort¹, successeur de Trotsky à la tête de la IVe Internationale, mais réduit à la portion congrue dans l'élaboration de sa politique. Dès la lecture de ce texte, on se prend à le regretter.

L'« *industrie nationalisée* » n'est pas déifiée. On appelle à défendre « *les conquêtes de la révolution* », « *l'esprit révolutionnaire d'Octobre* », l'« *internationalisme* ». On comprend comme conjoncturelle la position des alliés impérialistes de l'URSS. C'est la résistance des soldats soviétiques qui démontre qu'« *il reste en URSS quelque chose à défendre* ». Staline ne s'appelle pas Caïn. Trotsky, omniprésent par sa pensée et ses analyses, n'est nulle part le

européen de la IVe Internationale en 1943, et anima après guerre le courant puis l'organisation « pabliste ».

1. **Jean van Heijenoort**, dit **Marc Loris** (1912-1986), membre de l'Opposition de gauche française avait été sept ans secrétaire de Trotsky, de Prinkipo à Coyoacan. Fixé aux EU, il devint membre du secrétariat et, de fait, secrétaire de la IVe Internationale à New York.

héros invisible qui dirige les masses après sa mort par conseillers trotskystes interposés.

On utilisera de préférence ce texte comme référence politique trotskyste sur le fond pendant la guerre et clé de la « *défense de l'URSS* ».

A ces deux textes fondamentaux, nous en avons joint d'autres.

D'abord une « *déclaration sur la guerre* » rédigée par Cannon au moment des remous qu'a provoqués la méthode de défense des trotskystes devant le tribunal de Minneapolis, un résumé de la position du SWP, cette fois bien structuré et rédigé, suffisamment clair, affirmation de principes en même temps qu'outil de défense.

Ensuite une mise au point fort intéressante d'Albert Goldman¹, son avocat, dirigeant aussi du SWP, sur le « *défaitisme révolutionnaire* » dont il montre qu'il n'est pas et ne fut jamais un mot d'ordre valable automatiquement dans toute guerre et à tout moment.

Une grosse pierre dans le jardin des sectaires dogmatiques qui dénonçaient la « *trahison* » des dirigeants américains qui ne l'avaient pas mentionné devant les juges. Mais aussi une tentative très intéressante pour concilier la politique du parti, principielle, de refus de soutenir quelque camp impérialiste que ce soit, et le sentiment du peuple et des militants de haine farouche contre l'hitlérisme, le nazisme, le fascisme.

Le texte de Goldman est difficile à lire, d'une dialectique si serrée qu'elle échappe parfois au lecteur pour le reprendre aussitôt. C'est un très bel effort.

On va pourtant se rendre compte assez vite que, malgré le courage et la volonté de lutte des militants, le passage des principes dans la réalité n'est pas donné d'avance.

1. **Albert Goldman**, dit **Morrison** (1897-1960), ancien militant du PC, était avocat et défendit notamment Trotsky et les dirigeants du SWP. Il était aussi un dirigeant du SWP et un proche de Morrow.

Léon Trotsky

Comment défendre la démocratie¹ (13 août 1940)

Chers Amis,

Nous devons à mon avis renforcer et approfondir notre campagne contre les tendances pacifistes, les préjugés et les mensonges. Les libéraux et les démocrates disent : « Nous devons aider les démocraties par tous les moyens, sauf par une intervention militaire directe en Europe ». Pourquoi cette limitation stupide et hypocrite ? S'il faut défendre la démocratie, il faut la défendre aussi sur le sol européen. Bien plus, c'est là le meilleur moyen de défendre la démocratie en Amérique. Aider l'Angleterre, écraser Hitler par tous les moyens, y compris l'intervention militaire, serait la meilleure façon de défendre la « démocratie américaine ». La limitation purement géographique n'a pas de sens, ni du point de vue politique, ni du point de vue militaire.

Ce que nous, travailleurs, nous trouvons digne de défendre, nous sommes prêts à le défendre par des moyens militaires, en Europe comme aux Etats-Unis.

1. Lettre du 13 août, *Fourth International*, octobre 1940, pp. 126-127. Nous avons opéré quelques coupures sur des faits anecdotiques.

C'est la seule possibilité que nous ayons d'assurer la défense des libertés civiques et autres biens de l'Amérique.

Mais nous refusons catégoriquement de défendre les libertés civiques et la démocratie à la manière française : les ouvriers et les paysans français donnent leur chair et leur sang tandis que les capitalistes concentrent dans leurs mains le commandement. L'expérience Pétain¹ doit maintenant être au centre de notre propagande de guerre. Bien sûr qu'il est important d'expliquer aux ouvriers avancés que le vrai combat contre le fascisme, c'est la révolution socialiste, mais il est encore plus urgent et plus impératif d'expliquer aux millions d'ouvriers américains que la défense de leur démocratie ne peut pas être remise à un maréchal Pétain américain, et il ne manque pas de candidats à ce rôle [...] L'Institut de l'Opinion publique indique que 70 % des travailleurs sont en faveur de la conscription. C'est un fait capital ! Les ouvriers prennent toutes les questions au sérieux. S'il faut défendre la patrie, alors on ne peut abandonner cette défense à l'arbitraire d'individus. Ce doit être une attitude générale [...] Nous commençons à développer une campagne afin d'opposer les ouvriers à leurs exploités, sur le terrain militaire. Vous, ouvriers, vous voulez défendre et améliorer la démocratie. Nous, IVe Internationale, désirons aller plus loin. Mais nous sommes prêts à défendre la démocratie, à la condition qu'il s'agisse d'une véritable défense et pas d'une trahison à la Pétain [...].

1. **Philippe Pétain** (1856-1951), général en 1914, maréchal en 1918, était devenu ministre de la Guerre en 1940 dans le gouvernement de Paul Reynaud à qui il succéda après avoir demandé l'armistice. Trotsky, comme d'autres, pensait qu'il avait laissé venir la défaite pour instaurer un régime réactionnaire de pouvoir personnel.

Manifeste du Socialist Workers Party¹

Défendre l'Union soviétique

(23 juin 1941)

L'Union soviétique est en danger de mort ! Dans les pires conditions, les masses soviétiques défendent héroïquement l'Etat Ouvrier contre l'invasion impérialiste. La Deuxième Guerre mondiale, qui n'aurait pu être empêchée que par une révolution socialiste victorieuse et la destruction du capitalisme mondial, menace l'existence même de l'Etat ouvrier isolé. Tous les avertissements de Lénine et de Trotsky sont confirmés.

L'impérialisme allemand cherche à abattre la révolution d'Octobre et à restaurer le système capitaliste sous sa forme fasciste dégénérée. C'est là la signification essentielle de l'attaque d'Hitler contre l'Union soviétique. Tout travailleur qui réalise la signification de cette attaque n'hésitera pas à accepter le mot d'ordre de notre parti :

**Défendre l'Union soviétique à tout prix en toute circonstance contre
l'attaque impérialiste !**

La classe ouvrière russe, en octobre 1917, a établi un gouvernement des soviets qui ont pris la terre aux grands propriétaires, l'ont donnée aux paysans, et ont pris les banques, les industries et les chemins de fer aux capitalistes, les

1. « Defend the Soviet Union », *Fourth International*, juillet 1941, pp. 170-173.

plaçant, en tant que propriété nationalisée, sous l'administration et le contrôle des ouvriers. Ainsi les soviets ont aboli la propriété privée qui permet à une poignée de capitalistes de détenir la richesse d'un pays et d'exploiter l'écrasante majorité de son peuple. Cette réalisation de la révolution d'Octobre est le plus grand progrès jamais réalisé par un peuple. Elle a prouvé de façon indiscutable que la classe ouvrière est capable de prendre son destin entre ses propres mains. Le développement sans précédent de cette propriété nationalisée a prouvé pour tous les temps la supériorité des méthodes socialistes de production sur l'anarchie capitaliste.

Les forces productives ont été nationalisées par les soviets de députés des ouvriers, soldats et paysans sous la direction de Lénine et Trotsky. Ces soviets n'existent plus. Ils ont été détruits par la bureaucratie du Kremlin qui a usurpé tout le pouvoir politique. Mais les forces productives ne sont pas, aujourd'hui encore aux mains de propriétaires privés. Cela signifie qu'en dehors du dommage fait à la révolution par Staline et sa clique du Kremlin, cette conquête essentielle de la révolution survit.

C'est cette propriété nationalisée que nous appelons les ouvriers du monde à défendre contre tout ennemi. C'est de cette propriété nationalisée que les capitalistes d'Allemagne représentés par Hitler, essaient de s'emparer afin de l'en faire une propriété capitaliste. Aujourd'hui, donc, l'ennemi principal des travailleurs soviétiques est l'impérialisme allemand. Contre cet ennemi, il faut ancrer en l'ouvrier la conscience de l'énorme progrès qu'a constitué pour l'humanité la révolution d'Octobre. Chaque coup porté par l'Armée rouge à l'impérialisme allemand, est un coup pour l'avenir socialiste de l'humanité. C'est le devoir de tout ouvrier d'aider à la victoire de l'Armée rouge.

Ce que nous ne défendons pas

L'Union soviétique et le régime de Staline ne sont pas du tout identiques. La révolution d'Octobre n'a pas été faite pour les bureaucrates qui ont occupé les sièges du pouvoir. En défendant l'Union soviétique, nous ne défendons pas ces usurpateurs. Staline et sa clique ont conduit l'Union soviétique à un point où Hitler a l'absolue confiance de pouvoir, en un bref laps de temps, la conquérir. A l'intérieur de l'Union soviétique la bureaucratie stalinienne a détruit toutes les formes de la démocratie ouvrière établie sous Lénine et Trotsky. Le Caïn du

Kremlin a assassiné les meilleurs, les plus dévoués, et les plus capables des dirigeants bolcheviques des travailleurs soviétiques et en ce moment même garde dans ses geôles des centaines de milliers d'ouvriers révolutionnaires à qui il inflige l'indignité suprême en les empêchant de défendre l'Union soviétique les armes à la main. En dehors de l'Union soviétique, Staline a étranglé la révolution chinoise et conduit à des défaites catastrophiques l'ensemble du mouvement ouvrier européen. Ainsi l'Union soviétique a-t-elle été privée de ses alliés les plus sûrs.

Par son pacte avec Hitler, sa collaboration avec les nazis dans le démembrement de la Pologne, son attaque de 1939 contre la Finlande et le fait qu'il ait laissé à Hitler les mains libres pour dominer l'Europe, Staline a aliéné à l'Union soviétique les sympathies de dizaines de millions d'ouvriers.

Nous ne suspendons pas un instant notre lutte contre le dictateur du Kremlin et la bureaucratie qu'il représente. Il est déjà et sera toujours plus évident chaque jour que les ouvriers soviétiques doivent se débarrasser de cette bureaucratie et rétablir la démocratie ouvrière pour assurer leur victoire sur les armées nazies. Le renversement de Staline par les travailleurs est exigé par les nécessités de la lutte pour sauver l'Union soviétique. Nous avons confiance : les ouvriers russes qui ont fait trois révolutions — 1905, février 1917, octobre 1917 — se hausseront de nouveau au niveau de leurs grandes traditions révolutionnaires. Pour sauver l'Union soviétique et la Révolution socialiste mondiale, la lutte des ouvriers contre la bureaucratie stalinienne doit être subordonnée à la lutte contre l'ennemi principal, les armées de l'Allemagne hitlérienne. Tout ce que nous disons et faisons doit avoir comme objectif premier la victoire de l'Armée rouge.

On peut comprendre le mieux l'Union soviétique en la comparant à un grand syndicat qui serait tombé aux mains de dirigeants corrompus et dégénérés. Notre lutte contre le stalinisme est une lutte à l'intérieur du mouvement ouvrier. Contre les patrons, nous préservons l'unité du front de classe, nous nous tenons épaule contre épaule avec tous les ouvriers. L'Union soviétique est un Etat ouvrier, bien que dégénéré à cause de la domination stalinienne. Exactement comme nous soutenons les grèves contre les patrons, même si le principal syndicat qui les dirige est contrôlé par les staliniens, de même nous soutenons l'Union soviétique contre l'impérialisme. Malgré emprisonnements et

répression, nos camarades en Union soviétique, les trotskystes persécutés, prouveront aux masses soviétiques que les trotskystes sont les meilleurs combattants contre l'ennemi capitaliste.

Défense de l'URSS contre ses alliés capitalistes

Churchill a indiqué qu'il concluerait une forme d'alliance militaire avec le Kremlin. Quand les Etats-Unis atteindront l'étape de « *la guerre où on tire* », Roosevelt aussi conclura une alliance formelle.

Une triste nécessité contraint maintenant l'Union soviétique à rechercher ces alliances. Son isolement et sa faiblesse l'y obligent. Mais quelle sera l'attitude de la classe ouvrière à l'égard des alliés capitalistes de l'Union soviétique ? L'Internationale communiste évite aujourd'hui de répondre à la question fondamentale : demain elle répondra comme à l'époque du pacte franco-soviétique, par l'appel aux travailleurs à soutenir la guerre impérialiste des « *démocraties* ».

Nous mettons en garde les ouvriers : l'allié « *démocrate* » est tout aussi hostile à la propriété nationalisée de l'Union soviétique que son ennemi fasciste. Roosevelt et Churchill viseront deux objectifs à la fois : la défaite de leur rival impérialiste allemand, et aussi empêcher l'Union soviétique de se renforcer par une victoire. Même au prix de l'affaiblissement de leur lutte contre leur rival impérialiste, Churchill et Roosevelt essaieront de repousser la classe ouvrière mondiale, Union soviétique comprise.

Nous le disons depuis 1917 : la contradiction principale est entre l'Union soviétique et le monde impérialiste. C'est toujours vrai. Des circonstances spéciales amènent aujourd'hui, comme au temps du pacte Laval-Staline¹, une alliance entre l'Union soviétique et des pays capitalistes. Et la dernière de ces circonstances n'est pas que la politique réactionnaire de Staline diminue la peur des capitalistes du rôle révolutionnaire de l'Union soviétique et atténue l'exemple de la révolution d'Octobre. Mais ce n'est que pour le moment que l'antagonisme fondamental entre l'Union soviétique et l'impérialisme anglo-américain est relégué à l'arrière-plan.

1. C'est en mai 1935 qu'avait été signé le pacte **entre la France et l'URSS**, dit **Laval-Staline**.

L'antagonisme fondamental demeure et viendra au premier plan précisément si les « *démocraties* » commencent à gagner. Il n'y a qu'une semaine, le sobre porte-parole du monopole américain, le *New York Times*, disait de l'Union soviétique : « *Les démocraties, s'étant débarrassées de la dictature en Allemagne, ne pourront guère la soutenir ailleurs* ». Le *Times* ne pouvait pas ne pas parler de cette menace sournoise, pas plus que Churchill taire son hostilité à l'Union soviétique. Kerensky¹, le représentant du « *capitalisme* » russe, salue les démocraties qui veulent bien « *aider* » l'Union soviétique : « *une victoire des démocraties, dit-il, se terminerait par l'effondrement du régime soviétique* » — c'est-à-dire la restauration du capitalisme. Le Vatican annonce qu'il forme des prêtres pour œuvrer en Russie en cas de « *changement* » — une anticipation sur le fait de savoir qui, des fascistes ou des impérialismes démocratiques, deviendront les maîtres de l'Europe. L'opposition prolétarienne irréconciliable aux alliés impérialistes de Staline offre la seule garantie que les ouvriers seront sur leurs gardes pour sauver l'Union soviétique de la destruction des mains des « *démocraties* » victorieuses.

Même dans le cours de la guerre, Churchill et Roosevelt, au nom d'une plus grande efficacité dans la conduite de la guerre, peuvent tenter d'intervenir dans la vie économique de l'Union soviétique. La crise économique, déjà grave en Union soviétique — due à l'encercllement capitaliste et à la mauvaise gestion incontrôlée de la bureaucratie — ne fera que s'aggraver sous la pression de la guerre. La bureaucratie du Kremlin aura tendance à accepter de travailler avec les « *experts* » de Roosevelt et Churchill. Pour leurs « *services* », les capitalistes exigeront un paiement immédiat sous forme de concessions économiques qui saperont la propriété nationalisée. Nous le répétons, c'est indiscutable, les « *démocraties* » désirent autant détruire la propriété nationalisée que celle d'Hitler.

Hitler a parfaitement compris que l'antagonisme fondamental de la société moderne est entre l'Union soviétique et le monde capitaliste. Tout en lançant une allusion à un prétendu accord anglo-soviétique comme un des prétextes de l'invasion, le principal cri de guerre d'Hitler était qu'il sauvait l'Europe du bolchevisme. Tout en se préparant à la possibilité d'une guerre longue contre

1. **Aleksandr F. Kerensky** (1881-1970) était le chef du Gouvernement provisoire renversé par l'insurrection d'octobre 1917.

une alliance soviéto-britannique, Hitler explore aussi la possibilité de s'assurer les mains libres contre l'URSS. Il est manifeste qu'il nourrit des espoirs de forcer une paix à l'ouest pendant sa guerre contre l'Armée rouge.

Le rôle d'Hitler comme gardien de l'Europe contre le bolchevisme lui a valu de riches dividendes de la part de Chamberlain¹. Le parti de Chamberlain est encore aux commandes en Angleterre. La force principale dans la décision d'Hitler d'attaquer l'Union soviétique a été incontestablement le besoin qu'il a de pétrole, de blé et autres matières premières, pour une guerre longue. Mais il espère aussi que ses mots d'ordre anti-bolcheviks lui vaudront de nouveau un accord avec ses rivaux impérialistes.

Jusqu'à présent, Churchill², qui représente à présent la faction la plus importante de l'impérialisme britannique a rejeté la perspective de négociation d'une paix. Churchill et Roosevelt³ craignent plus Hitler que Staline. Cependant les puissants groupes d'impérialistes, en Angleterre et ailleurs, qui voulaient la paix avec Hitler, vont maintenant redoubler d'efforts pour gagner à leur programme les gouvernements américain et britannique.

L'apaisement a gagné beaucoup de poids après l'attaque d'Hitler contre l'Armée rouge, car la motivation fondamentale des partisans de l'apaisement est la croyance en une solidarité capitaliste contre les travailleurs du monde. La véritable lutte contre eux n'est pas servie par ceux qui s'alignent sur les fauteurs de guerre capitalistes. Ceux qui subordonnent la classe ouvrière aux gouvernements des « démocraties » facilitent beaucoup pour Roosevelt et Churchill d'aboutir à un accord avec les partisans de la conciliation, sans aucune crainte d'un mouvement de classe vigilant et indépendant. Gardons-nous des alliés capitalistes de l'Union soviétique ! Telle est la seule position possible pour les véritables défenseurs de l'Union soviétique : opposition sans compromis à toutes les puissances impérialistes, « alliées » ou ennemis.

1. **Neville Chamberlain** (1869-1940), Premier Ministre conservateur de 1937 à 1940, avait signé l'accord de Munich.

2. **Winston Churchill** (1874-1965) avait été l'âme de la coalition contre l'Union soviétique et la révolution européenne après la Première Guerre mondiale et il était la tête de la coalition alliée.

3. **Franklin D. Roosevelt** (1882-1945), président des Etats-Unis, était l'autre tête de la coalition alliée.

Pour la guerre révolutionnaire

Pour rassembler la plus extrême énergie des masses soviétiques, pour réunir autour de l'Union soviétique les masses de tous les pays, pour soulever dans le prolétariat allemand la détermination à tout prix de miner et de saboter la machine de guerre nazie — ces tâches de l'heure exigent une politique dans l'esprit bolchevique de Lénine et Trotsky, tribuns du peuple appelant le monde entier à la révolte. Rien n'en est plus éloigné que la déclaration de Molotov¹ au début de la guerre.

Il pourrait avoir émané du gouvernement capitaliste le plus conservateur au monde. Il n'a pas un mot d'appel aux masses du monde, pas un mot non plus sur le socialisme et la grande tradition d'Octobre. Molotov cherche à inspirer les masses soviétiques en leur rappelant que « *ce n'est pas la première fois que notre peuple a affaire à l'attaque d'un ennemi arrogant* ». C'est vrai. Il est pieusement conservé dans les cœurs de la classe ouvrière, le souvenir des victoires de l'Armée rouge de Trotsky, battant et repoussant sur vingt-deux fronts les armées du monde impérialiste. Mais ce n'est pas de cette tradition que parle Molotov ! Sa tradition maintenant, c'est : « *La réplique de notre peuple, ce fut la guerre pour la patrie* » — contre Napoléon ! En évitant le caractère de la révolution d'Octobre, Molotov révèle celui du régime du Kremlin, la peur qu'il a des masses et de leur héritage révolutionnaire.

Dans tout ce qu'elle fait, la bureaucratie révèle son manque de confiance et sa peur des grandes masses. C'est vers les maîtres capitalistes que le Kremlin se tourne pour être aidé. Dans sa politique, Staline ne trouve de place pour les masses que pour servir de pions à céder aux maîtres bourgeois comme paiement de leurs services. La radiodiffusion des discours de Churchill a omis ses déclarations anticommunistes. Staline est en train de rhabiller de neuf les dirigeants de l'impérialisme britannique.

La bureaucratie du Kremlin ne s'intéresse qu'au maintien de ses privilèges, quel qu'en soit le prix pour les masses soviétiques et mondiales. Staline a donné

1. **Viatcheslav M. Skriabine** dit **Molotov** (1890-1986), fidèle lieutenant de Staline depuis la Guerre civile, était ministre des Affaires étrangères de l'URSS.

à Hitler tout ce qu'il pouvait, tant que ces concessions n'impliquaient pas directement la capitulation sur la puissance et la position de la bureaucratie.

A la lumière de sa politique fondamentale, Staline ne veut certainement pas conduire cette guerre comme elle devrait l'être — une guerre dans laquelle l'Union soviétique, tout en profitant de toute l'aide des ennemis d'Hitler, joue le rôle indépendant d'un Etat ouvrier, rallie les larges masses au drapeau du socialisme, appelle les masses ouvrières d'Allemagne à renverser Hitler et le capitalisme et à s'allier avec l'Union soviétique. Staline, c'est l'antithèse d'une telle politique révolutionnaire, et il l'a écrasée chaque fois qu'il l'a pu, au-dedans et au-dehors de l'Union soviétique. Il a assassiné son meilleur représentant, Léon Trotsky.

Ouvriers et paysans d'Union soviétique ! Nous en appelons à vous au nom de notre dirigeant martyr, le camarade Trotsky. Sa voix vous presserait maintenant de faire à Hitler une guerre révolutionnaire. C'est là l'heure du danger que Trotsky était destiné à transformer en l'heure du triomphe prolétarien — mais son esprit noble et héroïque a été écrasé par un piolet stalinien. Puisque le bonheur lui a été refusé de participer à votre bataille décisive et votre victoire finale, que Trotsky, à partir de maintenant, participe invisible à votre lutte. Que sa voix, éteinte par Staline, mais vivant toujours dans le mouvement qui porte son nom, vous aide de ses conseils dans votre lutte pour un monde meilleur. Vengez sa mort en abattant Hitler, en renversant le Caïn du Kremlin et en ressuscitant la démocratie soviétique qui, dans les années héroïques de la révolution d'Octobre, a rendu possible la victoire sur l'intervention étrangère. Ouvriers révolutionnaires d'Amérique ! Pour la défense de l'Union soviétique, c'est avant tout la vérité qui est nécessaire.

Le Parti communiste

Ce qui est arrivé en Union soviétique, vous pouvez l'ignorer, mais vous avez en mains tous les éléments qui vous montrent que le stalinisme est incapable de diriger la défense de l'Union soviétique. On peut s'en rendre compte dans le *Daily Worker*. Jusqu'au lendemain de l'invasion, il n'avait pas un mot pour mettre en garde et mobiliser les travailleurs contre le danger d'une agression nazie. Au contraire, il stigmatisait « *les extravagances maintenant habillées en informations* » sur une crise entre l'Allemagne et l'Union

soviétique, comme des mensonges « destinés à donner l'impression que l'Union soviétique était faible » et qu'elle est « isolée ». La suffisance de Staline se vantant des importants gains résultant du pacte avec Hitler et sa prétention selon laquelle le pacte fut imposé à Hitler par la puissance de l'Armée rouge, dictaient au *Daily Worker* une conspiration du silence sur le terrible danger menaçant l'Union soviétique. Pire encore, les rédacteurs du *Daily Worker* — croyant que Staline allait conclure un nouvel accord avec Hitler — dénonçaient les rapports sur la menace d'une guerre germano-soviétique comme destinés à « discréditer de nouvelles initiatives pour faire avancer la paix et sauvegarder la neutralité soviétique, que l'Union soviétique pourrait prendre ». Cette politique stupide et mensongère dictée par le Kremlin a laissé les membres du parti communiste moins préparés encore à la terrible nouvelle qu'aucun autre groupe de la population.

Le parti communiste n'est pas un parti révolutionnaire indépendant parlant courageusement dans l'intérêt de la classe ouvrière internationale. Au contraire il n'est qu'un agent soumis des bureaucrates du Kremlin. C'est précisément maintenant, où l'un des principaux devoirs d'un parti révolutionnaire authentique est de parler franchement et de prévenir les ouvriers d'Angleterre et d'Amérique d'être sur leurs gardes contre les « alliés » capitalistes de l'Union soviétique, les partis staliniens commencent à changer de ligne pour aller vers le soutien ouvert de la guerre impérialiste qu'ils mènent. Les instructions qu'ils vont recevoir du Kremlin seront dans l'esprit de la « préparation » du texte du discours de Churchill par les radios de Moscou : déguiser les impérialistes « démocrates » en amis progressistes de l'Union soviétique. Les partis staliniens vont découvrir demain que la guerre impérialiste n'est plus impérialiste. Ils vont abandonner leur pseudo-militantisme dans les syndicats. Ils vont de nouveau chanter les louanges de Roosevelt aussi fort qu'en 1936. En un mot ils vont tout faire pour livrer les ouvriers, pieds et poings liés, à Churchill et à Roosevelt, le paiement cynique de Staline aux impérialistes pour leur alliance.

Les principales tâches de la classe ouvrière américaine

Tout ouvrier doit défendre l'Union soviétique, comme un devoir *de classe*. L'ouvrier révolutionnaire ne peut pas accepter la ligne corrompue et opportuniste des staliniens. Il défend la propriété nationalisée de l'Union

soviétique, pas les bureaucrates du Kremlin. Il défend l'Union soviétique parce que le capitalisme y a été renversé. Il ne peut en aucune circonstance soutenir la guerre impérialiste de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis, pas plus qu'il ne soutiendrait la guerre impérialiste de l'Allemagne nazie. L'ouvrier révolutionnaire comprend que si Churchill et Roosevelt se trouvent être les alliés de l'Union soviétique, cela ne change pas d'un iota le caractère réactionnaire de la guerre que mènent Churchill et Roosevelt.

Les ouvriers doivent combattre à mort le fascisme — mais la guerre impérialiste de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis n'est pas une guerre contre le fascisme, mais une guerre contre des rivaux impérialistes. L'unique façon dont les ouvriers peuvent combattre le fascisme, c'est en prenant le pouvoir et en établissant un Gouvernement Ouvrier et Paysan aux Etats-Unis. Seul un tel gouvernement socialiste serait un véritable allié de l'Union soviétique. Dans l'intervalle, la méthode pour défendre l'Union soviétique est de continuer la lutte de classe contre les impérialistes. Défendre les droits des travailleurs contre les briseurs de grève gouvernementaux ! Construire le pouvoir de la classe ouvrière jusqu'à ce qu'il devienne le pouvoir gouvernemental. C'est le plus grand service que les ouvriers américains puissent rendre à leurs frères d'Union soviétique.

Défense de l'Union soviétique ! Défense des conquêtes de la révolution d'Octobre !

A bas la bureaucratie stalinienne qui affaiblit l'Union soviétique !

Guerre révolutionnaire à mort contre le fascisme !

Attention aux alliés capitalistes de l'Union soviétique !

Pour un Gouvernement Ouvrier et Paysan, seul allié sûr de l'Union soviétique !

Vive la Révolution socialiste mondiale !

Manifeste de la IVe Internationale

Pour la défense de l'Union soviétique¹

(août 1941)

L'Union soviétique est en guerre ! L'Union soviétique est en danger mortel ! Dans sa lutte désespérée pour ouvrir le monde à l'impérialisme allemand, Hitler s'est tourné à l'Est, espérant une victoire rapide pour renforcer ses positions militaires et économiques. A cette heure de suprême danger, la IVe Internationale proclame ce qu'elle a toujours dit aux travailleurs : défendez l'URSS ! La défense de l'Union soviétique est un devoir élémentaire de tous les travailleurs fidèles à leur classe.

Nous savons très bien — mieux que n'importe qui — que l'actuel gouvernement de l'URSS est très différent du pouvoir soviétique des premières années de la révolution, mais nous avons là quelque chose à défendre et nous le défendons contre l'ennemi de classe indépendamment de tous les méfaits de ses actuels dirigeants. Les ouvriers soviétiques ont réalisé une gigantesque révolution qui a changé la face d'un immense pays. Ils étaient seuls, ils manquaient des forces pour réaliser tous leurs espoirs et ils devaient tolérer sur leur dos de vils usurpateurs. Mais Hitler arrive maintenant pour tout détruire.

1. « For Defense of the Soviet Union, Manifesto of the Fourth International », *Fourth International*, octobre 1941, pp. 229-231. Ce texte est signé du comité exécutif de la IVe. Il est l'œuvre de Jean van Heijenoort.

Cela, ni les peuples de l'URSS ni la classe ouvrière mondiale ne peuvent le permettre.

Comment défendre l'URSS ? Pour répondre à cette question, nous devons avant tout savoir pourquoi le premier Etat ouvrier, la première expérience d'un pouvoir prolétarien, est au bord du gouffre. Si une catastrophe est possible en ce moment, après presque un quart de siècle de survie, la cause en réside avant tout dans la dégénérescence interne de l'Etat ouvrier, maintenant gouverné par une bureaucratie parasitaire.

Le stalinisme responsable de la catastrophe

Il y a un peu plus de vingt ans, l'Union soviétique sortait de la guerre civile, ayant victorieusement repoussé les attaques des brigands impérialistes du monde entier. Si l'Union soviétique est aujourd'hui plongée dans la plus terrible des guerres, la responsabilité de cette situation incombe d'abord et avant tout à Staline. La deuxième guerre impérialiste et l'attaque contre l'Union soviétique ne pouvaient se produire qu'après la désorganisation par la Comintern stalinisée des forces révolutionnaires du prolétariat mondial, et avant tout de ses sections européennes.

L'Union soviétique a subi une défaite chaque fois que les rangs ouvriers ont été écrasés du fait de la politique de trahison de Staline. L'Union soviétique a subi une défaite quand la révolution chinoise a été étranglée par Tchiang Kai-chek (Jiang Jieshi), protégé de Staline, en 1927 ; quand la bureaucratie soviétique a écrasé l'Opposition de gauche, exilant et exterminant la fleur du parti bolchevique ; quand Hitler est arrivé au pouvoir en Allemagne, du fait de la politique fatale du Parti communiste allemand inspirée par Staline. L'Union soviétique a subi une défaite quand Staline a vendu la classe ouvrière française à la bourgeoisie, contre un pacte militaire ; quand l'héroïque révolution espagnole a été menée à la défaite par les agents de Staline qui combattaient pour le maintien de la propriété privée de la terre et des usines ; quand les horribles procès de Moscou, mis en scène par Staline, lui ont aliéné la sympathie des ouvriers d'Union soviétique.

L'attaque actuelle d'Hitler contre l'Union soviétique est le dernier maillon d'une longue chaîne de défaites subies par les forces de la classe ouvrière dans le monde entier, et l'auteur responsable de ces défaites, c'était la Comintern,

agissant sous les ordres de la bureaucratie stalinienne. Hitler lui-même est un produit du déclin de la révolution prolétarienne réalisé par le grand saboteur dont le nom est Staline.

Nous l'avons dit souvent : sans un Staline, il n'y aurait pas d'Hitler ! Sur la décadence qui règne aujourd'hui en Europe, avec l'indicible misère des masses ouvrières et la destruction de leurs grandes espérances, s'étend l'ombre noire de Staline, le grand organisateur des défaites de la classe ouvrière !

La politique extérieure de la bureaucratie

L'Union soviétique est restée isolée du fait de la trahison par la Comintern des intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière. Les bureaucrates au pouvoir ont essayé d'esquiver les conséquences de leurs crimes contre les ouvriers par des combinaisons diplomatiques avec les puissances impérialistes. Mais, dans ce contexte de destruction des forces de la classe ouvrière, ils ne pouvaient aller que d'échec en échec. Le désarroi du Kremlin confronté aux résultats de sa propre politique, n'est jamais apparu aussi clairement qu'à l'aube du 22 juin, quand Hitler a commencé sa campagne contre l'Union soviétique.

La politique extérieure de Staline pendant les dernières années n'a été en aucune façon supérieure à celle de Chamberlain ¹. Et pour la même raison : l'une et l'autre sont des politiques de faiblesse. Après l'accord de Munich, Chamberlain a promis au monde une « *nouvelle ère de paix* ». Cette « ère » n'a même pas duré un an. Après le pacte germano-soviétique, Molotov a proclamé que cet accord entre « *les deux peuples* », russe et allemand, garantirait à l'Union soviétique une paix illimitée. Avec l'écrasement militaire de la France et les avancées allemandes dans les Balkans, Staline a jugé nécessaire d'adresser à Hitler une série de « *mises en garde* » qui n'allaient pas au-delà des limites de petites manœuvres diplomatiques.

Mais une mise en garde qui n'est pas accompagnée d'un changement réel du rapport de forces se transforme en son contraire, c'est-à-dire qu'au lieu de réfréner l'ennemi, elle l'incite à avancer encore plus. Par tous ses actes, la

1. **Neville Chamberlain** (1869-1940), industriel et politicien conservateur, était devenu Premier ministre en Grande-Bretagne en mai 1937, avait rendu visite à Hitler pour conclure les accords de Munich qu'il salua comme « *la paix pour notre époque* ». Il avait laissé sa place en mai 1940 à Winston Churchill.

diplomatie soviétique ne démontrait qu'une chose : le Kremlin a de la guerre une peur mortelle. Cela ne pouvait qu'encourager Hitler à entreprendre une action décisive. Dans quelle mesure les dirigeants soviétiques ont été victimes de leur propre politique, les discours de Molotov et de Staline le montrent. Tout ce que ces « *géniaux* » dirigeants ont pu dire devant l'agression d'Hitler n'était que de pitoyables jérémiades sur la malhonnêteté de l'agresseur.

Staline étrangle la lutte révolutionnaire

La guerre ne peut qu'accentuer la politique profondément conservatrice de la bureaucratie. A l'intérieur, Staline a déjà renforcé le mécanisme de la dictature policière aux dépens des intérêts militaires. La bureaucratie fait savoir à sa manière qu'elle peut être disposée à défendre l'Union soviétique mais qu'elle est d'abord et avant tout concernée par la défense de sa propre position privilégiée dans le pays. A l'extérieur, sa préoccupation première est d'apparaître comme un membre authentique du camp impérialiste anglo-américain. C'est au nom de ce programme que le Kremlin maintient un silence sans faille sur tout ce qui pourrait évoquer la révolution prolétarienne.

Le pays où « *le socialisme a fini par triompher* » est en guerre, mais le mot même de socialisme a disparu du vocabulaire des porte-parole de la bureaucratie. Le Kremlin, par ses écrivains mercenaires, ressuscite tous les souvenirs patriotiques de la Russie tsariste. Il n'ose même pas rappeler aux masses soviétiques les grands événements de la guerre civile. Il y a deux raisons à cela : d'abord, ne pas perturber Churchill avec des souvenirs cuisants et de nouvelles craintes, et deuxièmement parce qu'il a lui-même une peur mortelle des traditions révolutionnaires des masses. L'Internationale communiste fait la morte. Dans les pays du camp « démocratique », les partis staliniens ont fait une volte-face immédiate. Ils avaient déjà une longue expérience du pas cadencé, qui leur a permis de prendre ce tournant sans incident.

L'allié immédiat de l'Union soviétique est la classe ouvrière allemande qui a en face d'elle, directement, le même ennemi : l'impérialisme allemand. Mais, même maintenant, pressée par les armées d'Hitler, la bureaucratie n'ose pas faire appel à elle. La bureaucratie a fait appel au peuple allemand, y compris « *les nationaux-socialistes honnêtes* », dans un manifeste où il n'y a pas la plus petite

note prolétarienne mais qui, au contraire, est rempli de lamentations aussi pitoyables que ridicules.

Pour la destruction de l'impérialisme allemand, l'internationalisme prolétarien est une force infiniment plus puissante que toute l'aide que Moscou pourrait obtenir de Londres ou de Washington. Lénine a souvent répété que c'était cette force qui avait empêché les impérialistes d'étrangler la révolution russe dans ses jours héroïques. Mais les dirigeants soviétiques savaient alors parler aux travailleurs dans une langue révolutionnaire. Les actuels dirigeants du Kremlin ne peuvent que geindre en parlant aux soldats allemands la langue du nationalisme ; ils sont tout à fait incapables de leur ouvrir une perspective révolutionnaire. Ils identifient leurs buts de guerre avec ceux de Churchill et de Roosevelt et ne servent ainsi qu'à renforcer le nationalisme allemand et au bout du compte aider Hitler. Ils appellent les ouvriers européens et américains à soutenir leurs impérialistes et, du coup, ne peuvent pas ne pas arracher les ouvriers allemands à leurs dirigeants. L'étranglement de la révolution dans un camp rend plus difficile son développement dans l'autre.

La bureaucratie fait la guerre avec ses méthodes caractéristiques. Ce sont celles d'une caste de parvenus profondément conservatrice qui a grandi et s'est nourrie du déclin de la révolution. Les dirigeants du Kremlin ont souvent justifié la longue série de leurs trahisons des luttes ouvrières sur le terrain des besoins de la défense de l'Union soviétique. En réalité, grâce à la Comintern stalinisée, la classe ouvrière a été battue et l'Union soviétique s'est retrouvée plus isolée que jamais. Aujourd'hui, les résultats sont évidents. Hier le Kremlin léchait les bottes de l'Allemagne hitlérienne tout comme aujourd'hui il se cramponne désespérément à Churchill et Roosevelt. Qu'a-t-il fait de cette façon ? Où a-t-il conduit ?

L'esprit des masses soviétiques

Le bilan de la politique stalinienne montre un déficit énorme. La catastrophe actuelle n'est que sa faillite d'ensemble. Mais si, à l'heure décisive, les dirigeants au Kremlin n'ont pu que révéler leur confusion, les masses soviétiques, elles, ont pu démontrer leur courage et leur audace. Les premières semaines de la guerre ont montré le dévouement et l'esprit de sacrifice des troupes soviétiques. C'est jusqu'à présent le fait essentiel de cette campagne.

Les soldats russes ont pu s'opposer aux terrifiantes méthodes du militarisme allemand avec courage et initiative. Ils n'ont pas combattu « *pour Staline* », pour la bureaucratie détestée, qui les opprime, et ils comprenaient très bien la différence entre Hitler et Staline. Ils savaient qu'Hitler n'était pas entré en campagne pour libérer le pays de la bureaucratie parasitaire ; qu'il venait au contraire pour achever son travail, pour mettre un terme définitif à une révolution déjà très grièvement blessée. Le peuple soviétique, dans sa lutte acharnée, a montré au monde qu'il lui restait encore quelque chose à défendre et qu'il entend le défendre jusqu'au bout.

Malgré tous les crimes de la bureaucratie, la révolution d'Octobre, qui a apporté une vie nouvelle à tous les peuples de Russie, n'est pas morte. Le travailleur et le paysan collectivisé ont parfaitement conscience de ce que signifierait une victoire d'Hitler : saisie de l'économie par les trusts et cartels allemands, transformation du pays en colonie, fin de la première expérience d'économie planifiée à l'extérieur du système du profit, fin de tous les espoirs. Il ne veulent pas le permettre.

Les tâches de la classe ouvrière

La IVe Internationale n'a cessé d'appeler à ce que l'ouvrier soviétique a saisi par son instinct de classe : la défense inconditionnelle de l'Union soviétique ! Nous défendons l'Union soviétique indépendamment des trahisons de la bureaucratie et en dépit d'elles. Nous n'exigeons pas de la bureaucratie soviétique telle ou telle concession comme condition de notre soutien.

Mais nous défendons l'Union soviétique avec nos méthodes propres. Nous représentons les intérêts révolutionnaires de la classe ouvrière et notre arme est la lutte de classe révolutionnaire. Les alliés impérialistes du Kremlin ne sont pas nos alliés. *Nous continuons la lutte révolutionnaire, même dans le camp « démocratique »*. Le soutien aux maîtres impérialistes de l'Angleterre ou des Etats-Unis signifierait aider Hitler à maintenir son emprise sur les ouvriers allemands. Nos enjeux sont gagés sur la révolution et la meilleure façon d'aider l'avenir révolutionnaire des ouvriers allemands, c'est de conduire et d'intensifier les luttes de la classe ouvrière dans le camp adverse.

En Allemagne et dans les pays européens occupés par les troupes allemandes, la défense de l'Union soviétique signifie directement *le sabotage de*

la machine de guerre allemande. Ouvriers et paysans allemands sous l'uniforme, la IVe Internationale vous appelle à passer avec armes et bagages dans les rangs de l'Armée rouge ! Ouvriers allemands et paysans maintenant dans les usines, sur les voies ferrées et dans les fermes, et peuples d'Europe réduits en esclavage, paralysez de toutes les façons la marche du militarisme allemand ! Par ce moyen, non seulement vous défendrez l'Union soviétique, mais vous préparerez aussi votre propre « libération » que Churchill et Roosevelt tiennent en magasin pour vous, et ainsi, en tant qu'hommes libres, vous pourrez bâtir un monde nouveau.

En Union soviétique, la IVe Internationale appelle les ouvriers soviétiques à être *les meilleurs soldats*, à leurs postes de combat. Notre organisation vit sur les enseignements du chef de l'Armée rouge dans les difficiles premières années de la révolution. Son exemple et les traditions de cette grande période doivent maintenant inspirer les soldats, marins et aviateurs !

Mais les miracles de l'héroïsme de ces journées n'ont été possibles que parce que les ouvriers et les paysans comprenaient nettement ce qu'ils défendaient. Pour répéter ces miracles d'audace, ce qui est si nécessaire si on doit battre Hitler, l'arme la meilleure, c'est la restauration de la démocratie des soviets. La Guerre ne met pas un terme à nos luttes contre les bureaucrates mais elle les rend encore plus impérieuses.

Pour la défense de l'Union soviétique, *formez des soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats !* C'est notre cri de ralliement.

Mais notre lutte contre la bureaucratie reste subordonnée à la guerre contre l'impérialisme. C'est vrai sur le plan politique, où nous considérons notre critique de l'oligarchie parasitaire comme la méthode pour mieux armer le pays contre l'impérialisme, et c'est vrai aussi sur le plan militaire où des actions pratiques contre la bureaucratie sont subordonnées aux besoins de la défense du pays. Dans les conditions de temps de guerre, tous les problèmes du régime sont posés de façon plus aiguë que jamais dans l'esprit des ouvriers soviétiques. La première tâche du moment est de former des cadres et d'*organiser la section soviétique de la IVe Internationale.*

Le stalinisme est condamné

Le régime bureaucratique, qui vit aujourd'hui sur un compromis entre le prolétariat et l'impérialisme, ne peut survivre à la guerre pour un temps plus ou

moins long. Même en cas de victoire, les jours de la clique stalinienne sont comptés. Une victoire, même sous la forme d'une résistance prolongée, éveillerait tous les espoirs des masses soviétiques et détruirait l'apathie accumulée engendrée par des années de défaite. Les ouvriers et les kolkhoziens s'opposeraient de plus en plus aux actions arbitraires de la bureaucratie. En outre, la défaite des armées allemandes produirait inévitablement ce que Staline redoute le plus – des insurrections ouvrières dans l'Europe entière. Sur le terrain brûlant de la révolution, Staline perdrait pied et suivrait Hitler droit au fond de l'abîme.

Le tumulte de la guerre résonne maintenant dans le monde entier. Tous les impérialistes travaillent fiévreusement à l'annihilation de l'humanité. Une terrible vague de réaction balaie devant elle les libertés et les conquêtes d'hier. Hitler, Churchill et Roosevelt sont d'après rivaux dans cette compétition terrible. Staline ne cherche qu'à se conformer à l'attitude des voleurs « *démocrates* » et sa grande peur est de laisser échapper quelque parole révolutionnaire.

Quant à nous, nous pouvons continuer à être optimistes. Dans les profondeurs des masses, une révolte est en train de mûrir, que rien ne pourra retenir. La première guerre impérialiste de 1914-1918 ne nous apparaît plus maintenant qu'une simple répétition générale pour la guerre actuelle et la tourmente révolutionnaire qui va en sortir écrasera de sa dimension les crises révolutionnaires de 1917-1920. La résistance des masses soviétiques à l'avance allemande ne peut que hâter l'explosion. C'est pourquoi tous les peuples du monde doivent soutenir cette résistance, chacun selon ses propres méthodes, comme indiqué plus haut.

Défendez l'Union soviétique et ainsi défendez-vous vous-mêmes, vous hâterez l'heure de votre libération !

Pour la défense de l'Union soviétique !

Vive la Révolution socialiste mondiale !

Le Comité exécutif de la IVe Internationale

James P. Cannon

Déclaration sur la Guerre¹

(27 décembre 1941)

Les considérations qui ont déterminé notre attitude à l'égard de la guerre jusqu'au début des hostilités entre les Etats-Unis et les puissances de l'Axe conservent toute leur validité dans la nouvelle situation.

Nous avons considéré cette guerre de la part de toutes les puissances capitalistes engagées — Allemagne et France, Italie et Grande-Bretagne — comme une guerre impérialiste.

Cette caractérisation de la guerre était déterminée pour nous par le caractère des pouvoirs d'Etat engagés. C'étaient tous des Etats capitalistes à l'époque de l'impérialisme, eux-mêmes impérialistes — opprimant d'autres nations ou peuples — ou des satellites des puissances impérialistes. L'extension de la guerre au Pacifique et l'entrée formelle des Etats-Unis et du Japon ne changent rien à cette analyse de base.

Selon Lénine, la question ne faisait à nos yeux aucune différence de savoir lequel des bandits impérialistes avait tiré le premier ; pendant un quart de siècle, toutes les puissances impérialistes ont « *attaqué* » toutes les autres par des moyens économiques et politiques. Le recours aux armes a été le point culminant de ce processus, qui continuera tant que durera le capitalisme.

1. James P. Cannon, "A Statement on the War", *Fourth International*, janvier 1942, pp. 3-4.

Cette caractérisation de la guerre ne s'applique pas à la guerre de l'Union soviétique contre l'impérialisme allemand. Nous faisons une distinction fondamentale entre l'Union soviétique et ses alliés « *démocratiques* ». Nous défendons l'Union soviétique. L'Union soviétique est un Etat ouvrier, bien que dégénéré, sous la tutelle totalitaro-politique de la bureaucratie du Kremlin. Seuls des traîtres peuvent refuser de soutenir l'Etat ouvrier soviétique dans sa lutte contre l'Allemagne fasciste. Défendre l'Union soviétique, malgré Staline et contre lui, c'est défendre la propriété nationalisée établie par la révolution d'Octobre. C'est une guerre progressiste.

Nous considérons aussi la guerre de la Chine contre le Japon comme une guerre progressive. Nous soutenons la Chine. C'est un pays colonial qui se bat pour son indépendance nationale contre une puissance impérialiste. Une victoire de la Chine serait un coup terrible pour tout l'impérialisme, l'inspiration pour tous les peuples coloniaux de se débarrasser du joug impérialiste. Le régime réactionnaire de Jiang Jieshi (Tchiang Kai Chek)¹, servile valet aux ordres des « *démocraties* », a handicapé la capacité de la Chine à mener une guerre courageuse pour l'indépendance ; mais cela n'altère pas pour nous le fait essentiel que la Chine est une nation opprimée luttant contre un oppresseur impérialiste. Nous sommes fiers que les IVE Internationalistes de Chine combattent au premier rang contre l'impérialisme japonais.

Aucune des raisons qui nous obligent à soutenir l'Union soviétique et la Chine contre leurs ennemis ne peut être appliquée à la France ou la Grande-Bretagne. Les « *démocraties* » impérialistes sont entrées dans la guerre pour maintenir leur domination sur les centaines de milliers d'hommes et de femmes soumis dans les empires français et britannique ; défendre ces « *démocraties* » signifie défendre leur oppression des masses d'Afrique et d'Asie. Cela signifie surtout défendre l'ordre social capitaliste en déclin. Nous ne défendons pas ça — ni en Italie, ni en Allemagne ou en France ou en Grande-Bretagne — et ni aux Etats-Unis.

L'analyse marxiste qui a déterminé notre attitude vis-à-vis de la guerre jusqu'au 8 décembre 1941 [début de la guerre] continue à déterminer notre attitude aujourd'hui. Nous étions internationalistes avant le 8 décembre ; nous le

1. **Jiang Jieshi** (1887-1975), ancien allié de la Russie soviétique, le “ maréchal ” régnait sur la Chine avec férocité.

sommes encore. Nous croyons que le lien le plus fondamental de loyauté à l'égard de tous les ouvriers du monde est celui de la solidarité internationale des travailleurs contre leurs exploiters. Nous ne pouvons assumer la moindre responsabilité pour cette guerre. Aucun régime impérialiste ne peut mener une guerre juste. Nous ne pouvons la soutenir même un instant.

Nous sommes les ennemis les plus irréconciliables de la dictature fasciste d'Allemagne et d'Italie et de la dictature militaire du Japon. Nos camarades d'idées de la IV^e Internationale des nations d'Asie et des pays conquis luttent et meurent dans la lutte pour organiser la révolution qui vient contre Hitler et Mussolini.

Nous faisons tout notre possible pour hâter ces révolutions, mais ces ex-socialistes, intellectuels et chefs ouvriers qui soutiennent, au nom de la « *démocratie* », la guerre de l'impérialisme des Etats-Unis contre leurs ennemis et rivaux impérialistes, loin d'aider les antifascistes allemands et italiens, ne font que gêner leur travail et trahir leur combat. Les Alliés impérialistes, comme tout ouvrier allemand le sait, cherchent à imposer un second Versailles, pire encore : c'est la peur qu'il inspire qui est le plus gros atout de Hitler pour garder les masses soumises en Allemagne. La peur du joug étranger retient le développement de la révolution allemande contre Hitler.

Notre programme pour aider les masses allemandes à renverser Hitler exige avant tout qu'elles soient protégées contre un nouveau Versailles. Quand le peuple allemand pourra avoir la certitude que la défaite militaire ne sera pas suivie de la destruction de la puissance économique de l'Allemagne et que les vainqueurs ne lui imposeront pas un fardeau insupportable. Mais ces garanties ne peuvent pas lui être données par les ennemis impérialistes de l'Allemagne, et, s'ils les donnaient, le peuple allemand ne saurait les accepter. On se souvient encore, en Allemagne, des 14 points de Wilson¹ et de son assurance que les Etats-Unis ne faisaient la guerre que contre le Kaiser et pas contre le peuple allemand. Pourtant la paix des vainqueurs et la façon dont ils ont « *organisé* » le monde de 1918 à 1933 constituaient une guerre contre le peuple allemand. Le peuple allemand ne peut accepter aucune promesse nouvelle de ceux qui ont fait cette paix et mené cette guerre.

1. **Thomas Woodrow Wilson** (1856-1924), président des Etats-Unis, formula les 14 points comme schéma d'une paix démocratique. On sait ce qu'il en advint.

Au milieu de la guerre contre Hitler, il faut tendre la main de la fraternité au peuple allemand. Ce ne peut être fait de façon honnête et convaincante que par un Gouvernement ouvrier et paysan. Nous exigeons un tel gouvernement. Un tel gouvernement et lui seul peut faire la guerre à Hitler, Mussolini et au Mikado¹ en coopération avec les peuples opprimés d'Allemagne, d'Italie et du Japon.

Notre programme contre l'hitlérisme et pour un Gouvernement ouvrier et paysan n'est aujourd'hui que celui d'une petite minorité. La grande majorité soutient activement ou passivement le programme de guerre de l'administration Roosevelt. En tant que minorité, nous devons nous soumettre dans nos actes à cette majorité. Nous ne sabotons pas la guerre ni ne faisons d'aucune manière obstacle aux forces militaires. Les trotskystes vont dans les forces armées avec leur génération. Nous nous inclinons devant les décisions de la majorité. Mais nous conservons notre opinion et insistons sur notre droit de les exprimer.

Notre objectif est de convaincre la majorité que notre programme est le seul qui puisse mettre fin à la guerre, au fascisme et aux convulsions économiques. Pour cette tâche d'éducation, les faits parlent fort en faveur de nos affirmations. A deux reprises en vingt-cinq ans, des guerres mondiales ont déchaîné la destruction. Les instigateurs et les dirigeants de ces guerres ne prennent et ne peuvent prendre aucun engagement plausible qu'une troisième, une quatrième, une cinquième, une sixième guerre mondiale ne va pas suivre si eux-mêmes et leur système social restent dominants. Le capitalisme ne peut offrir aucune perspective autre que le massacre de millions de personnes et la destruction de la civilisation. Seul le socialisme peut sauver l'humanité de cet abîme. Telle est la vérité. Au fur et à mesure que se poursuit cette terrible guerre, des dizaines de millions qui, aujourd'hui, ne nous entendent pas, vont admettre cette vérité. Les masses torturées par la guerre vont adopter notre programme et libérer les peuples de tous les pays de la guerre et du fascisme. A cette heure sombre, nous voyons clairement l'avenir socialiste et préparons sa route. Contre le chœur fou des haines nationales, nous lançons une fois de plus le vieux mot d'ordre de l'internationalisme socialiste : Proletaires du monde, unissez-vous !

1. Le Mikado (empereur du Japon) était alors **Hirohito** (1901-1989).

M. Morrison (Albert Goldman)

Défaitisme révolutionnaire¹

J'ai peur que nous n'ayons pas réglé le problème du défaitisme révolutionnaire avant l'instauration définitive du socialisme dans le monde entier. Car il y aura toujours des camarades qui lisent Lénine, pour la première ou la dixième fois, et nous opposent des citations qui prétendent prouvent la position des sectaires sur le défaitisme révolutionnaire, à savoir qu'un parti révolutionnaire doit prendre position pour la défaite de son propre gouvernement impérialiste face à un gouvernement impérialiste ennemi.

La question du sens du défaitisme révolutionnaire n'a pas été une affaire sérieuse dans nos rangs. Un parti qui n'est pas affecté d'une forte tendance ultra-gauchiste, un parti qui concentre ses efforts sur le travail dans les organisations de masse n'a pas à redouter qu'on soulève cette question. L'expérience du groupe trotskyste britannique montre cependant avec quelle avidité les sectaires ultra-gauchistes s'emparent de cette question et le tumulte qu'ils déclenchent dans un parti si ce problème n'a pas été correctement analysé et compris.

Il faut en premier lieu affirmer la position fondamentale d'un parti marxiste révolutionnaire sur la guerre impérialiste et voir ensuite si la formule de Lénine sur le défaitisme révolutionnaire ajoute quelque chose à cette position.

1. M. Morrison, « On Revolutionary Defeatism », *Internal Bulletin*, publié par le Socialist Workers Party, vol. IV, septembre 1942, pp. 6-10.

En premier lieu, un parti révolutionnaire doit attendre une conclusion sur le caractère d'une guerre ; si c'est une guerre réactionnaire, il lui refuse toute espèce de soutien. Une guerre impérialiste est évidemment réactionnaire et aucun marxiste ne peut la soutenir. Mieux, un parti révolutionnaire, pendant une telle guerre, continue à lutter pour le socialisme comme il le faisait avant le début de la guerre. Naturellement, il utilise la guerre et ses souffrances pour souligner la nécessité du socialisme. Ainsi il met à profit la guerre pour avancer les intérêts du socialisme. De façon générale pourtant, il est juste d'assumer que la position du parti sur une guerre impérialiste, c'est qu'on ne la soutient pas et qu'on lutte pour le socialisme.

Telle était la position fondamentale de Lénine sur la Première Guerre mondiale. Il refusait de soutenir aucun gouvernement dans cette guerre parce que tous menaient une guerre impérialiste réactionnaire. Peu lui importait que les gouvernements soient des monarchies ou des républiques autocratiques ou démocratiques. Tant qu'ils faisaient une guerre impérialiste, les socialistes révolutionnaires ne devaient en aucun cas les soutenir.

Dans la guerre actuelle, tous ceux qui refusent de soutenir un gouvernement impérialiste et défendent la poursuite de la lutte pour le socialisme, adoptent en substance la position de Lénine à l'égard de la guerre impérialiste. Mais il ne suffit pas d'une attitude formelle juste à l'égard de la guerre, en soi, pour faire de quelqu'un un léniniste. Il y a d'autres facteurs dans le léninisme que cet article n'a pas la prétention de traiter.

Qu'est-ce qu'éventuellement les formules de Lénine sur le défaitisme révolutionnaire ajoutent à sa position fondamentale sur l'impérialisme indiquée ci-dessus ?

Présentons-en trois :

1. *« Une classe révolutionnaire dans une guerre réactionnaire ne peut pas ne pas souhaiter la défaite de son propre gouvernement, elle ne peut pas ne pas voir le lien entre les défaites militaires de ce gouvernement et l'augmentation des chances de le renverser ».*

2. *« Dans des conditions données, il est impossible de déterminer du point de vue du prolétariat international quel est le moindre mal pour le socialisme, la défaite de l'un ou de l'autre groupe de nations belligérantes. Pour nous, social-démocrates russes, cependant, il ne peut y avoir le moindre doute que du point*

de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses de tous les peuples de Russie, le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, le gouvernement le plus réactionnaire et le plus barbare, qui opprime le plus de nations et la plus grande masse de population d'Europe et d'Asie »

3. « Pour nous, Russes, du point de vue des intérêts des masses laborieuses et de la classe ouvrière en Russie, il ne saurait y avoir le moindre doute, absolument aucun, que le moindre mal serait, ici et maintenant, la défaite du tsarisme dans cette guerre. Car le tsarisme est cent fois pire que le kaisérisme ».

Il est bien connu que Lénine n'a pas proposé de provoquer la défaite d'un gouvernement impérialiste en soutenant un autre gouvernement impérialiste. Même pas dans le cas de la Russie, dont il voulait la défaite parce que le tsarisme était plus réactionnaire que le kaisérisme. En fait Lénine mit en garde spécifiquement contre les sabotages dans la guerre ou des actes de terreur individuelle contre des officiers pour provoquer la défaite de l'armée tsariste.

Par ses formules brutales sur le défaitisme, il ne proposait pas un iota de plus que ce qui est impliqué dans la position de base du socialisme sur la guerre : ne pas soutenir une guerre impérialiste et continuer sa lutte de classe. S'il n'avait rien dit du défaitisme, il n'aurait pas modifié sa position fondamentale ; ayant dit ce qu'il a dit sur le défaitisme, il n'a rien ajouté ni en rien modifié la position de base du marxisme révolutionnaire sur la guerre impérialiste.

Toutes les actions proposées par Lénine pour les socialistes révolutionnaires pendant la guerre étaient un résultat de cette position fondamentale de poursuite de la lutte de classe et non de la recherche pour provoquer la défaite de son propre gouvernement.

Le désir de Lénine de voir la défaite de son propre gouvernement impérialiste était plutôt platonique dans la mesure où ce souhait ne l'a pas conduit à proposer d'action autre que celle qui découlait de la position de base de refus de soutenir la guerre et de poursuivre la lutte de classe.

Si donc les formules de Lénine sur le défaitisme révolutionnaire n'apportent rien à la position fondamentale du marxisme révolutionnaire sur la guerre impérialiste, elles ne sont pas, pour s'exprimer modérément, nécessaires. Elles sont même dangereuses parce que seuls ceux qui ont lu tout Lénine intelligemment les comprennent vraiment. Elles peuvent facilement être

déformées par nos ennemis et particulièrement par leurs procureurs haineux. Si ces formules ajoutent quelque chose à nos positions fondamentales, nous devons les adopter, mais puisqu'il n'en est rien, seul un sectaire étroit, qui rend hommage aux formules et n'essaie pas d'atteindre leur sens réel, insistera sur leur adoption.



Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi les formulations employées par Lénine sont si brutales. Il suffit de considérer la nature du problème qui se posait à lui et les circonstances dans lesquelles il fallait comprendre la brutalité des formulations.

Les partis dirigeants de la IIe Internationale avaient adopté la position de soutien de leurs gouvernements capitalistes dans la guerre. Ils clamaient que c'était leur devoir de défendre la patrie et d'oublier la lutte de classe. Lénine affrontait la tâche de durcir les ouvriers socialistes les plus avancés contre les idées des dirigeants des partis socialistes.

A l'insistance de ces dirigeants pour la défense de la patrie capitaliste, Lénine leur opposait l'idée de défaite. Quand les réformistes disaient que la poursuite de la lutte de classe signifiait la défaite de l'armée, Lénine répondait brutalement de plusieurs façons : la classe révolutionnaire doit vouloir la défaite de son gouvernement dans une guerre réactionnaire ; la défaite est le moindre mal, etc. Eduquer et tremper les cadres révolutionnaires à une époque où les dirigeants officiels du socialisme trahissaient l'internationalisme socialiste, tel était le but de Lénine. Les formulations les plus brutales étaient justifiées. Les dogmatiques sectaires qui n'ont aucune conception du temps, du lieu et des circonstances, insistent sur les formulations et pas sur leur compréhension. Le léninisme, pour eux, n'est pas un guide pour l'action, mais un dogme dont chaque phrase et chaque mot doit être répété.



Les motifs avancés par Lénine pour sa déclaration sur le fait qu'un révolutionnaire doit vouloir la défaite de son propre gouvernement impérialiste conduisent à la conclusion que, tandis que le parti révolutionnaire en tant que tel devrait éviter cette question, un marxiste révolutionnaire en tant qu'individu peut

très bien penser à cette question et avoir sa propre idée sur ce qui est désirable, la défaite de tel ou tel gouvernement impérialiste donné.

L'attitude juste pour un parti est qu'historiquement la victoire ou la défaite d'un ou de l'autre camp impérialiste laisse les masses dans la même position d'esclaves du capitalisme, et, aujourd'hui, du capitalisme fasciste. En aucun cas cela ne peut être présenté comme si cela signifiait que les masses ouvrières doivent être indifférentes à une victoire possible des impérialistes fascistes. Notre façon d'aborder les masses là-dessus est claire. Nous les pressons de lutter pour battre les fascistes mais nous ajoutons que lutter sous le contrôle du régime capitaliste, ce n'est pas lutter contre le fascisme ; lutter contre le fascisme exige effectivement la substitution d'un régime socialiste au régime capitaliste.

Notre affirmation que la victoire ou la défaite de l'un des camps dans la lutte impérialiste ne change pas le statut des masses est juste parce que, sans le socialisme, c'est le fascisme qui sera finalement au pouvoir, même si les impérialistes démocratiques gagnent la guerre. C'est sur la base de cette prémisse juste que nous demandons aux masses de lutter contre le fascisme en luttant pour le socialisme et pas en soutenant un impérialisme contre un autre.

Le parti en tant que tel fait sa propagande sur cette base, espérant gagner à ses idées la majorité du peuple.

Un marxiste révolutionnaire, en tant qu'individu, ne doit pas ignorer la question de la défaite d'un gouvernement impérialiste particulier du point de vue de la probabilité de la révolution ou de l'apparition d'une situation révolutionnaire comme résultat de la défaite. Les formulations de Lénine là-dessus soulèvent ce point et il serait absurde de l'ignorer ou de le nier. Tout en insistant qu'il ne peut y avoir d'autre solution pour le parti que le refus de soutenir la guerre impérialiste et continuer la lutte de classe, et tandis que le parti rejette inébranlablement l'idée qu'il devait se prononcer en faveur de la défaite de son propre gouvernement impérialiste, la question générale du rapport entre une défaite militaire d'un gouvernement impérialiste particulier et une révolution possible contre ce gouvernement reste ouverte et un marxiste révolutionnaire peut avoir son idée sur cette question.



Lénine donnait deux raisons de son désir de voir l'armée tsariste battue. L'une était que cette défaite fournirait une occasion plus importante de renverser le gouvernement et l'autre que le tsarisme était plus réactionnaire que le kaiserisme. La première raison est une raison générale et peut s'appliquer à tous les pays ; la seconde est spécifique, seulement applicable à un gouvernement particulier plus réactionnaire que le gouvernement qui est son ennemi.

Avec la compréhension que vouloir ou désirer qu'un gouvernement impérialiste donné soit battu par un autre gouvernement impérialiste n'implique nullement un soutien d'un gouvernement impérialiste et ne conduit d'aucune façon à des actes de sabotage de guerre, un marxiste révolutionnaire en tant qu'individu peut déterminer sa position ou, mieux, son désir de défaite d'un gouvernement par la réponse à la question de savoir si, oui ou non, une défaite peut mener à la révolution et si un gouvernement particulier est plus réactionnaire qu'un autre.

Il est certain que ce n'est pas dans tous les cas qu'une défaite conduit à la révolution. La défaite de la Pologne, de la France et autres pays européens par Hitler n'a pas conduit à une révolution. On peut considérer comme presque axiomatique qu'une défaite militaire infligée à un pays par les armées d'Hitler qui l'occupent, ne peut augmenter les chances d'une révolution. Il ne faut pas le comprendre comme signifiant qu'une victoire d'Hitler détruit la possibilité d'une révolution pour toujours ou pour longtemps. Du fait qu'Hitler ne peut résoudre les problèmes en affrontant les masses, il ne peut pas supprimer pour toujours le mouvement révolutionnaire.

Une victoire d'Hitler et l'occupation d'un pays par ses armées ne peuvent prévenir une révolution que pour le moment. Mais nous sommes certains qu'une défaite des bandes d'Hitler et l'occupation d'un pays par ses armées ne peuvent augmenter les chances d'une révolution dans le pays vaincu ou en Allemagne.

Ce serait certainement absurde pour le révolutionnaire individuel dans un pays menacé d'être réellement occupé par les troupes hitlériennes que de prétendre qu'une défaite infligée par les armées hitlériennes augmenterait les chances de la révolution.

L'affirmation de l'improbabilité d'une situation révolutionnaire dans un pays menacé de l'occupation par Hitler ne signifie pas qu'un parti révolutionnaire va soutenir la guerre impérialiste menée par ce pays. Cela

signifie simplement que même un marxiste révolutionnaire en tant qu'individu ne peut vouloir la défaite de son propre gouvernement des mains d'Hitler.

On peut bien comprendre pourquoi en Inde un ouvrier révolutionnaire peut être totalement indifférent à cela et veut vraiment la défaite de l'armée britannique impérialiste. Si l'on prend en considération les terribles conditions dans lesquelles les masses de l'Inde sont obligées de vivre et qu'une défaite de l'armée britannique donnera des chances accrues à la révolution en Inde, ce serait étrange qu'un marxiste révolutionnaire indien ne désire pas la défaite de la Grande-Bretagne en Inde. Bien entendu il ne soutiendra pas l'impérialisme japonais, exactement comme Lénine, qui n'a pas soutenu le Kaiser parce qu'il voulait une défaite du tsarisme.

L'ouvrier révolutionnaire allemand a un problème très facile, qui est de déterminer s'il doit vouloir la défaite de son propre gouvernement. Incapable jusqu'à présent de relever la tête, il ne peut que souhaiter la défaite des armées allemandes. Car, dans l'avenir immédiat, il n'existe que deux possibilités pour une révolution en Allemagne — une défaite militaire de l'armée allemande ou une révolution ouvrière aux Etats-Unis et en Angleterre.

Une défaite militaire d'Hitler ne signifie pas nécessairement une révolution ouvrière en Allemagne. Il peut se faire que si l'état-major allemand voit la défaite le regarder dans les yeux, il invitera les armées anglaise et américaine à marcher à travers l'Allemagne pour empêcher tout type de révolution. Le plus vraisemblable est cependant que ce revers militaire pour les armées hitlériennes signifie une révolution en Allemagne et une fois commencé un mouvement révolutionnaire, il y a toujours une chance qu'il devienne une révolution ouvrière.

Une chose est certaine. Une victoire militaire pour Hitler rendrait extrêmement improbable toute sorte de mouvement révolutionnaire en Allemagne.

Outre la probabilité d'une révolution résultant d'une défaite militaire hitlérienne, l'ouvrier révolutionnaire allemand peut facilement paraphraser l'affirmation de Lénine sur le tsarisme pire que le kaiserisme. Se fondant sur les deux propositions de Lénine, qu'une défaite peut amener de plus grandes chances pour une révolution et sur le caractère plus réactionnaire du régime

hitlérien, un ouvrier révolutionnaire allemand, sans nullement soutenir les impérialismes démocratiques, souhaiterait la défaite d'Hitler.

Le même raisonnement ne justifierait pas un parti révolutionnaire s'il en existait en Allemagne, qui se prononcerait pour la défaite de son propre gouvernement impérialiste par les impérialistes démocratiques. La tâche d'un parti révolutionnaire, même en Allemagne, n'est pas de spéculer sur le bénéfice qui résulterait probablement d'une défaite d'Hitler mais de préparer les forces de la révolution afin de profiter d'une possible situation révolutionnaire.



Il n'est pas utile d'examiner la situation dans chaque pays impérialiste afin de déterminer si un marxiste révolutionnaire, en tant qu'individu, devrait vouloir la défaite de ce pays.

L'objectif de cet article est simplement d'établir les propositions suivantes :

1. Que les formulations de Lénine sur le défaitisme révolutionnaire n'ajoutent rien à sa position fondamentale sur la guerre impérialiste, le non soutien d'une telle guerre et la poursuite de la lutte de classe.

2. Qu'un parti révolutionnaire doit prendre la position historiquement juste que la victoire ou la défaite de l'un des camps impérialistes n'altèrent nullement la base économique de la société actuelle et ne résoud donc pas les problèmes essentiels des masses. Les masses ne peuvent trouver une solution à leurs problèmes dans la victoire ou la défaite de l'un ou l'autre des camps impérialistes.

3. Vouloir ou ne pas vouloir la défaite d'un gouvernement impérialiste particulier par un gouvernement impérialiste ennemi est une question pour le marxiste révolutionnaire en tant qu'individu et son attitude sur cette question, s'il veut en avoir une, peut être déterminée par les critères posés par Lénine, à savoir si une défaite augmentera les chances d'une révolution sociale. Un critère subsidiaire est de savoir si tel gouvernement est plus ou moins réactionnaire. Il en découle qu'un marxiste révolutionnaire peut avoir des opinions différentes quant aux différents gouvernements impérialistes.

4. Qu'en aucune circonstance, le désir de voir son propre gouvernement ou un autre gouvernement impérialiste battu ne mène à soutenir un quelconque gouvernement impérialiste.

II - Evènements et analyses 1941-1943

Pierre Broué

Le déroulement de la guerre

Nous avons réuni ici des commentaires à chaud, descriptions et analyses de cette guerre en cours, en nous concentrant sur l'Europe, car c'est la révolution européenne que l'on espère en premier, même si on sait l'entrevoir, par exemple en Inde.

On remarquera la place qu'occupent ici les textes de Felix Morrow¹, venu du PC à l'Opposition de gauche en 1933, alors qu'il était déjà un journaliste confirmé. En 1943, il est rédacteur en chef de la revue du SWP, *Fourth International*, le principal écrivain politique du journal et du parti, l'homme informé, le gardien de la théorie, l'intellectuel militant. Or ce parangon de toutes les vertus bolcheviques, en désaccord avec la majorité de la direction à partir d'octobre 1943, passe à la fin de 1943 dans l'opposition, où il fait figure de dirigeant. Discipliné, bien sûr, il écrit dans la revue théorique des articles qui tiennent compte de la ligne, c'est-à-dire n'abordent pas le fond mais demeurent d'excellents travaux journalistiques de commentaire. En revanche, il va exprimer dans les bulletins intérieurs, quand il le jugera nécessaire, une ligne différente. Nous l'avons signalé, Morrow-Cassidy fait bloc avec Albert Goldman-Morrison

1. **Felix Morrow** ps de **Felix Mayorwitz** (1906-1988) militant des JS en 1922, du PC en 1931, de l'Opposition de gauche en 1933, fut l'homme de confiance de Cannon dans la presse du parti avant de s'opposer à lui en 1943.

et van Heijenoort-*Loris* qui, lui aussi, exprime sur « *la question nationale en Europe* » des vues jugées hétérodoxes par les dirigeants du SWP.

Felix Morrow accorde une grande importance à l'analyse du stalinisme et de son rôle, qu'il est le premier, après Trotsky, à avoir soigneusement étudié en Espagne dans sa lutte contre la révolution. En 1942, il dresse un brûlant réquisitoire — exact dans l'ensemble mais comportant des erreurs de détails qui montrent l'insuffisance de l'information en ces années quarante — contre la politique stalinienne dont il dit qu'elle prépare « *un second Versailles* », et contre la thèse de la « *responsabilité* » des travailleurs allemands dans la victoire du nazisme et dans ses crimes contre les populations des pays occupés. Il attache d'autant plus d'importance, après avoir insisté sur cet aspect majeur de la dégénérescence stalinienne du parti communiste de l'URSS, aux raisons de classe qui expliquent le retournement de la situation militaire, le début du recul de la Wehrmacht devant l'Armée rouge.

Dans son étude de la « *signification de classe des victoires de l'Armée rouge* », il éclaire le problème par les deux bouts, montre à la fois la liesse des mineurs gallois, l'appel au secours adressé aux Alliés par la bourgeoisie finlandaise et la peur des dirigeants politiques polonais. Sans la moindre concession à la démagogie stalinienne ou aux illusions renaissantes des travailleurs européens, il démontre le lien concret entre les victoires soviétiques et le début d'une véritable résistance populaire dans l'Europe entière, une illustration du fait que les victoires militaires de l'Armée rouge font renaître la confiance et ressuscitent l'espoir, du côté des travailleurs, et la crainte, de l'autre, dans la bourgeoisie et les gouvernements alliés.

Jean van Heijenoort, dans son travail sur « *la question nationale* », a soulevé le problème de la résistance dans laquelle il voit le chemin par où passera bientôt en Europe la résistance ouvrière et sans doute l'aspiration révolutionnaire. Albert Goldman, lui, est préoccupé du caractère nationaliste de nombre de ces mouvements. L'unique perspective pour lui est celle qui relie la résistance ouvrière au mot d'ordre, le seul viable en perspective, des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Et puis, pour de bon, l'Europe bouge. En France, clandestinement, Marcel Hic confectionne tout seul le Manifeste du secrétariat européen sur l'Italie dont le lecteur américain ne saura rien. Dans *Fourth International*, après une analyse de la « *première phase de la révolution italienne* », c'est encore à Felix Morrow qu'il revient d'écrire le grand article sur l'Italie, c'est-à-dire la révolution européenne tant attendue, sous le gros titre « *La Révolution italienne* ». Tout se met en place ? Le développement révolutionnaire semble illustrer l'analyse de 1941 et l'attente des trotskystes si souvent réitérée et expliquée semble enfin prendre corps et réalité, avec les centaines de milliers d'ouvriers italiens dans les rues, la fuite en panique des hiérarques fascistes, l'inquiétude de l'armée italienne mais aussi des chancelleries d'Europe et d'Amérique. Le gouvernement soviétique montre sa couleur contre-révolutionnaire en ne traînant pas pour reconnaître le gouvernement du maréchal Badoglio. Nous avons fait nombre de coupures dans cet article documenté mais écrit en prison.

Et c'est le début de la crise dans le Socialist Workers Party, dans les rangs des nouveaux bolcheviks d'Amérique. Le texte écrit par Marcel Hic sur l'Italie est interdit de circulation par le secrétariat européen. Il lui est reproché notamment de lancer un mot d'ordre jugé « *opportuniste* », celui d'une Convention ou Assemblée constituante. Au moment même où lui et ses proches collabortateurs sont arrêtés par l'occupant — qui va les assassiner — et où un nouveau Secrétariat provisoire européen (SPE) est mis en place sous l'autorité du Grec Raptis (Gabriel, Pablo), des accrochages se produisent au plénum du comité central du SWP sur la même question : Marc Loris et Morrow, rejoints par Goldman, proposent de lancer le mot d'ordre démocratique de Constituante, invoquent évidemment à leur secours l'autorité de Trotsky. Mais les interminables travaux de la commission de conciliation et la brutale et longue absence de Morrow, frappé d'une dangereuse péritonite, font apparaître une inquiétante réalité, une direction du parti en train de se fissurer.

Le groupe dirigeant du SWP, autour de Cannon, aperçoit les soviets au coin de chaque rue, à chaque lendemain européen, assure qu'armée allemande et armées alliées vont se révéler « *également prédatrices* », qu'il ne pourra y avoir

après la fin de l'occupation en Europe que des gouvernements « *de type Franco* » et qu'il n'y aura pas de paix. Dans le parti, où il y a plus de réticences que de résistances, le groupe dirigeant est décidé à passer en force : il impose sa ligne à travers la commission du plénum, privée de Morrow, lequel réagit avec violence à sa sortie de l'hôpital.

Le plus grave est évidemment que le groupe majoritaire au sommet du SWP, qui ne manque pas de soutiens dans les groupes européens, sous-estime totalement le danger immédiat du rôle contre-révolutionnaire du stalinisme. C'est ainsi que les majoritaires balaient avec mépris les allusions à l'Espagne où ils assurent que Staline n'a pu faire office de bourreau que parce que c'était « *dans un coin de l'Europe* ». Un membre du comité central français¹ célèbre sa joie d'avoir été dans un maquis avec des staliniens qu'il juge enfin éclairés — ceux-là même au milieu desquels il ne sait pas que les agents staliniens viennent d'assassiner son camarade le militant italien Blasco (Pietro Tresso). Le journal français *La Vérité* fait son titre, en première page, de cette prophétie, terrible aveu de son incompréhension politique totale du problème de son temps, assurant : « *Les drapeaux de l'Armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges* ».

En Yougoslavie, le contrôle du Kremlin forcément relâché sur les communistes par les circonstances de guerre, a permis que s'exercent sur le parti puis ses formations armées, la pression des revendications nationales et politico-sociales, les aspirations des paysans et des ouvriers. On s'en aperçoit à New York, « *à des milliers de kilomètres* » au moment — 1942 — où personne ne l'a encore nulle part découvert. Ne le sait-on plus, une année plus tard, à l'été 1943 où Dimitrov et Tito échangent des messages fulminants et où « *Grand-père* » Staline se fait menaçant ? En tout cas, c'est le contraire, le rôle dirigeant moteur, indiscuté, de Staline en Yougoslavie que présente dans *Fourth International* un article bien esseulé du majoritaire John G. Wright. Après l'avoir pressenti — après avoir été les seuls à le pressentir, dans les premières années de guerre dans les Balkans — les dirigeants majoritaires américains, qui se cramponnent à leurs

1. Il s'agit d'**Albert Demazière**. Cf. *La Vérité*, n° 54, 20 novembre 1943, « Les Partisans à l'œuvre : la libération du Puy-en-Velay », non signé.

schémas, à la lettre de *Défense du Marxisme*, pour être précis, s'interdisent de comprendre ce qui se passe en Yougoslavie en cette année 1943 où, sur la question de l'Etat, de la monarchie, de la Constituante, des Comités de libération, la politique de Staline apparaît pour ce qu'elle est, préoccupée, plus que par la « libération nationale » des peuples opprimés, par la nécessité de lutter contre la révolution et de satisfaire aux exigences d'ordre et de stabilité d'après-guerre des Alliés de Washington et Londres.

C'est évidemment son avenir historique que le parti des nouveaux bolcheviks américains joue dans les quelques mois de 1943 où la discussion s'enflamme dans un cercle restreint d'initiés. Pire encore, la quasi-totalité des vaillants combattants révolutionnaires de la IVe Internationale et de ses sections sœurs, principalement en Europe, n'en comprennent l'enjeu, voire en constatent l'existence.

Tout cela en effet se déroule trop vite pour que les membres du SWP et *a fortiori* ceux des partis européens dans l'illégalité soient seulement informés à temps. Le reste du monde attendra plus d'une année. Ceux qui en discutaient alors ne savaient pas réellement ce dont il s'est agissait.

Au mieux, ils ont considéré les documents publiés *post mortem* dans des bulletins intérieurs, sans référence ni point d'ancrage sur la réalité nouvelle comme des curiosités historiques, voire — c'est sans doute plus grave — comme la condamnation par tout le passé de leur mouvement et de leurs partis des idées désormais défendues par Morrow et ses amis, dont leurs dirigeants assurent — et il ne fait aucun doute qu'ils en sont convaincus — qu'ils sont en train de s'éloigner de la IVe Internationale et du marxisme, par fatigue, usure, démoralisation : plus d'un demi-siècle plus tard, des militants de grande valeur morale continuent à qualifier leurs adversaires de l'époque comme s'ils ne défendaient aucune idée politique et trahissaient tout simplement, par lassitude et découragement, le programme de Trotsky.

C'est à partir de 1944, alors que la sainte-alliance contre-révolutionnaire se noue solidement, comme on va le voir en Grèce où Britanniques et Soviétiques se partagent le travail dans la répression des *andartes* et de la révolution grecque pour au moins deux générations, que l'on va connaître les textes qu'avaient

proposés Goldman, Morrow, van Heijenoort à l'époque où sans doute tout, sinon beaucoup, était possible, ce qui a été empêché par une conception schématiquement mécanique et le refus de saisir les contradictions du développement social et politique de crainte de s'écarter de ce qu'on considère comme une orthodoxie. Nous verrons dans un prochain numéro les textes exprimant cette ligne enfouie et qui ne sont plus, dès cette époque, pour leurs auteurs, que des plaidoyers défensifs de leur fidélité au programme.

Bien entendu, les erreurs se paient, capital et intérêts, très chèrement en politique et en particulier dans le domaine de l'action révolutionnaire. Incontestablement, la IV^e Internationale a perdu alors le pari que Trotsky avait engagé sur la révolution sortant une nouvelle fois de de la guerre — une révolution dont certains de ses responsables avaient une idée infantilement gauchiste et on peut aller dans certains cas jusqu'à parler d'une conception sectaire d'apparatchiks. Le fameux « *poison* » de la Comintern signalé par Trotsky peu avant sa mort s'est-il manifesté à la veille de la période finale de la guerre ? L'idée n'a rien de réjouissant. Mais il ne s'agit pas d'une histoire drôle.

Il serait cependant injuste, même si ce n'est pas exactement le sujet, de ne pas rappeler ici, comme exemple des efforts héroïques des militants du SWP pour concrétiser la politique de leur organisation, le nombre de ceux qui s'engagèrent dans la marine afin de tenter de faire partie des équipages de bateaux qui se rendaient dans les ports russes et d'y diffuser du matériel politique en russe. A ceux qui jugeraient qu'il s'agissait là d'un enfantillage dangereux certes mais sans conséquence ni portée sérieuse, opposons l'opinion de Staline et de ses services secrets. Le meilleur des agents qu'ils avaient infiltrés dans le parti américain, **Floyd Cleveland Miller**, dit **Michael Cort**, fut orienté par eux vers le « *travail maritime* » afin d'être en mesure de contrôler au compte du Kremlin ou de contrecarrer ces initiatives et se trouva ainsi dans le Socialist Workers Party le responsable de nombre de ces hardis volontaires pour le grand voyage.

Felix Morrow

Staline accuse le prolétariat allemand¹

(juin 1942)

Quelle est l'attitude de Staline vis-à-vis d'un second traité de Versailles ? C'est-à-dire « une paix » qui exigerait d'une Allemagne sans Hitler d'« avouer » sa culpabilité pour la guerre, de payer des réparations aux Alliés pendant des décennies, de soumettre ses finances à un contrôle par des commissions anglo-américaines, de payer le coût des armées d'occupation, bref, de commencer une « vie » nouvelle sous le contrôle des rivaux impérialistes de l'Allemagne.

Dans son Ordre du Jour à l'Armée rouge pour son 24^e anniversaire, le 23 février, Staline a nié que l'objectif de l'Armée rouge soit « *l'extermination du peuple allemand et la destruction de l'Etat allemand* ». Car, dit-il, « *il serait ridicule d'identifier la clique de Hitler avec le peuple et l'Etat allemand. L'histoire montre que les Hitler viennent et partent, mais que le peuple et l'Etat allemand demeurent* ». Pourtant cette déclaration de Staline ne répond pas à la question concernant un second Versailles. Le premier traité de Versailles n'avait pas pour but avoué d'« *exterminer le peuple allemand et de détruire l'Etat allemand* ». Il se contentait de les ligoter, étrangeant la productivité de

1. « Stalin blames the German Proletariat », *Fourth International*, vol. III, juin 1942, pp. 196-191.

l'Allemagne et affamant son peuple, empêcha l'unification économique de l'Europe et pava le chemin pour l'exploitation fasciste des haines nationales engendrées par l'oppression de l'Allemagne incarnée dans le Traité de Versailles et la Société des nations.

Staline a déjà publiquement adopté l'idée d'une Société des nations avec plus de dents, comme « *solution* » à la situation d'après-guerre. Ce concept était contenu dans le troisième point de la « *déclaration d'amitié et d'aide mutuelle* » polono-russe signée le 4 décembre, qui assurait :

« Une fois la guerre conduite à sa conclusion victorieuse et les criminels hitlériens dûment châtiés, la tâche des gouvernements alliés sera d'établir *une paix juste*. Ce ne peut être réalisé que par une nouvelle organisation des relations internationales reposant sur l'association des Etats démocratiques unis. Pour être un facteur décisif, une telle organisation doit avoir du respect pour la loi internationale et avoir le soutien des *forces armées de tous les gouvernements alliés*. Ce n'est qu'à de telles conditions que l'Europe pourra être établie et la défaite des barbares allemands consommée. Ce n'est qu'ainsi qu'on aura la *garantie que la catastrophe causée par l'hitlérisme ne pourra jamais se répéter* » (NY Times, 6 déc. 1941, c'est moi qui souligne, FM).

Une « *paix juste* » maintenue « *par les forces armées de tous les gouvernements alliés* » — qu'est-ce sinon un second Versailles et une nouvelle mouture de la SDN ? L'impérialisme mondial ne manifeste pas beaucoup d'ingénuité dans son catastrophique déclin et se contente de répéter dans cette guerre ses formules de la dernière. Avec cette différence qu'elles sont signées du gouvernement soviétique. Cela seul trahit le gouffre infranchissable entre le gouvernement de Staline et celui de Lénine et Trotsky.

Que Staline produise une déclaration de Lénine qu'une « *paix juste* » pourrait être fondée par les baïonnettes des Alliés ! Il nous suffira de faire une seule citation des nombreuses références de Lénine à Versailles, tirée de la préface à l'introduction de 1920 de son *Impérialisme* :

« Le Traité de Paix de Brest-Litovsk, dicté par l'Allemagne monarchiste et, plus tard, le beaucoup plus brutal et odieux Traité de Versailles, dicté par les républiques « *démocratiques* » de France et d'Amérique et par la « *libre* » Angleterre, ont rendu un très grand service à l'humanité en démasquant à la fois les laquais de plume stipendiés par l'impérialisme et les réactionnaires petits-bourgeois, bien qu'ils s'intitulent eux-mêmes pacifistes et socialistes, qui chantaient les louanges

du “*wilsonisme*” et qui insistaient, disant que la paix et la réforme étaient possibles sous l’impérialisme ».

La pierre angulaire logique d’un second Traité de Versailles, comme du premier, doit nécessairement être la clause de « *culpabilité pour la guerre* » justifiant l’écrasement de l’Allemagne, en temps de paix, par ses rivaux impérialistes. Le premier Traité de Versailles n’a pas été signé par le Kaiser [Guillaume II] mais par la République de Weimar, produit de la révolution de 1918. Obliger la république de Weimar à « *avouer* » qu’elle était coupable de la guerre et à payer des réparations signifiait que non seulement le Kaiser, qui s’était enfui, mais aussi le peuple allemand, qui était resté, étaient coupables et devaient expier pour cette guerre. De la même façon, un second Versailles doit être justifié en jetant le blâme non seulement sur les nazis, mais sur les masses allemandes qui auront à porter le fardeau du traité de paix.

Le mépris de Lénine pour le Traité de Versailles n’était surpassé que par sa haine de ceux qui blâmaient les masses pour les crimes de la classe dirigeante impérialiste et des dirigeants ouvriers chauvins. Pour Lénine, c’était un axiome que la structure de la société capitaliste rendait impossible pour les grandes masses de déterminer directement leur propre volonté et leur destin. Le contrôle capitaliste du pouvoir économique et politique, les écoles, les journaux, la radio etc., aussi bien que l’hétérogénéité des masses, signifient que même la « *démocratie* » capitaliste est une forme de dictature de la bourgeoisie. Et la dictature ne peut pas être renversée directement par les masses. Leur hétérogénéité les empêche de lutter autrement qu’à travers la direction des partis ouvriers. La classe et le parti ne sont nullement identiques. En outre, la direction et les masses du parti ne sont pas la même chose. Classe, parti et direction, ces trois concepts précis sont les pierres angulaires de la politique léniniste. Lénine, dans aucun cas, n’a jamais blâmé les masses — blâmant toujours des partis donnés et surtout leur direction, pour leur échec à renverser le capitalisme.

Dans sa fameuse polémique contre Kautsky¹, Lénine traite de la question de la responsabilité pour le soutien « *socialiste* » de la première guerre

1. **Karl Kautsky** (1854-1938), surnommé « *le Pape de la social-démocratie* », était considéré comme le successeur de Marx et Engels. Il avait condamné la révolution russe et Lénine lui avait répondu par un pamphlet : *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*.

impérialiste et de l'écrasement par l'Allemagne de la révolution en Finlande, Ukraine, Lettonie et Esthonie. Ecrivant sous la censure militaire qui protégeait les social-démocrates allemands pro-guerre de la critique de gauche, Liebknecht¹ avait utilisé la formulation selon laquelle « *les prolétaires d'Europe* » étaient coupables de trahison de la révolution russe et internationale. Kautsky avait repoussé l'accusation de Liebknecht. Lénine écrit :

« [...] Kautsky ne comprend pas que, du fait de la censure dans l'Empire allemand, cette “*accusation*” était peut-être la seule forme sous laquelle les socialistes allemands qui n'avaient pas trahi le socialisme, Liebknecht et ses amis, pouvaient exprimer leur appel aux ouvriers allemands à se débarrasser des Scheidemann et des Kautsky, pour écarter de tels “dirigeants” pour se libérer d'eux, se révolter *malgré eux, sans eux et par-dessus leur tête* : c'était un appel à la révolution ! »

La révolution par-dessus la tête des Kautsky — mais nécessairement sous la direction d'un parti et de ses cadres dirigeants. Ni la révolution ni aucun effort durable n'étaient possibles pour les masses sauf sous la direction d'un parti révolutionnaire. Lénine n'a cessé de l'expliquer. Blâmer les masses, c'était soit de la stupidité, soit le truc classique des canailles qui rejettent sur d'autres leurs propres responsabilités.

Cette idée est exprimée dans les documents fondamentaux de l'Internationale communiste au temps de Lénine et de Trotsky dans la thèse « *Le rôle du Parti communiste dans la Révolution prolétarienne* », du deuxième congrès :

« [...] La droite du parti social-démocrate indépendant d'Allemagne, chaque fois qu'elle s'est compromise, a fait référence à la “*volonté des masses*”, ne comprenant pas que le parti existe précisément pour marcher devant les masses et leur montrer le chemin ».

Tel est en bref le concept léniniste de la relation entre gouvernants impérialistes, classe ouvrière et partis et dirigeants de cette dernière. Sur cette base, il est impossible de blâmer les masses pour les crimes des impérialistes et de leurs lieutenants ouvriers. Du point de vue du bolchevisme, il serait impossible de justifier un second Versailles — indépendamment du fait que le

1. Fils du pionnier socialiste **Wilhelm Liebknecht** (1826-1900), **Karl Liebknecht** (1871-1919) était l'un des chefs de file de la gauche socialiste puis leader communiste, il fut assassiné en même temps que Rosa Luxemburg.

bolchevisme considère tous les impérialistes, des deux côtés, comme également responsables d'être les instigateurs des guerres mondiales.

Le rejet stalinien du concept de Lénine

Le concept bolchevique des masses est maintenant ouvertement et de façon flagrante rejeté par les staliniens. Ils blâment maintenant non les dirigeants des partis du prolétariat allemand — ce qui signifierait avant tout les dirigeants staliniens — mais les masses. Le Parti communiste allemand a récemment publié un véritable recueil d'attaques staliniennes contre le prolétariat allemand. C'est le numéro de mars 1942 de *World Survey*, mensuel de l'Internationale qui a remplacé *Communist International*.

Examinons ce recueil stalinien, article après article. Vient d'abord l'Ordre du Jour de Staline du 23 février à l'Armée rouge, auquel nous avons déjà fait référence. Puis vient un article d'E. Gerö¹, « *Pour la Défaite complète de l'Allemagne hitlérienne* » qui culmine avec cette perle : « *Mais pour quoi combattent les soldats de l'armée de voleurs nazis ? Pour quoi combattent et meurent-ils, sinon pour leur soif d'enrichissement personnel, leur instinct sadique de tueurs ?* » (p. 16)

Telle est la description stalinienne de prolétaires allemands mobilisés par la dictature fasciste !

Puis vient un article de M. Kalinine², président de l'Union soviétique, bâti autour d'une série de lettres qui auraient été trouvées sur des prisonniers et des morts allemands. Ces lettres qui expriment un désir de faire du butin en Russie sont utilisées par Kalinine pour montrer « *combien largement* » et « *combien profondément* » les plans fascistes sont « *enracinés chez les soldats allemands* » ! (p. 28).

1. **Ernö Gerö** (1898-1980), hongrois, agent de confiance de la Comintern, secrétaire de Manuilsky, il a joué un rôle particulier en Espagne dans la lutte contre le POUM. Plus tard, un des purgeurs de la Comintern, il a été exclu à la suite de la révolte hongroise de 1956 qu'il avait provoquée.

2. **Mikhaïl I. Kalinine** (1875-1946), potiche de Staline à la direction du PC de l'URSS.

L'article qui suit est « *La Nation allemande au carrefour de l'Histoire* », par Peter Wieden ¹. Il rejette le blâme pour le fascisme hitlérien sur la nation allemande et son histoire, tout à fait dans l'esprit de sir Robert Vansittart ², l'un des principaux dénonciateurs du caractère acharné de l'Allemagne :

« L'hitlérisme est bien entendu l'expression directe et la plus extrême de l'impérialisme réactionnaire allemand. Mais les traits spécifiques de l'impérialisme allemand, sa brutalité, son agressivité, sa dégénérescence, s'expliquent dans une certaine mesure par le développement spécifique de la nation allemande [...]. Les traditions nationales du peuple allemand qui ne sont basées sur aucune expérience révolutionnaire, ont été historiquement entremêlées avec la réaction, le militarisme et les guerres prédatrices [...]. Marx et Engels ont armé la classe ouvrière allemande de l'idéal du socialisme scientifique. Mais il y avait au même moment Lassalle, l'ombre de Bismarck³ dans le mouvement ouvrier, précurseur du "*socialisme national*" et le marxisme n'a jamais complètement surmonté son influence ».

Chaque ligne est une falsification délibérée de l'histoire du prolétariat allemand. C'est un mensonge délibéré que de faire de Lassalle un précurseur des nazis [...] Comment mentionner Lassalle sans citer Wilhelm Liebknecht, August Bebel⁴ et la floraison du mouvement entre 1870 et 1910 ? [...] Le travail gigantesque de la social-démocratie pendant un demi-siècle, sur les épaules duquel Lénine a su monter – sans cela, la révolution russe était inconcevable –, tout cela a été extirpé pour les objectifs réactionnaires de Staline.

Pourquoi la social-démocratie allemande a-t-elle dégénéré en réformisme et chauvinisme ? Ce faussaire stalinien fait apparaître cela comme un phénomène « *allemand* ». Mais la même chose s'est produite en Angleterre, en France, aux Etats-Unis, *en Russie* où le fondateur du marxisme russe,

1. **Peter Wieden** est le pseudonyme de l'Autrichien **Ernst Fischer**, (1899-1972), réfugié en URSS en 1934, devenu un des « *spécialistes* » de la Comintern.

2. Sir **Robert Vansittart** of Denham (1881-1957), diplomate britannique, sous-secrétaire d'Etat jusqu'en 1938, puis conseiller spécial du ministre des affaires étrangères jusqu'en 1941.

3. **Ferdinand Lassalle** (1825-1864) fut le fondateur du mouvement socialiste en Allemagne. Il crut un moment possible une alliance temporaire avec le chancelier prussien **Otto von Bismarck**, (1815-1898) qui allait devenir l'homme de l'unité allemande. Mais la formule ci-dessus est inacceptable parce que malhonnête.

4. **August Bebel** (1840-1913), ouvrier, fut l'homme qui jeta les bases du premier grand parti ouvrier centralisé, le Parti social-démocrate allemand.

Plékhanov¹, est devenu un social-chauvin — ce fut un phénomène mondial provoqué, ainsi que Lénine l'a expliqué clairement, par le développement de 1870 à 1914 de l'impérialisme et d'une aristocratie ouvrière liée à l'impérialisme par ses intérêts.

Le stalinisme, rendant hommage du bout des lèvres au léninisme, doit concéder que la Première Guerre mondiale, comme l'a dit Lénine, était une guerre impérialiste pour laquelle les deux côtés étaient également coupables. Pourtant Wieden écrit :

« Depuis le début, l'Allemagne a été un impérialisme très bruyant et agressif, brandissant toujours ses armes et créant dans toute l'Europe un sentiment d'alarme et de fièvre guerrière... L'impérialisme allemand travaillait en direction de la guerre et d'un nouveau partage du monde ».

Ecrire cela sans dire un mot de la culpabilité égale des autres puissances impérialistes, revient à signer la clause sur la culpabilité du traité de Versailles.

Après cette première esquisse de l'« *histoire* » allemande, Wieden en vient à falsifier l'histoire d'après-guerre du prolétariat allemand, mettant sur ses épaules le blâme pour l'échec à mener à bien la révolution prolétarienne.

Mensonges staliniens sur 1918-1933

Sur la révolution avortée de 1918, il écrit :

« Pour l'Allemagne, la guerre se termina par un effondrement militaire et politique, celui des forces réactionnaires qui avait entraîné l'Allemagne dans la guerre. [...] La chance passa. Une fois de plus les destinées du peuple allemand étaient dans les griffes de la réaction [...] La direction opportuniste de la social-démocratie allemande endossa une terrible responsabilité historique quand elle se rangea du côté de la contre-révolution » (p. 45)

Que les ouvriers allemands se soient soulevés, les armes à la main, écrasant capitalistes et Junkers, créant des soviets, seulement pour être frustrés des fruits de la révolution par les réformistes — de cela il n'y a pas un mot chez cet « *historien* » stalinien. Pourquoi les spartakistes, précurseurs du Parti communiste, n'ont-ils pas mené les travailleurs à la victoire ? Cette question-clé

1. **Georgi V. Plékhanov** (1857-1918), fut le premier marxiste russe et introduisit les idées de Marx dans l'empire tsariste. Il rompit avec les bolcheviks avec la guerre et la révolution.

des événements de 18-19 n'est même pas effleurée par le faussaire stalinien ! Il ne mentionne même pas les spartakistes ! Leurs tragiques erreurs, l'immaturation de leur stratégie et de leur tactique et, de là, la profonde leçon qu'on ne peut pas, du jour au lendemain, bâtir les cadres d'un parti révolutionnaire au milieu de la révolution, de tout cela, pas un mot dans cette « *histoire* » stalinienne. Au lieu de cela, on nous dit que « *la chance passa* » — à cause des masses sans doute — poursuivant ainsi la fausse image des caractéristiques « *propres* » du prolétariat allemand.

En dépit du travail contre-révolutionnaire de la social-démocratie, en dépit du bain de sang par Noske — 15 000 ouvriers furent tués pendant les neuf premiers mois de 1919 dans les incessants combats de guerre civile — le jeune Parti communiste d'Allemagne grandit rapidement en un parti de masses. Malgré sa défaite en mars 1921 — une insurrection prématurée —, il dépassait les 500 000 membres en 1922. En 1923 la situation était de nouveau révolutionnaire. Des observateurs impartiaux reconnaissent qu'à l'été 1923 le Parti communiste était indiscutablement le dirigeant de la grande majorité des prolétaires allemands. L'inflation et la faim amenaient les masses petites-bourgeoises à accepter l'issue révolutionnaire. Qu'arriva-t-il ? Voici la référence en trois phrases de Wieden à ce grand tournant de l'histoire contemporaine :

« En 1923, on arriva au choc décisif pour une longue période entre les forces de la réaction et celles de la révolution. La défaite des forces révolutionnaires fut une tragédie nationale pour l'Allemagne. La voie s'ouvrait désormais à l'impérialisme allemand pour résoudre à sa façon, par une guerre sanglante, le problème allemand ».

Chaque mot est faux. Il n'y eut pas de « *choc décisif* ». Au contraire, la direction Brandler¹ du Parti communiste allemand n'appela pas les masses à la révolution, mais laissa échapper l'occasion. Derrière Brandler, il y avait la *troïka* de Moscou : Zinoviev, Boukharine et Staline², ce dernier conseillant (en fait donnant ordre) à Zinoviev et Boukharine de freiner le parti allemand. Ce sont la *troïka* et la direction Brandler qui portent la responsabilité de n'avoir pas agi en

1. **Heinrich Brandler** (1881-1967) fut le président du parti allemand de 1922 à la fin 1923.

2. La *troïka* se forma un peu plus tard dans cette composition et contre Trotsky. Les hommes cités ici n'avaient pas une position identique sur l'Allemagne ; seul Staline était partisan de « *freiner les Allemands* ».

1923, et il n'est pas vrai, comme le prétend Wieden, que cet échec fut le résultat d'un « *choc décisif* » ¹.

Egalement fautive est son affirmation que l'échec de 1923 « *ouvrait définitivement la voie à l'impérialisme allemand* » pour la guerre. Wieden ne dit cela que pour dissimuler la responsabilité de Staline pour les événements des dix dernières années, surtout le fait que le grand Parti communiste allemand, qui comptait 600 000 membres et avait reçu six millions de voix en 1932, disparut en mars 1933 sans combat, même pas un combat d'arrière-garde comme celui des social-démocrates autrichiens contre l'artillerie de Dollfuss ² en 1934.

A ces faux, Wieden ajoute cette version des événements de 1929 à 1933 :

« La crise économique mondiale qui éclata en 1929 porta la tension sociale à sa limite extrême [...] L'impérialisme allemand sentait le sol brûler sous ses pieds [...] mais ses plans furent aidés par plusieurs facteurs. L'un de ceux-ci fut la politique de la social-démocratie qui repoussait la petite-bourgeoisie. Divisée et déchirée de luttes internes [...] la classe ouvrière n'avait qu'un faible pouvoir d'attraction [...] Le chômage catastrophique démoralisait une partie des travailleurs. Déprimées, désespérées, des masses politiquement illettrées mises en mouvement étaient prêtes à suivre n'importe quel démagogue, même s'il promettait la lune. C'est dans ces heures décisives pour la nation que les traditions chauvines et réactionnaires ressuscitèrent et plongèrent l'Allemagne comme sous une pluie de crasse et de boue ».

Mais où était dans tout cela le grand Parti communiste allemand ? Le prolétariat russe était lui aussi « *divisé* » en été 1917 et les catastrophes de la guerre entraînaient des masses, encore plus « *désespérées et politiquement illettrées* » de ce pays petit-bourgeois, « *à suivre n'importe quel démagogue* ». Mais c'est le parti bolchevique qui vainquit en Russie alors que les fascistes ont gagné en Allemagne. Lénine poserait la question-clé. Pourquoi le PC allemand n'a pas réussi à mener les masses à la victoire, qu'est-ce qui était faux dans sa politique et ses mots d'ordre ? Mais le stalinisme préfère rejeter sur les masses ses propres crimes. Pas un mot sur la capitulation sans combat des dirigeants staliniens en Allemagne ; à la place, « *la résurrection des traditions chauvines et*

1. Sur ce point, Morrow a raison : il n'y eut pas de choc, donc pas décisif !

2. **Engelbert Dollfuss** (1892-1937) leader des catho-fascistes autrichiens réprima à coups de canon l'insurrection des milices socialistes dans les villes ouvrières.

réactionnaires », préalablement forgées en « *histoire* » pour couvrir le crime de Staline, aidant Hitler à marcher au pouvoir.

L'article suivant de ce recueil stalinien « *De l'incendie du Reichstag à la conflagration mondiale* », par G. Friedrich ¹, semble un moment poser la vraie question :

« En novembre 1932, le parti d'Hitler ne perdit pas moins de deux millions de voix tandis que le PC d'Allemagne s'assura une brillante victoire avec six millions de voix. Comment donc Hitler a-t-il pu « *prendre le pouvoir* » dans de telles conditions ? » (p. 47).

Cette question très pertinente est cependant immédiatement réduite au fait évident qu'Hitler n'a pas pris le pouvoir au sens « *révolutionnaire* » de l'expression, mais a été « *porté à la chancellerie par les intrigues de couloirs de ses promoteurs capitalistes* », ce qui est vrai mais ne résoud pas l'essence de la question : comment Hitler a-t-il pu mettre hors la loi le Parti communiste et écraser les syndicats en quelques semaines seulement, après que six millions de travailleurs aient voté communiste et sept millions socialiste ? A l'essence de cette question, ni G. Friedrich ni aucun autre stalinien n'ose répondre, car répondre serait condamner Staline et ses laquais de la direction allemande qui, ayant laissé Hitler accéder au pouvoir, ont pris des billets d'avion et filé à Moscou, laissant les masses sans dirigeants. Au lieu de répondre à cette question, Friedrich écrit :

« L'incendie du Reichstag marqua le début d'une époque de l'histoire allemande, grande seulement par les crimes hideux, honteux et vils qui ont jeté la honte sur tout le peuple allemand ». (p. 49)

Dire que cela jeta la honte sur tout le peuple allemand, cela signifie blâmer les masses pour les crimes des nazis !

Friedrich conclut son compte rendu de l'incendie du Reichstag et du procès :

« A cette époque, les masses du peuple ne réussirent pas à continuer la lutte et à la mener à sa conclusion logique. Plus vite et plus profondément, il nous faut maintenant rattraper le temps perdu » (p. 55).

1. **G. Friedrich** désigne **Bedrich (Fritz) Geminder** (1901-1952), à Moscou depuis 1934, travaillant à la Comintern comme responsable de la presse et de l'information et membre du secrétariat de Dimitrov.

Les « masses ont échoué » et nous — sans doute le PC d'Allemagne — devons maintenant rattraper « le temps perdu » — le temps perdu par les masses. Mais où étions « nous », le PC d'Allemagne, l'Internationale communiste et l'Union soviétique et son Armée rouge en 1933 ? Avant même l'arrivée des nazis au pouvoir, Trotsky insistait pour la mobilisation de l'Armée rouge pour empêcher le déchaînement meurtrier contre l'Union soviétique qui était l'objectif fondamental d'Hitler. « Nous », c'étaient les staliniens, qui ont fui le champ de bataille d'Allemagne et ont conduit la politique extérieure couarde et provinciale au Kremlin, pour en venir aujourd'hui à blâmer pour la catastrophe les masses d'Allemagne qui ont été foulées aux pieds.

Blâmer les masses pour la guerre !

Tous les articles précédents ne sont cependant que des levers de rideau pour l'article de K. Erwin ¹, « *De l'intoxication de la victoire aux sanglots amers* », ostensiblement écrit par un dirigeant du parti communiste de l'intérieur de l'Allemagne en décembre 1941.

Cet article est une longue condamnation des masses pour n'avoir pas réussi à empêcher l'attaque de l'Allemagne contre l'Union soviétique et pour continuer à obéir aux maîtres nazis. Voici comment Erwin rend compte des événements à Berlin le 22 juin 1941, la veille de l'attaque de l'URSS par Hitler :

« A sept heures du matin, nos camarades étaient en route vers les usines avec des instructions d'organiser des meetings de protestation par action directe. Je réussis à me frayer un chemin vers l'une de ces réunions secrètes pour discuter avec nos gens. [...] Il n'y avait bien sûr aucun signe d'enthousiasme dans la population et on sentait l'alarme et la défection partout [...]

De toute évidence, Hitler avait une raison de craindre son peuple et était prêt à le traiter brutalement. Nous, communistes, nous attendions aussi à un jour agité à Berlin. Nous avons été en fait convaincus qu'après la conclusion du pacte germano-soviétique, Hitler n'aurait pas été capable de lancer notre peuple dans une guerre contre l'URSS. Nous faisons confiance à la sagesse et à la conscience de

1. **K. Erwin**. Nous n'avons pas percé son identité. Nous savons seulement que le responsable du groupe clandestin de Berlin était le métallo **Robert Uhrig** (1903-1944) et que le représentant du CC en Allemagne, **Alfred Kowalke** (1907-1944) conservait la liaison avec lui par l'intermédiaire de **Werner Seelenbinder** (1904-1944). P. Erwin serait donc l'un ou l'autre (selon *Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, ch. XI, septembre 39-mai 45).

classe de l'ouvrier berlinois. Mais les événements montrèrent que nous faisons un mauvais calcul.

Vers le soir, il devint clair que l'ouvrier berlinois ne broncherait pas. Des tentatives de nos camarades de tenir des meetings de masse près des usines n'eurent aucun succès. Tout ce que nous avons pu mettre sur pied, ce furent de petites réunions clandestines de nos organisations du parti et sympathisants dans divers arrondissements [...]

Pendant tout ce temps, nous avons vu avec détresse et affliction que la guerre, comme une vague, passait par-dessus la tête de nos organisations du parti qui revenaient tout juste à la vie ».

Et Erwin blâme, non le cours erroné de 19 ans de stalinisme en Allemagne, mais les masses désorientées et désorganisées :

« On peut trouver l'explication dans la couardise de ceux qui, bien qu'opposés à la criminelle guerre anti-soviétique, essayèrent néanmoins de mettre en avant quelque excuse pourrie pour leur capitulation. Certains raisonnaient de façon purement philistine : *“C'est comme se taper la tête contre le mur. Les nazis sont forts et si on lève le petit doigt, on est tué ou jeté en prison”*. Ces gens oubliaient que, sur une ligne semblable, les ouvriers russes n'auraient jamais renversé le tsarisme et aboli la domination des seigneurs et des capitalistes.

Parmi les anciens social-démocrates, il ne manquait pas de gens qui préféraient que d'autres tirent pour eux les marrons du feu. Ils pensaient qu'il était *“trop tôt pour agir. Nous devons attendre que les Russes aient cassé la tête d'Hitler”*.

Des soldats anti-nazis au front essayaient de trouver quelque justification en se référant à la discipline militaire. *“Nous sommes des soldats, argumentaient-ils, et n'avons d'autre choix que d'obéir aux ordres”* (pp. 55-56)

Il n'y a pas un gros travail à faire pour dévoiler les lâches tentatives de certains éléments antifascistes qui bavardent sur la question de la responsabilité quand notre classe ouvrière et notre peuple supportent le poids de la guerre contre l'Union soviétique. Ces gens disaient : *“Seuls les nazis sont responsables de la guerre anti-soviétique et de l'invasion de l'URSS”*. Que les bandits nazis soient responsables, cela ne fait aucun doute, mais nous disons que ceux qui ont en fait encouragé leurs crimes par leur silence et leur passivité, doivent porter leur part de responsabilité. Celui qui se tait se dénonce lui-même comme un participant aux crimes nazis » (p. 67).

Il est difficile de trouver les mots adéquats pour caractériser la bassesse de ces attaques contre le prolétariat allemand. En 1918, le prolétariat allemand a fait une révolution armée et a été frustré de sa victoire par la direction social-démocrate. En 1923 il l'a été par le PC et par Staline ; à tout instant entre 1918 et

1934, le prolétariat a démontré qu'il était prêt à mourir en luttant pour un monde meilleur et, au lieu, a été livré aux mains d'Hitler par le stalinisme et la social-démocratie. Épuisé par quinze ans de lutte héroïque mais vaine, le prolétariat allemand pouvait encore déposer dans les urnes treize millions de bulletins de vote pour le socialisme et le communisme à la veille de la victoire hitlérienne. Il est hors de doute qu'après cet épuisement, les masses allemandes, quand la série ininterrompue des victoires d'Hitler fut suivie par des victoires plus gigantesques encore, succomba à l'intoxication chauvine. Ayant été trahis par les partis de la classe ouvrière, elles étaient moralement submergées par les victoires d'Hitler. Mais l'intoxication chauvine n'est pas propre au prolétariat allemand. Même les masses russes de la Russie tsariste y succombèrent en 1914 et leur tête ne devint claire qu'avec les défaites et la faim et aussi les bolcheviks qui expliquaient ce qui se passait, rassemblaient prudemment les ouvriers conscients par un ou par deux, attendaient l'occasion inéluctable.

Au lieu d'expliquer aux travailleurs allemands, il arrive un bureaucrate stalinien — plus précisément, il envoie les dévoués militants de base de l'usine se sacrifier en essayant de tenir des réunions ouvertes « *par action directe* » tandis que lui-même se rend à une « *réunion secrète* » et condamne le prolétariat allemand pour n'avoir pas, à l'apogée de la puissance et des victoires d'Hitler, arrêté la guerre ! Les travailleurs dévoués et fidèles au socialisme comme aux méthodes léninistes de travail, qui disent qu'il est impossible d'apparaître ouvertement dans de telles conditions, le vil bureaucrate les condamne : « *L'ouvrier berlinois ne bronchera pas* ». Écrivant probablement non de Berlin, mais de Suisse, il sourit avec mépris des soldats anti-nazis qui expliquent qu'à cette étape ils n'ont d'autre choix que d'obéir aux ordres. Il répond au prolétariat allemand avec l'ultimatum qu'ils portent la responsabilité de la guerre contre l'Union soviétique. Hitler ne pouvait rêver mieux que cette combinaison stalinienne : le sacrifice bureaucratique des cadres du parti dans des tentatives aventuristes pour tenir des meetings de masse ouverts sous la dictature nazie, le jour même où commence la guerre nazi-soviétique, et la menace que « ceux qui doivent porter leur part de responsabilité » sont ceux qui « *encouragent* » Hitler par leur passivité et leur silence. L'aventurisme expose prématurément et détruit les antifascistes ; la menace de punition après-guerre garde les masses dans la soumission à Hitler.

S'il y avait encore un doute sur la façon dont les staliniens rejetèrent le blâme sur les grandes masses d'Allemagne, un autre article du même recueil est titré « *Les meurtriers fascistes et leurs complices seront tenus à rendre compte pour leur responsabilité* »... et développe :

« Mais la responsabilité [d'Hitler] est partagée aussi par ceux des soldats qui, obéissant aux ordres criminels de leurs supérieurs, ont détruit les villes et villages soviétiques, pillé la population et les kolkhozes pour ravitailler les hordes fascistes, et participé à l'exécution des sentences de mort sur des citoyens soviétique. Ces crimes de cauchemar déshonorent la nation allemande. Personne en Allemagne ne peut aujourd'hui invoquer l'excuse qu'on ignorait ces atrocités parce que les gouvernants fascistes les avaient cachées au peuple allemand. Des centaines de lettres écrites par des soldats allemands racontent comment les guerriers d'Hitler "organisaient" c'est-à-dire volaient, comment ils brutalisaient les civils. Ces lettres parlent de ces choses comme des faits quotidiens. Et que dire des milliers de lettres reçues au front par des soldats allemands, de parents et d'amis, particulièrement pendant les premiers mois et des demandes nombreuses d'"organiser" et d'envoyer différents produits qu'on ne peut en aucun cas considérer comme des trophées de guerre [...] Et si le peuple allemand et particulièrement la classe ouvrière continuent à se taire, s'ils ne réussissent pas à élever puissamment leur protestation, alors on leur donnera la responsabilité des crimes commis en leur nom par les hitlériens. »

« *Quelle détérioration morale de l'Allemand moyen s'exprime dans les mots "mais ces Polonais ne sont pas des Allemands" — et alors tout est possible* (pp. 80-81).

Ainsi les staliniens comptent-ils dans les « *complices d'Hitler* » les soldats qui exécutent les ordres militaires, leurs familles qui en reçoivent des objets, et « *l'Allemand moyen* ».

C'est précisément cette peur des masses d'être chargées de la responsabilité de la guerre si l'Allemagne perd l'arme essentielle d'Hitler dans le maintien de son emprise sur l'armée et la population civile, comme les bureaucrates staliniens le signalent par inadvertance. Dans un article censé être écrit en Allemagne, Erwin écrit :

« La majorité croit que la seule voie pour la paix passe par la victoire allemande. Je souligne particulièrement ce point, car c'est l'une des plus grandes difficultés de notre travail pour appliquer le mot d'ordre du Comité central de notre parti, "*Frappez Hitler par derrière*". (p. 59)

Le soldat allemand se bat mais sans aucune conviction, sans espoir et sans perspective, pris au piège comme le loup qui n'a pas le choix (p. 64).

L'Allemand moyen [...] réalise qu'il va devoir répondre. Pour la première fois il y a de la peur pour la haine farouche des peuples, une peur qui encercle littéralement l'Allemagne d'aujourd'hui. Cette peur, Hitler l'utilise à ses propres fins. "*On nous pendra à la même corde si nous sommes vaincus*" dit Goebbels au peuple allemand. Les nazis veulent garder le peuple allemand et l'armée allemande dans la soumission par peur de la défaite » (p. 64)

Pourquoi la majorité croit-elle que seule la victoire allemande leur donne un espoir de paix ? De toute évidence ils ont peur d'un nouveau Versailles. Le soldat « *comme le loup piégé n'a pas d'autre choix* » et craint lui aussi Versailles. La « *peur de la défaite* » ne peut être que la peur d'un deuxième Versailles. Que répondent donc les staliniens aux ouvriers et aux soldats pour les rassurer sur le monde d'après-guerre ? Deux réponses, ici, données par Erwin :

« Les nazis veulent garder le peuple allemand et l'armée allemande soumis par peur de la défaite. Mais plus grande sera la dimension de l'actuelle catastrophe allemande, moindre sera la peur du peuple de la défaite, car aucun avenir ne saurait être pire que ce présent qu'ils vivent.

A la suite de Goebbels¹, les nazis essaient d'intimider les ouvriers avec l'épouvantail d'un nouveau Versailles. A cela, les ouvriers répondent et avec de bonnes raisons : "*L'Union soviétique n'est pas engagée dans une guerre de conquête. Elle combat l'Allemagne nazie qui a attaqué. Les nazis vont souffrir ; tant mieux pour le peuple allemand*" » (p. 64).

Notez bien ces réponses staliniennes. Elles disent tout ce dont nous avons besoin de savoir de la politique stalinienne d'aujourd'hui et de ses perspectives pour la conférence de paix. « *Nous craignons un deuxième Versailles* », disent les ouvriers allemands. Les staliniens répondent : « *1/ Il n'y aura pas pire que ce que vous avez et 2/ de toute façon, la guerre soviétique est progressiste* ».

Mais pas un mot d'engagement que le Kremlin et la Comintern combattront côte à côte avec une Allemagne ouvrière contre un second Versailles ! Pas même une demi-promesse qu'il n'y en aura pas ! Au contraire ces réponses staliniennes assument implicitement la vraisemblance d'un deuxième Versailles.

1. **Paul J. Goebbels** (1897-1945), lieutenant d'Hitler, fut aussi son très efficace ministre de la propagande.

Tout en rendant hommage du bout des lèvres à la doctrine des fondateurs de l'Etat ouvrier, le stalinisme, à chaque nouvelle étape de sa dégénérescence, doit rejeter l'un après l'autre les principes du léninisme. Il en est arrivé aujourd'hui à nier ouvertement la conception de Lénine sur les rapports entre classe, parti et direction. Pavant la voie pour une collaboration dans la rédaction d'un deuxième Traité de Versailles, le stalinisme blâme le prolétariat allemand pour la situation dans laquelle l'ont mis le stalinisme et la social-démocratie.

Mais la clause de « *culpabilité pour la guerre* » de Staline ne sera pas plus acceptée par le prolétariat allemand et l'avant-garde du prolétariat mondial, qui se solidariseront totalement avec ses frères allemands, qu'ils n'ont accepté celle qui était inscrite dans le Traité de Versailles. Bâillonné par Hitler et trahi par Staline, le prolétariat allemand ne peut donner aujourd'hui sa réponse. Mais il répondra, nous en sommes certains. Marx et Engels, Mehring et Clara Zetkin¹, Wilhelm et Karl Liebknecht n'étaient pas des produits accidentels du prolétariat allemand. La partie du prolétariat allemand, qui, depuis cinquante ans, a inspiré le prolétariat mondial par ses réalisations, se lèvera de nouveau et règlera ses comptes non seulement avec les nazis et leurs maîtres capitalistes, mais aussi avec les diffamateurs staliniens.

1. **Franz Mehring** (1846-1919), intellectuel allemand, démocrate passé au socialisme, membre du groupe Spartakus, **Clara Zetkin** (1857-1933), organisatrice des femmes social-démocrates, membre du KPD à sa formation, étaient deux figures de proue du communisme allemand.

Felix Morrow

Signification de classe des victoires soviétiques¹

Les grandes masses, dans le monde entier, se réjouissent des victoires de l'Armée rouge. Sans une théorie bien au point, mais avec une loyauté fondamentale de classe, elles comprennent que les victoires soviétiques sont leurs victoires aussi. Elles ont nettement conscience qu'il y a une différence entre l'Etat ouvrier et ses « alliés » capitalistes. Il est hautement symbolique qu'à Cardiff, Galles, en l'honneur du 25^e anniversaire de la fondation de l'Armée rouge, les mineurs des vallées environnantes aient paradé avec leurs lampes allumées, les filles des usines de munition en blouses, alors que le drapeau rouge flottait sur l'immeuble de la Mairie. Bien entendu, cette parade avait une sanction officielle. Le vice-premier ministre Attlee² était l'orateur principal et l'on peut être sûr que les staliniens ont cherché à identifier cette affaire comme un symbole de l'unité entre l'Union soviétique et le capitalisme britannique. Mais, au fond, le drapeau rouge, les lampes allumées et les blouses, si différents des célébrations britanniques habituelles, signifient que les ouvriers célébraient avant tout l'Etat ouvrier. Certainement personne ne peut prétendre que les

1. « The Class Meaning of the Soviet Victories », *Fourth International*, vol. IV, mars 1943, pp. 69-76.

2. **Clement Attlee** (1883-1967), leader du Labour Party, ministre de Churchill.

réjouissances en Inde sur les victoires soviétiques sont à mettre au compte de la Grande-Bretagne ! Non, au fond, c'est un phénomène de classe, le sentiment de l'opprimé à l'égard des victoires de l'armée créée par la révolution d'Octobre.

C'est également un phénomène de classe que les premières réactions franches des capitalistes « *démocratiques* » aux succès de l'Armée rouge. Ceux-ci – les toutes premières batailles victorieuses – ont déjà fait apparaître dans la presse les sentiments antisoviétiques – et les activités – des « *démocrates* ». Les armées nazies sont encore profondément enfoncées en Russie, elles sont encore intactes, néanmoins déjà des voix autorisées chez les « *démocraties* » indiquent leur trouble à l'idée d'une victoire soviétique décisive sur l'ennemi fasciste.

Un éditorial du *New York Times*, incontestablement le porte-parole le plus responsable et le plus sobre du capitalisme américain, entreprend « *de discuter franchement le problème* ». Il dit :

« Lentement, inexorablement, les armées russes continuent à avancer vers l'ouest... L'un après l'autre, les bastions nazis supposés imprenables tombent devant leur assaut... »

Mais au fur et à mesure que l'Armée rouge plonge en avant, beaucoup de questions se posent, à beaucoup de gens, quant à savoir quels sont les ordres écrits sur ses drapeaux, et, plus grandes sont les victoires russes, plus insistantes deviennent ces questions. Elles sont soulevées dans les conversations privées, dans la presse, à la radio et au Congrès. Et elles comportent le danger de fournir un terrain fertile à la dernière propagande nazie, par laquelle Hitler espère échapper aux conséquences de sa défaite — la propagande qui brandit l'épouvantail d'une domination bolchevique en Europe dans un effort pour effrayer le monde et ainsi paver le chemin d'une paix de compromis. Dans ces circonstances, ce serait plus dangereux qu'utile d'ignorer ces questions [...]

Les craintes et soupçons sur la Russie reposent fondamentalement sur deux considérations. La première est que la Russie va utiliser les groupes communistes dans d'autres pays comme des instruments de conquête idéologique. A cet égard, on ne peut pas ne pas relever que des dépêches de Washington hier indiquaient que l'ambassade soviétique fait circuler une traduction anglaise d'un éditorial de la *Pravda*, assurant une ferme revendication sur la Bessarabie, l'Esthonie, la Lettonie et la Lithuanie, en assurant qu'elles font partie de la Russie. C'est une revendication que notre gouvernement n'a pas acceptée.

[...] La Russie a accepté le principe de la Charte de l'Atlantique [...] Des engagements liant les Russes à l'observation de ses principes ont été établis par l'accord d'assistance mutuelle anglo-russe du 26 mai 1942 et le Pacte d'Aide pour

la Guerre du 11 juin 1942 et ce fut sur la base de leur acceptation par les Russes que tant l'Amérique que la Grande-Bretagne ont accepté d'étendre l'aide matérielle et autre à la Russie — si elle est sollicitée.

Dans ces circonstances, il semble clair que de nouveaux accords, plus explicites, sont nécessaires pour donner un contenu concret à la Charte de l'Atlantique. » (*New York Times*, 14 février 1943).

C'est assez clair. La référence à la « *première crainte* » concernant les groupes staliniens à l'étranger est de toute évidence de pure forme. C'est la seconde qui est le vrai problème. Le capitalisme américain n'a pas reconnu et n'a pas l'intention de reconnaître — et le ton du *Times* l'indique — la revendication de l'Union soviétique à des frontières stratégiques. C'est sur la base de cette non-reconnaissance (telle qu'elle est contenue dans les « *principes* » de la Charte de l'Atlantique), que l'Angleterre et l'Amérique ont « *aidé* » l'Union soviétique — et, on peut le supposer, seulement sur cette base. Il est temps maintenant d'exiger de l'Union soviétique des garanties plus astreignantes et matérielles (« *explicites* », « *concrètes* ») que l'Europe d'après-guerre sera construite en conformité avec les prévisions de Washington. Et si ces garanties ne viennent pas...

Pendant les jours qui ont suivi cet éditorial, comme le *Times* l'a heureusement noté dans un édito du 17 février, « *nombre de décrets et résolutions préparant l'après-guerre ont été présentées au Congrès* ». Le sénateur Gillette a proposé des négociations immédiates pour une charte d'après-guerre afin de « *donner substance* » à la Charte Atlantique. « *Au point où on en est, a-t-il dit, « il n'y a pas de garantie que les déclarations contenues dans cet accord se cristallisent en actes* ». Le Représentant Kee a proposé que Roosevelt « *sans délai inutile, conclue des accords avec quelques Nations Unies et d'autres membres de la communauté des nations souveraines, pour assurer et maintenir la loi, l'ordre et la paix* » (avec quels autres membres ? La Finlande ? Les Etats baltes ?). Bref, la bourgeoisie américaine exige « *sans délai inutile* » des garanties, plus satisfaisantes encore, que l'Union soviétique se soumettra, après la guerre, à la Paix de Washington.

La Finlande apparaît maintenant comme le premier cas dans lequel il sera rigidement insisté sur ces garanties. En fait, c'était prévu depuis longtemps : Washington n'a jamais déclaré la guerre à l'envahisseur de la Carélie finnoise. Pour cette question, cependant, la déclaration de guerre britannique à la

Finlande n'a pas empêché Churchill de rencontrer l'ambassadeur finlandais à Ankara, le baron Yrjö Koskinen, pendant sa visite en Turquie, comme l'a indiqué une dépêche United Press de Stockholm du 12 février. Qu'il nous soit permis de rappeler que la Grande-Bretagne est encore en guerre avec la Finlande. Cependant, cette entrevue, sans précédent entre représentants de pays en guerre, est mentionnée comme en passant dans la presse américaine, laquelle ne dissimule pas sa solidarité de classe avec le capitalisme finlandais contre l'Etat Ouvrier.

La question des « *frontières stratégiques* »

La Finlande, en fait, est bien sur le chemin de redevenir la « *pauvre petite Finlande* » de la guerre soviéto-finnoise de 1939-1940. Nous lisons dans la presse des déclarations dont la signification ne peut échapper. Le président Risto Ryti ¹ vient de faire un discours que le *New York Times* du 3 février a fort justement titré « *Le Président finlandais en appelle aux Alliés* » et qu'il a été très prompt à écouter dans un éditorial qui disait :

« Si les Etats-Unis gagnent, il y a de bonnes chances pour que les droits finlandais à l'auto-gouvernement et aux débouchés économiques soient respectés. Ils le seront si l'Amérique a quelque chose à dire à ce sujet » (5 février 1943).

Quels « *débouchés économiques* » ? Pour la bourgeoisie finlandaise, cela veut dire une Grande Finlande embrassant de grosses portions du territoire soviétique. Qu'est-ce que c'est pour la bourgeoisie américaine ? Dans son édito du 5, la guerre de la Finlande contre l'Union soviétique est encore définie comme une « *agression* ». Douze jours plus tard cependant, la guerre de Finlande a subi très vite une modification immense. Les Allemands exigeaient des Finlandais des « *facilités de transit* » qui leur permettaient d'installer des troupes à eux dans ce pays. Ces troupes étaient de nouveau la raison des attaques aériennes de la Russie contre la Finlande, ce qui, à son tour, a poussé la Finlande à « *une guerre défensive* » (7 février 1943).

Le *Times* ment et sait qu'il ment. Pourquoi la bourgeoisie finlandaise a-t-elle été plus que volontiers d'accord avec ce que l'Allemagne nazie « *exigeait* »,

1. **Rysto Heikki Ryti** (1889-1956), avocat, président de la Finlande de 1940 à 1944 ; condamné à 10 ans de prison en 1944.

contrairement à ce qu'elle a fait en choisissant la guerre en 1939 plutôt que d'accepter l'offre soviétique d'un échange de territoires pour donner à Leningrad une frontière plus défendable contre l'Allemagne ? Pourquoi la bourgeoisie finnoise a-t-elle **préféré** combattre aux côtés de la bourgeoisie allemande plutôt que du côté de l'Armée rouge ? De toute évidence, il y a là un critère de **classe** et c'est en fonction de lui que la bourgeoisie finnoise a choisi. Le *Times* est muet là-dessus et se tait aussi sur les objectifs expansionnistes de « *Grande Finlande* » pour lesquels Mannerheim¹ a dirigé l'invasion de la Carélie soviétique et pour laquelle il a donné aux Allemands des ports à partir desquels ils peuvent couler les bateaux américains se dirigeant vers Mourmansk. Au lieu de cela, le *Times* blâme pour tout « *la politique de puissance* » de l'Allemagne comme de l'Union soviétique. A lire ces éditoriaux, on ne peut guère se douter que les Etats-Unis sont virtuellement alliés de l'Union soviétique. En fait, cette alliance n'est rien pour la bourgeoisie américaine en comparaison de l'appel au secours de leurs frères de classe, les capitalistes finnois alliés de l'Axe.

L'atmosphère à Londres et Washington a déjà encouragé le gouvernement en exil à abandonner sa prétention antérieure d'harmonie avec l'Union soviétique. Dans une conférence de presse le 21 février à Londres, le premier ministre, le général Wladislaw Sikorski², annonçant une protestation formelle à Moscou, a déclaré :

« Pour le moment, je ne puis nier qu'il y ait avec l'URSS de grosses difficultés. Elles peuvent et doivent cependant être surmontées. A la frontière polono-russe, ce qui se décide, ce n'est pas seulement le problème polonais mais aussi la question de la paix en Europe centrale et orientale, aussi bien que toute l'attitude des Soviétiques à l'égard de la démocratie.

La radio clandestine des Russes en Pologne – la station Kosciuszko – appelle toujours les Polonais à un soulèvement général et exige que je donne des ordres à cet effet. Je ne peux donner un tel ordre parce que je risquerais de noyer ma propre nation dans une mer de sang. Ce n'est pas le moment [...].

1. Baron **Carl von Mannerheim** (1867-1951), militaire finlandais, général de l'armée russe, commande la répression contre la révolution en 1917, régent en 1918, maréchal en 1933, commande contre la Russie en 39-40 ; plus tard président de 44 à 46.

2. **Wladyslaw Sikorski** (1881-1943), général et homme politique, collaborateur de Pilsudski, il s'oppose à son coup d'état en 1926 ; réfugié en France il prend la tête du gouvernement polonais en exil en 1940.

Les Russes ont parachuté des gens en Pologne centrale et orientale ¹. Ce ne sont pas tellement des chefs de guérillas que des dirigeants de la guerre politique interne. Ils ont organisé des cellules communistes, mais, jusqu'à présent cependant, sans résultats. »

En dépit de rapports contraires, il n'est pas vrai que notre gouvernement ait donné des instructions pour les combattre activement. S'il y a eu des incidents localement, ils sont spontanés. Une propagande souterraine utilise à tort ces arguments mais le gouvernement polonais n'a eu recours qu'à une protestation officielle contre « *l'intervention d'éléments étrangers dans les affaires intérieures de l'Etat polonais* » (*New York Times*, 22 février 1943).

Cette déclaration est particulièrement importante car, jusqu'à présent, Sikorski a été le leader officiel de l'aile de la bourgeoisie polonaise « *collaborationniste* » avec les soviets, et a été vivement critiqué par les anti-collaborationnistes, qui contrôlent la plus grande partie de la presse polonaise aux Etats-Unis et ailleurs. Cette déclaration montre bien qu'il n'y a pas entre les deux ailes de vraies divergences : seulement que, jusqu'à présent, sous la pression britannique, Sikorski avait gardé le silence en public et que maintenant cette pression s'est relâchée avec l'avance de l'Armée rouge.

Dans sa conférence de presse, Sikorski demande « *le rétablissement des frontières polonaises d'après-guerre* ». Cela veut dire que ce qui était autrefois la Pologne orientale, habitée surtout de Biélorussiens et d'Ukrainiens, opprimés nationalement par la Pologne et qui, en 1939, a été incorporée dans les républiques biélorussienne et ukrainienne de l'Union soviétique, devraient être rendues à la bourgeoisie polonaise [...] Il est douteux que Staline prenne le risque de revenir sur cette incorporation à laquelle son prestige est lié étroitement. En outre, naturellement, la bourgeoisie polonaise n'a aucun droit sur ces minorités nationales qu'elle a opprimées si brutalement.

Les véritables revendications de Sikorski vont en réalité bien au-delà et leur dimension réelle a été bien indiquée par Frederick Kuh, le chef bien informé du bureau de Londres du *Sun* de Chicago le 5 février 1943 :

1. Il s'agissait en réalité de Polonais, probablement membres du NKVD, parachutés par les Russes à des dates différentes pour reconstituer un Parti ouvrier polonais clandestin : Marcelli Nowotko, Pawel Finder et Boleslaw Molojec.

« On sait que le général Sikorski, au cours de sa récente visite à Washington, a remis au président Roosevelt un mémorandum sur les futures frontières polonaises [...] Que veut Sikorski ? Son gouvernement de Londres pense à créer une Grande Pologne. Comprendrait-elle la Prusse orientale, toute la Silésie, et, à l'ouest, la partie de la Pologne limitée par l'Oder, [...] Teschen tchécoslovaque [...], Vilna ? [...] Le retour au tracé de la ligne du traité de Riga de 1921, englobant des millions d'Ukrainiens et de Blancs Russiens ? »

Résumons cette question des « *frontières stratégiques* ». Washington et Londres refusent de reconnaître comme territoires soviétiques la Lituanie, la Lettonie, l'Esthonie, la Bessarabie, la Biélorussie occidentale et l'Ukraine de l'ouest, ainsi que le territoire finnois devenu partie de la Carélie soviétique. Par ailleurs, Staline, dans son Ordre du Jour du 23 février, cite explicitement comme terres soviétiques « *la Biélorussie, la Lituanie, l'Esthonie, la Lettonie, la Moldavie (incluant l'ancienne Bessarabie) et la Carélie* ».

Le vrai problème

[...] Quelle est la base de ce conflit ? La bourgeoisie « *démocratique* » prétend que le seul problème est la préservation de l'« *indépendance* » nationale de la Finlande, de la Pologne, de la Roumanie et des Pays Baltes. Cette hypocrisie ne serait pas difficile à démasquer si Staline ne jouait pas dans leurs mains. Grâce à sa conception bureaucratique et nationaliste de la défense de l'URSS, le côté soviétique du conflit est également présenté en termes de frontières et d'acquisitions territoriales. En outre, la politique erronée de Staline l'empêche d'expliquer à la classe ouvrière mondiale l'objectif des acquisitions territoriales. On voit là la continuité fondamentale entre la politique de Staline pendant la période du pacte avec Hitler et actuellement.

La tâche du révolutionnaire est de dresser les masses du monde pour la défense de l'Union soviétique en tant que partie de la révolution mondiale. Mais Staline n'est pas un révolutionnaire et ce n'est pas sa méthode. Staline n'a pas expliqué au prolétariat international que ses revendications territoriales sur la Finlande en 1939 devaient assurer les défenses de Leningrad contre une attaque de l'Allemagne nazie ; au contraire, il assurait en public à Ribbentrop¹ que

1. **Joachim von Ribbentrop** (1893-1946), ministre des affaires étrangères allemand en 1938. Condamné à Nuremberg et pendu.

l'unité nazi-soviétique était « *cimentée par le sang* » versé dans le partage de la Pologne. Dans ces conditions, l'invasion soviétique de la Finlande et la partition de la Pologne ont fait perdre à l'Union soviétique la sympathie du prolétariat mondial [...], une perte plus lourde, disait Trotsky, que toutes les annexions territoriales réalisées par les méthodes réactionnaires de Staline. Les masses sont aujourd'hui avec l'URSS, mais si Staline réapparaît comme l'envahisseur et le dépeceur des petites nations, encore sans explication, ses méthodes bureaucratiques vont réveiller les soupçons de 1939-40 et écarter de l'Union soviétique la sympathie des masses du monde entier. Ce qui est un terrible danger pour l'avenir immédiat.

[...] Il nous faut expliquer, ce que Staline ne peut faire et ne fait pas, l'enjeu réel de ce conflit déclaré sur les frontières. Contre qui, ces garde-frontières ? Avant tout, pas contre les petits pays directement concernés, Finlande, Pologne, Roumanie, Pays Baltes. En réalité, ils en appellent simplement à la solidarité de classe de Washington et de Londres contre l'Etat Ouvrier. Cet appel, il y est répondu et il a sans doute été suggéré. Ce qui apparaît superficiellement comme un conflit de frontières, ce sont en réalité les premiers pas du bloc anglo-américain pour préparer contre l'Union soviétique de nouveaux super-Wrangels¹. [...]

Y a-t-il des gens politiquement formés qui croient réellement que Churchill et Roosevelt sont intéressés par l'indépendance nationale des petites nations ? Parlez-en aux peuples de l'Afrique, de l'Asie [...]. Ces gens, dans les « *démocraties* » qui refusent ces territoires à l'URSS agissent ainsi seulement pour y chercher des tremplins contre l'Etat ouvrier. Ils aimeraient répéter aussi vite que possible avec plus de succès ce qu'a fait en 1918-20 Winston Churchill, leader de l'intervention impérialiste mondiale. [Tout cela] démontre le caractère fondamentalement erroné des méthodes bureaucratiques et nationalistes de Staline pour défendre l'URSS. Vaine est sa recherche de frontières « *stratégiques* » à l'époque des bombardiers, des parachutistes et des tanks.

1. **Piotr N. Wrangel** (1878-1928), général tsariste, fut le dernier grand chef Blanc de la Guerre civile. C'est Trotsky qui avait employé l'expression « *super-Wrangel* » pour désigner les candidats à la destruction par la force de la Russie soviétique, en l'occurrence Hitler.

L'Union soviétique restera en danger de mort tant que le capitalisme sera la force dominante à l'échelle mondiale [...].

Nous ne savons pas encore si le général Sikorski dit la vérité quand il mentionne le parachutage par les soviétiques, dans ces zones (Pologne orientale) de gens engagés dans l'organisation d'un soulèvement contre les nazis. Que semblables activités soient au moins envisagées est indiqué par une dépêche United Press de Moscou du 22 février, mentionnant une lettre envoyée à Staline par Dimitrov¹ pour le CE de l'IC — première mention de cet organisme depuis le 22 juin 1941—, dans laquelle il promet de « consacrer de plus grands efforts afin qu'au moment décisif nous puissions aider avec succès la création d'une guerre universelle anti-hitlérienne à l'arrière des fascistes allemands ».

Pour prévenir une avance de l'Armée rouge en Pologne et dans les Balkans, Sikorski presse Washington et Londres d'ouvrir un second front dans les Balkans. En public, l'opposition soviétique au front Afrique du Nord-Balkans n'a jamais été indiquée qu'indirectement : importants comptes rendus de la presse soviétique sur les manifestations à l'étranger pour un second front, insistance de la presse stalinienne sur le fait qu'il avait été promis par Roosevelt et Churchill en janvier 1942 [...]. Mais nous le répétons : l'antagonisme fondamental entre le système de la propriété privée et celui de la propriété nationalisée ne sera pas gommé par un tournant de Churchill et de Roosevelt, de plans pour un front aux Balkans à des plans pour un front à l'ouest. Si nous risquons de l'oublier, la décision de Washington de porter ses forces armées à onze millions nous le rappellerait avec force [...]. Arthur Krock², le correspondant à Washington du *New York Times*, écrit au sujet du témoignage secret du général Marshall³ devant la commission du Congrès :

« [...] On peut spéculer que l'une des raisons fut celle-ci : pour empêcher le type de paix qui empêchera une nouvelle guerre, les Etats-Unis doivent mettre une force militaire écrasante en nombre derrière ses délégués à la conférence de paix » [...]

1. **Georgi Dimitrov** (1882-1949), communiste bulgare, fonctionnaire de la Comintern, il en était devenu le secrétaire général après avoir fait figure de héros face aux juges nazis, dans le procès de Leipzig pour l'incendie du Reichstag en 1933.

2. **Arthur Krock** (1886-1914) était correspondant du *New York Times* à Washington depuis 1932.

3. **George C. Marshall** (1889-1959), général, chef d'état-major de l'armée des EU de 1939 à 1945. Il donnera plus tard son nom à un plan, semble-t-il, par Clifford Clark.

La presse Luce¹ rapporte :

« Peut-être le programme du général Marshall était-il l'assurance contre la possibilité qu'une Russie victorieuse domine tout le continent européen ».

Fièvre diplomatique

Les premières victoires de l'Armée rouge ont été suivies par une furieuse explosion d'initiatives diplomatiques dans les capitales neutres [...] On a remarqué particulièrement l'activité des cercles diplomatiques au Vatican où Roosevelt a été le premier président américain à envoyer un ambassadeur. Ce n'est qu'une coïncidence si l'archevêque américain Spellman² (il a rencontré Roosevelt avant son départ, selon le *Times* du 1^{er} mars) est arrivé à Rome la même semaine où le gendre de Mussolini était accrédité comme ambassadeur au Vatican³. La diplomatie du Vatican est ouvertement anti-soviétique et elle a un certain soutien, comme l'écrit la presse Luce, parlant du voyage de Spellman :

« L'Eglise considère la progression de la doctrine communiste et de l'influence russe comme son premier problème [...] Un des moyens de s'opposer à une sphère d'influence russe serait une Confédération catholique, avec son axe chez les catholiques austro-hongrois, soutenus par les partis agrariens danubiens et comprenant peut-être l'exilé Otto Habsbourg⁴ qui a, semble-t-il, d'importants amis dans la place. Mais la restauration des Habsbourg rencontrerait trop de résistance des francs-maçons socialistes tchèques, des Yougoslaves pro-russes [...] L'invasion de l'Europe d'Hitler pourrait passer par les Balkans. Le meilleur moyen d'éviter un malentendu avec les Russes serait un rapprochement complet avec Moscou. Faute de cela, les plans attribués au Vatican seraient des rares encore soumis à considération réelle. D'importantes sources à Washington rapportaient qu'« au moins un certain soutien de la part des EU pourrait être donné à ces plans » (*Time*, 22 février 1943).

1. **Henry R. Luce** (1898-1967) était un grand patron de la presse américaine avec *Time*, *Fortune* et *Life*.

2. **Francis J. Spellmann** (1889-1967), prêtre catholique des EU, évêque en 1932, était archevêque de New York en 1939. Il fut fait cardinal en 1946.

3. Il s'agit du comte **Galeazzo Ciano di Cortelazzo** (1903-1944), ministre des affaires étrangères qui avait abandonné Mussolini et avait été nommé ambassadeur au Vatican. Il fut condamné à mort par un tribunal fasciste et fusillé.

4. **Otto de Habsbourg** (né en 1912), descendant du dernier empereur Austro-hongrois, se présentait comme chrétien social.

Nous pouvons être sûrs qu'à quelque étape de ce drame diplomatique apparaîtra l'aristocratie Junker qui constitue l'état-major d'Hitler. Contrairement à la plupart des généraux occidentaux, les Junkers sont d'excellents politiciens, avec une longue tradition de pouvoir. En 1918, ils ont balancé le Kaiser par-dessus bord [...] Avec une nouvelle révolution et une nouvelle défaite, ils seront tout à fait disposés à balancer par-dessus bord Hitler et à suivre le cap de « *la liberté* ». Ils préféreront certainement sauver le capitalisme en appelant les armées anglo-américaines plutôt que de permettre que l'Armée rouge franchisse la frontière allemande ¹. Et rappelons qu'en 1918, l'ennemi vaincu reçut instruction dans les termes de l'armistice dicté par les Alliés de maintenir les troupes du général von der Golz ² dans les Pays Baltes où ils écrasèrent les soviets lettons.

Dans la guerre comme en temps de paix, la théorie stalinienne du « *socialisme dans un seul pays* » démontre sa faillite et ce fait est souligné tous les jours par les réactions de la bourgeoisie aux premières victoires de l'Armée rouge. Les armées presque intactes des EU et de la Grande-Bretagne ont attendu l'arme au pied pendant que l'Armée rouge était saignée à blanc. Sur le plan militaire, l'Union soviétique ne peut espérer l'emporter sur le capitalisme mondial. Seules les troupes de choc de la révolution prolétarienne peuvent rétablir la balance. En dépit de Staline et contre lui, nous avons confiance : la révolution d'Octobre étranglée, qui a si souvent démontré sa vitalité persistante, trouvera la voie de l'unité avec la révolution européenne.

1. Tout ce qui précède est entièrement conforme à ce que nous savons de la conspiration qui s'était développée sous la direction de chefs militaires allemands, du milieu *Junker*, **Henning von Tresckoff**, **K. H. von Stülpnagel**, le maréchal **von Witzleben** etc., démasqués et massacrés en 1944 après un attentat manqué contre Hitler réalisé par le colonel **von Stauffenberg**.

2. **Rüdiger von der Golz** (1865-1946), général allemand, proche de **Guillaume II**, massacreur des ouvriers finlandais puis acteur du putsch de **Kapp**, rallié aux nazis.

Felix Morrow

Notes sur les Alliés et le fascisme italien¹

Les « démocraties » et les démocrates italiens

Depuis les premiers jours de la guerre, les « *démocraties* » ont été sourdes aux avis non sollicités des démocrates. Les antifascistes italiens pro-alliés expliquaient que « *la meilleure façon de gagner cette guerre c'est en armant et en soutenant la révolution européenne* ».

Mais les seules armes qu'on leur a données c'est comme soldats individuels dans les armées britannique et américaine. Washington a décliné l'offre de Randolfo Pacciardi², ancien commandant de la Brigade Garibaldi en Espagne, qui essayait de constituer une force d'antifascistes italiens à débarquer en Italie dans une occasion comme l'était la chute de Mussolini. En revanche, Washington a accepté la proposition d'Otto de Habsbourg de former un bataillon autrichien, qui n'a guère eu de succès à cause d'une opposition générale.

1. Extrait de *Fourth International*, IV, août 1943, « The First Phase of the Revolution ».

2. **Randolfo Pacciardi** (1899-) avocat républicain, condamné au *confino*, s'enfuit et se réfugie en Suisse en 1926. Commandant du bataillon Garibaldi des Brigades internationales en Espagne, critique du rôle des staliniens, blessé au front. Il vit ensuite aux EU, revient en 1944. Plusieurs fois ministre après-guerre.

Toutes les tentatives d'émigrés italiens d'assurer un soutien officiel ou officieux à une révolution furent vaines ; leurs émissions à destination de l'Italie se virent interdire les attaques contre la monarchie et les chefs de l'armée.

Tout cela s'est passé au cours d'une période dans laquelle personne n'aurait prétendu que la politique était dictée par les besoins militaires ; il n'était pas alors question d'une venue alliée en Italie. Même quand il y eut des offres de collaboration venant des Britanniques qui, on le sait, prirent à un moment contact avec Lussu¹, le chef du Parti d'Action, les négociations furent rompues quand Lussu posa comme condition de la collaboration le renversement de la monarchie ; les Britanniques insistaient pour la préserver.

La politique anglo-américaine après la chute de Mussolini n'a été qu'une simple continuation de la ligne antérieure. Le prétexte ostensible pour les séries de déclarations faites pendant la semaine qui précéda la prise de fonction de Badoglio², fut la commodité pour les questions militaires. On pourrait peut-être persuader Badoglio et le Roi de se rendre et cela aurait sauvé la vie de nombre de nos garçons.

C'est probablement pour faciliter cette manœuvre que les bombardements de l'Italie furent arrêtés pendant deux semaines durant lesquelles — précisément parce que les masses italiennes voyaient dans l'arrêt des bombardements un signe que Badoglio allait dans la direction de la paix — Badoglio fut capable de survivre à la vague révolutionnaire et de réorganiser l'armée au moins en se débarrassant des soldats qui refusaient de tirer sur les manifestations.

Il est tout à fait certain qu'à cette époque Churchill, Roosevelt et Eisenhower³ surent ce qui était depuis longtemps clair pour le commun des mortels. Badoglio ne voudrait ni ne pourrait faire la paix à ce moment.

1. **Emilio Lussu** (1870-1975), Sarde, avocat, membre du Parti sarde d'action, invité à Moscou, agressé par les Chemises noires, arrêté, il s'évade du *confino* et fonde Giustizia e Libertà. Aux Etats-Unis en 1940, anime le mouvement antifasciste. Ministre après-guerre.

2. **Pietro Badoglio** (1871-1956), maréchal, avait pris la tête du gouvernement à la mort de Mussolini.

3. **Dwight D. Eisenhower** (1890-1969), général américain, était depuis 1942 commandant en chef des forces alliées sur le théâtre européen et était en 1943 commandant suprême pour l'Italie.

Loyauté de classe à travers les champs de bataille

En fait, si leur seule motivation avait été de précipiter l'Italie hors de la guerre aussi vite que possible, l'arrêt de deux semaines des bombardements est incompréhensible. Les nécessités militaires dictaient non seulement la poursuite des bombardements mais d'autres actions militaires, comme l'a fort bien montré l'historien Gaetano Salvemini¹ dans un article écrit le 5 août (le lendemain du jour où le *New York Times* reporta que « *les appels radio d'Afrique du Nord recommandent tous la Maison de Savoie* »). Salvemini écrivait :

« On se serait attendu à ce que M. Churchill et M. Roosevelt n'aient pas cessé les opérations de guerre après la chute de Mussolini, mais les continuent de façon aussi intensive que possible, en écrasant la machine de guerre italienne vite et complètement, sans accorder la moindre attention à ce que pouvaient faire à Rome le roi ou Badoglio à Rome [...] »

Ou au moins, si on n'avait pas gardé à ne rien faire aux Etats-Unis un homme comme Randolph Pacciardi, mais si on lui avait permis de rassembler autour de lui quelques centaines de volontaires et que lui et ses hommes aient été disponibles en Sicile le jour de l'annonce de la chute de Mussolini, on aurait pu les envoyer immédiatement à Civitavecchia et, de là, ils auraient marché sur Rome, peut-être sans rencontrer de résistance. Même s'ils avaient échoué, été pris et exécutés, ç'aurait été des volontaires italiens, pas des Américains ou des Britanniques qui auraient perdu la vie et l'impact de leur tentative aurait été immense dans toute l'Italie. L'aventure aurait valu un procès.

Mais les sages du Département d'Etat n'ont pas autorisé Pacciardi à aller là où il pouvait être utile. Mais une centaine de paras largués sur Rome la nuit suivant la démission de Mussolini, auraient pu désorganiser totalement ce centre névralgique de l'administration militaire italienne et aurait plongé Rome dans une horrible confusion » (*New Republic*, 14 août)

Au lieu de cela, les centres nerveux de l'administration militaire italienne se sont vus accorder un répit qu'ils ont employé contre la révolution. Ce n'est que comme des actes de soutien à Badoglio et au roi, sur la question de faire ou non la paix, que l'on peut expliquer les

1. **Gaetano Salvemini** (1883-1957), écrivain et journaliste, « *méridionaliste* », fondateur de l'*Unità* ; socialiste réformiste puis radical ; antifasciste, s'exile et vit aux Etats-Unis.

déclarations anglo-américaines : la réprimande de Roosevelt au journaliste radio de l'OWI qui avait parlé du « *stupide petit roi* », la déclaration de Churchill aux Communes qu'il ne voulait pas « *briser toute la structure et l'expression de l'Etat italien* » ou voir l'Italie réduite à l'état de « chaos et d'anarchie » (27 juillet) ; la déclaration de Roosevelt qu'il « *était prêt à négocier avec quiconque n'était pas membre du gouvernement fasciste* », et qu'il voulait « *empêcher ce pays de plonger dans l'anarchie* » (30 juillet) ; la déclaration du *New York Times* : « *Il est vraisemblable que les axes politiques internes sont établis et que les éléments antifascistes recherchent leurs propres avantages. Il y a des éléments qui montrent que les communistes sont lourdement impliqués dans nombre de désordres. Le désordre générerait la poursuite de la guerre contre Hitler* » (1^{er} août).

Milan-Rome : Contraste en « démocratie »

Après les deux semaines d'arrêt du bombardement, il a recommencé de nouveau le 5 août avec un grand raid britannique sur Milan et d'autres villes industrielles du Nord. Puis, trois fois en quatre jours — les 12, 14 et 15 août, — Milan a reçu les bombes britanniques de « *saturation* ». La ville en est ressortie non seulement avec ses usines mais ses quartiers ouvriers réduits à des décombres, la population s'enfuyant à la campagne et vers la sécurité de Rome.

Pourquoi Milan ? Depuis la chute de Mussolini, Milan a été le centre des grèves, des manifestations et des heurts avec la police et les troupes. C'est là qu'il y a eu les actions les plus révolutionnaires : la prise d'assaut de la prison Cellari et la libération des prisonniers politiques, des manifestations faisant face avec succès aux ordres de dispersion ; des troupes désobéissant aux ordres de tirer sur les ouvriers ; la saisie des anciens bureaux des fascistes par les organisations antifascistes ; là, les travailleurs ont commencé par sortir les fonctionnaires « fascistes » du local syndical et en ont fait celui de leur syndicat ; c'est là qu'ont commencé les grèves pour la paix qui se sont répandues dans tout le nord. Milan était le phare de la révolution. Toutes les dépêches de Berne jusqu'au 12 août indiquaient Milan comme le centre du mouvement

ouvrier montant. C'est pourquoi ce spécialiste de l'étude des révolutions qu'est Churchill a fait raser ses quartiers ouvriers.

Si les démocraties avaient considéré le mouvement antifasciste comme un allié, l'exemple de Rome montre comment Milan aurait été bombardé s'il l'avait été. Au cours des deux raids sur Rome, les bombardiers de précision américains furent utilisés, qui attinrent avec précision les centres ferroviaires et les installations militaires. Les officiers qui les commandaient se vantaient qu'il n'y eut qu'une église endommagée en dépit de la dévastation du reste ! Pensez à cela et pensez ensuite au bombardement de saturation du prolétariat de Milan. Le collaborateur de Mussolini pendant 21 ans, le Pape, et ses propriétés, sont ceux qui doivent être ménagés à tout prix, mais pas les ouvriers de Milan. Le moindre dommage fait aux usines de Milan paralysées par la grève a été le bombardement précis au lieu du bombardement de saturation de la ville — appréciez la différence dans les échelles — pour la destruction et la disruption du mouvement ouvrier de Milan.

Qu'est-ce qui aurait été le plus utile si le but réel était la lutte contre le fascisme ? La question se résout d'elle-même.

Inutile de dire que les « *antifascistes* » du *Daily Worker*, du *New Leader* etc., n'ont pas dit un mot sur le massacre du Milan prolétarien. Le jour où l'on annonce que Milan avait été bombardé trois fois, les rédacteurs staliniens assoiffés de sang ne se plaignirent que de ce que Rome n'avait pas été bombardée : « *La Ville Eternelle ne peut pas être retirée de la guerre...La question de savoir si on va encore bombarder Rome n'est pas une question d'humanitarisme. C'est une question de guerre. Nous ne pouvons lever le pied un moment* ». Quant à nous, nous ne manquerons pas de dire aux survivants du PC de Milan comment leurs camarades de parti américains ont manifesté leur solidarité.

Pourquoi l'hostilité de Washington et de Londres à ce que tout le monde respectable — les staliniens, les social-démocrates, tous les partis antifascistes d'Italie, et en général l'opinion publique bourgeoise, la presse et la radio des démocraties — disent que ce sera une révolution démocratique, conduisant à une république démocratique bourgeoise ?

Les critiques « *socialistes* » et « *démocrates* » de la politique anglo-américaine ne sont pas capables d'expliquer sa motivation. Niant le caractère prolétarien de la révolution qui vient, ils ne peuvent expliquer l'hostilité des démocrates bourgeois aux révolutions démocratiques bourgeoises. [...]

L'Étincelle ?

Le *New Leader* ne peut que se plaindre que la politique Roosevelt qui « *néglige de tenir le pouls de la volonté nationale. Le moindre inconvénient occasionné par des désordres serait un prix bien réduit à payer pour une telle manifestation de l'esprit démocratique* ». Infiniment plus sérieux, Roosevelt et Churchill savent que « *le moindre inconvénient* » d'une révolution italienne victorieuse serait l'étincelle qui enflammerait la révolution européenne et que le « *prix bien réduit* » en serait la fin du capitalisme mondial.

Felix Morrow

Les mouvements antifascistes en Italie¹

(Extraits)

Felix Morrow commence cet article par un recensement et une estimation de la valeur des sources dont on dispose aux Etats-Unis pour écrire sur ce qui se passe au même moment en Italie. Il souligne la partialité et souvent la malhonnêteté des sources, radio américaine, presse stalinienne, etc. Il ajoute ces intéressantes remarques de conclusion pour son étude des sources, que nous utilisons ici comme introduction à ce qu'il écrit des partis.

On peut bien entendu prendre le peu d'informations authentiques et procéder à la façon du savant, qui reconstruit un animal préhistorique à partir de quelques ossements, pour tenter de donner une image complète de la situation actuelle en Italie. Malheureusement l'analogie avec la science de l'anatomie n'est qu'une métaphore. En 1931, pendant les premiers mois de la révolution espagnole, il n'y avait ni guerre ni censure et les lettres arrivaient avec quelque régularité et pourtant Trotsky, écrivant de Prinkipo, était obligé de dire que c'était comme jouer aux échecs les yeux bandés. En ce moment, nous sommes

1. Extraits de « The Italian Revolution », *Fourth International*, IV, septembre 1943, pp. 267-273.

dans la situation d'ignorer la valeur ou les dispositions des hommes de l'échiquier italien. C'est dans ces limites que nous devons essayer d'analyser les événements en Italie.

Le mouvement élémentaire des masses

Les porte-parole des différentes tendances politiques revendiquent le crédit pour les grèves et manifestations révolutionnaires, mais, avec toute la considération due aux activités des groupes clandestins, le mouvement tempétueux des masses porte la marque d'un mouvement élémentaire parti d'en bas.

Quel était l'état réel d'organisation des partis antifascistes à la veille de la chute de Mussolini ? Une brochure datée de septembre 1942, écrite par des porte-parole de l'une des principales tendances, le Parti d'Action, et les groupes Justice et Liberté, parlait de « large propagande », d'une presse clandestine « à une échelle sans précédent », de « la tenue de réunions politiques », de « groupes de combat formés dans presque toutes les villes et villages » et d'« une stricte coordination de toutes ces unités » (pour rendre justice au Parti d'Action **en Italie**, on doit noter que ces affirmations ont été faites par des émigrés ici et pas dans la presse clandestine). Les staliniens ont dit la même chose.

Si ces affirmations étaient vraies, on avait affaire à un phénomène nouveau dans l'histoire. Toutes les autres révolutions qui ont éclaté dans des conditions d'illégalité des organisations ouvrières ont été des mouvements élémentaires des grandes masses sans le bénéfice de l'organisation. La répression tsariste n'était pas totalitaire ; entre 1912 et 1917 les bolcheviks avaient une presse légale et il y avait des sociétés d'assurance (fraternités) ouvrières légales ; et pourtant nous savons combien étaient faibles les partis clandestins de Russie à la veille de février 1917 et le peu d'influence qu'avaient même les bolcheviks sur les grèves révolutionnaires et les manifestations qui ont renversé le tsar.

De même en Allemagne en 1918, les Spartakistes étaient illégaux mais nombre de leurs sympathisants étaient dans le Parti social-démocrate indépendant et les révolutionnaires disposaient d'une fraction de l'appareil des syndicats légaux. La révolution de novembre fut une explosion des masses qu'aucun parti ne dirigea. Dans les conditions de la répression totalitaire en

Italie, il est peu vraisemblable que les partis clandestins aient construit plus d'organisations en juillet 1943 que les partis ouvriers en février 1917 et novembre 1918.

Les années de propagande et d'activité clandestine sont bien entendu non seulement un moyen indispensable de former des cadres pour les futurs partis de masse, mais aussi un levain pour les masses dans leur ensemble. Mais il est significatif que la presse clandestine du Parti d'Action, seule source d'information sur une grande grève en mars de cette année de 50 000 ouvriers turinois, n'assure pas que c'est ce parti qui l'a dirigée. Nous avons certains aveux tristes de l'ennemi de classe, comme dans le discours du Pape, le 13 juin, dans lequel il se plaignait qu'on distribuait des tracts manuscrits et « *que la propagande circulait [...] particulièrement dans la classe ouvrière, assurant que le Pape souhaitait la guerre* ». Mais ces faits ne signifient pas que les partis clandestins étaient à la tête du mouvement de masse dans les grandes grèves des 26-28 juillet. Toute l'expérience de la clandestinité jusque là indique que les cadres de parti qui sont réellement organisés sont trop peu nombreux, quand se développe une situation révolutionnaire, pour assumer la direction des actions de masse. Parmi les dirigeants que les ouvriers lancent en avant dans les premières grèves et manifestations, il y a des membres individuels de partis, mais ni la situation ni la préparation antérieure ne leur permettent d'agir en tant que membres de leur organisation. Si c'était vrai pour le parti révolutionnaire le mieux organisé de l'Histoire en février 1917, c'était incontestablement bien plus vrai encore des partis réformiste et centriste en Italie.

Après que l'explosion initiale ait créé de larges zones dans lesquelles les partis ont été capables de sortir de la clandestinité et d'opérer de façon semi-légale sous la protection du mouvement de masse, les masses sont de plus en plus passées sous le contrôle des partis. Les petits cadres sortant de la clandestinité sont recouverts par une masse de recrues. On peut en croire le rapport de Berne dans les premiers jours après la chute de Mussolini selon lequel des dizaines de milliers rejoignent tous les jours le Parti socialiste ; c'est sûrement vrai aussi des autres partis. Mais, si vite que grandissent les partis dans une situation révolutionnaire, il reste que le gros du mouvement, grèves, manifestations, heurts avec la police et les troupes, etc. se déroule sans direction d'en-haut. Les ouvriers d'une ville donnée obtiennent des résultats que peut-être

même un parti révolutionnaire, pensant en termes de perspective nationale et internationale, n'appellerait pas à tenter de réaliser. Un exemple typique s'est produit dans la ville italienne de Côme, selon une dépêche de Zürich :

« Les autorités municipales de Côme ont annoncé que leur ville n'avait rien à voir avec la guerre et qu'à partir de maintenant, il y aurait un hôpital municipal, ouvert seulement pour la charité ».

Toutes les usines de la ville travaillant pour l'Armée italienne ont été obligées d'arrêter leur production et toutes les troupes, y compris les états-majors, ont été priées de quitter la ville (*New York Times*, 27 août).

Cette audace — une seule ville décidant de quitter la guerre et mettant l'armée à la porte ! On peut s'attendre à de sanglantes représailles de Badoglio si la ville demeure isolée.

Quand les masses font grève, manifestent, se heurtent à la police et aux militaires, apprenant l'ampleur de leur force dans l'action, s'informant d'une ville à une autre qu'elles sont prêtes à s'unir pour détruire leur oppresseur commun, elles apprennent aussi les limites de l'action élémentaire. En dépit de tout ce qu'elles ont fait, la guerre continue. Les masses prennent de plus en plus conscience de la nécessité de quelque chose de plus : une action réellement coordonnée sur le plan national et un plan précis de combat pour la paix et la liberté : c'est-à-dire la nécessité d'un état-major général des masses, un parti. De plus en plus, le développement ultérieur de la révolution va dépendre des partis, de leurs programmes ou mots d'ordre immédiats et de leurs rapports mutuels.

Ce que les différents partis demandent aujourd'hui est très difficile à établir d'après les maigres rapports disponibles. Cependant nous connaissons les programmes qu'ils défendaient les années précédentes. Essayons de tracer la physionomie des principaux d'entre eux. Ce qui suit repose non seulement sur la littérature correspondante mais sur des discussions avec des personnes bien informées, représentant ou adhérant aux différents partis.

Les partis feront leur chemin dans les masses maintenant essentiellement à travers les vieux ouvriers ou travailleurs agricoles qui restés fidèles à la tradition socialiste et communiste et à l'expérience de la période préfasciste. Aucun nouveau parti n'a émergé encore [...].

Le Parti socialiste aujourd'hui

En émigration, la direction du PSI a scissionné à la fin des années 20. Nenni et autres se sont réunifiés avec les « *unitaires* » (réformistes) pour s'appeler Parti socialiste et revenir à la IIe Internationale. Les autres, les maximalistes, ont vécu en exil, publiant *Avanti*, et se sont évanouis en tant que tendance organisée quand la guerre a éclaté. Le PS s'est prononcé pour la guerre « *des démocraties* » et sa délégation londonienne ne peut se distinguer des exilés social-démocrates les plus chauvins.

Une minorité dirigée par Pietro Nenni¹, proche collaborateur des staliniens pendant la guerre d'Espagne, a défendu le pacte Hitler-Staline et pris une position « *anti-guerre* »; son inspiration stalinienne est apparue quand il a tourné au chauvinisme après le 22 juin 1941.

Néanmoins il apparaît que sa position « *antiguerre* » jusque là a été plus proche du sentiment révolutionnaire des ouvriers socialistes et le groupe Nenni a regagné une certaine autorité pendant cette période. Quand la direction majoritaire a été bouclée et empêchée de fonctionner par Vichy, Nenni a prétendu parler au nom du parti en concluant divers « *pactes* » avec les staliniens. A un moment, il apparaît que la majorité a décidé d'exclure Nenni qui émerge cependant d'un bref séjour dans une prison italienne, est présenté par les staliniens comme le porte-parole officiel du Parti socialiste [...].

En fait, la ligne véritable du PS en Italie aujourd'hui semble un peu différente, non dans les principes fondamentaux mais suffisamment, dans sa formulation et son orientation, pour démentir le tableau qu'en présentent les staliniens.

La ligne des staliniens est à 100 % pour s'incliner devant les « *démocraties* » et les soutenir sans aucune critique en tant que « *libérateurs* » : silence sur la question du renversement de l'institution monarchique ; départ — pas renversement — de Badoglio et « *abdication* » de Victor-Emmanuel, c'est-à-dire son remplacement par un autre roi.

1. **Pietro Nenni** (1891-1981), directeur de l'*Avanti !* en 1921, avait émigré en 1926. Il avait été en Espagne commissaire général des Brigades internationales

Le PS, quant à lui, a publié un Manifeste une semaine environ après la chute de Mussolini, qui tient un tout autre langage. Le texte que nous avons est incomplet mais les coupures qui y sont faites ainsi que la traduction ont été faites par une source pro-alliés, ce qui fait que les divergences avec les staliniens pourraient bien être plus marquées dans l'original.

[*Morrow reproduit ensuite ce texte et poursuit :*]

Il est clair que ce document reste dans les limites de la démocratie bourgeoise et du soutien de la guerre des « *démocraties* ». Néanmoins il diffère des staliniens parce que 1) il appelle au renversement de la monarchie — qui est totalement inacceptable pour les « *démocraties* », 2) il suspecte les objectifs de paix et « *les cercles dirigeants des Nations Unies* », 3) il fait une distinction entre « *l'indépendance de notre lutte politique à l'égard de celle que certaines nations ont mené contre le fascisme* », 4) il recherche une « *collaboration étroite avec ceux qui sont "dans la tradition de Gobetti et de Rosselli"* ¹ » — ce qui signifie principalement le Parti d'Action et le groupe Justice et Liberté — et ne fait référence que pour la forme à l'union de ses efforts à ceux d'autres groupes. Particulièrement significative est sa tiédeur à l'égard de la collaboration, non seulement avec les staliniens, mais aussi les groupes oppositionnels catholiques démocrates ; ce qui indique que ces derniers ne sont pas considérés comme une force sérieuse aujourd'hui car il est peu vraisemblable que le Parti socialiste, avec une perspective limitée à une république démocratique bourgeoise, aurait quelque raison de principe de s'opposer à la collaboration avec les catholiques. D'un autre côté, les staliniens, cherchant à rester dans les limites acceptables pour Roosevelt et à Churchill — y compris le maintien de la monarchie — font beaucoup de bruit autour des catholiques et autres éléments démocrates de droite en tant que membres du « *front national* », afin de les utiliser, comme en

1. **Piero Gobetti**, (1901-1926), lycéen et étudiant avec Gramsci, « *libéral* » avec beaucoup de sympathie critique pour les communistes, collaborateur de l'*Ordine nuovo*, il publie à partir de 1922 *La Rivoluzione liberale*, et devient aux yeux de Mussolini un de ses principaux ennemis. Deux fois agressé et grièvement blessé par les Chemises noires, il émigre en France en novembre 1925 et meurt de ses blessures en février 1926. **Carlo Rosselli** (1899-1937), journaliste, démocrate socialisant, fondateur d'une des premières unités de combattants en Espagne pendant la guerre civile, assassiné par des tueurs aux ordres de Mussolini, en France, avec son frère.

Espagne loyaliste, comme un contrepoids conservateur contre les organisations ouvrières.

Ainsi, de plusieurs façons, le Parti socialiste réformiste apparaît aujourd'hui à la gauche des staliniens. Une fois de plus, la politique du Parti communiste rend possible la poursuite de l'existence et même le développement du Parti socialiste, dont il est certain que, de son côté, il ne jouera pas un rôle moins réactionnaire que le stalinisme dans les développements ultérieurs de la révolution.

Le Parti d'Action et Giustizia e Libertà

La victoire de Mussolini en 1925, lors de la crise provoquée par l'assassinat de Matteotti¹, a vivement illuminé la faillite des partis socialistes et démocratiques traditionnels et l'impuissance du parti communiste, et a donné naissance chez les intellectuels et les étudiants à une vive aspiration à quelque chose de « *neuf* » dans l'antifascisme. Comme on pouvait s'y attendre, ce « *neuf* » s'est révélé en vérité bien ancien.

Ce fut l'apparition du terrorisme, expression du désespoir des démocrates petits-bourgeois : il y eut au moins quatre tentatives d'assassiner Mussolini en 1926. Des « *organisations de combat* » d'étudiants surgirent. En Sardaigne, Emilio Lussu fonda le Mouvement d'Action, avec pour seule idéologie la violence armée contre la violence armée fasciste. Carlo Rosselli, Gaetano Salvemini et autres fondèrent des journaux clandestins qui prêchaient l'action « *offensive et pas défensive* », en d'autres termes, sans perspective sérieuse [...].

Ce désir de s'opposer au fascisme s'exprima dans de nombreux gestes héroïques, mais futiles et, entre 1926 et 1929, nombre de ces hommes rejoignirent en prison les ouvriers communistes. Ils furent particulièrement enthousiasmés par les spectaculaires vols aériens de Bassanesi et Dolci au-dessus de Milan, en juillet 1930, et celui de Lauro de Bosis au-dessus de Rome

1. **Giacomo Matteotti** (1885-1924), juriste, député socialiste ; ses interventions à la Chambre des députés en font l'ennemi n°1 de Mussolini qui le fait assassiner : c'est le début d'une grave crise du régime fasciste.

en 1931¹, lançant des tracts révolutionnaires, et par différents attentats contre la vie de Mussolini [...].

Pendant ce temps, jusque vers 1928, le Parti communiste avait à juste titre expliqué au peuple que l'action offensive « *dans les conditions données* » était une absurdité. Ce qu'il fallait, c'était former des cadres marxistes, des groupes bien enracinés de dirigeants qui comprendraient qu'il fallait des méthodes patientes et lentes pour rassembler l'avant-garde ouvrière, plonger des racines dans les masses ouvrières des usines et des campagnes, se préparer pour la catastrophe financière ou militaire finale du régime fasciste ou une explosion révolutionnaire ailleurs en Europe, qui fournirait l'occasion de renverser le régime. La perspective marxiste, comme le temps passait, se montrait infiniment supérieure aux gestes, spectaculaires mais dénués de sens, des rebelles petits-bourgeois, et la jeunesse se tournait de plus en plus vers le Parti communiste.

C'est précisément à cette conjoncture qu'arrivèrent de Moscou les formules de la « *troisième période* » : pas de front unique avec les autres groupes d'opposition ; caractérisation des socialistes comme « *social-fascistes* », des anarchistes comme « *anarcho-fascistes* », etc., et une perspective identique à celle dont les rebelles petits-bourgeois étaient fatigués et se détournaient de l'« *action offensive* ». Si Moscou avait délibérément cherché à perpétuer l'existence indépendante de ce mouvement petit-bourgeois confus, il n'aurait pu trouver meilleur moyen que ceux de la « *troisième période* ».

Ce tournant « *à gauche* » explique la vitalité renouvelée du mouvement petit-bourgeois qui a trouvé sa principale forme d'organisation pour la décennie suivante dans Giustizia e Libertà, fondé par Carlo Rosselli et Emilio Lussu après leur célèbre évasion de la prison de Lipari en août 1929. Son premier manifeste condamnait les limites « *constitutionnelles-morales* » de l'antifascisme des partis traditionnels et se déclarait « *mouvement révolutionnaire et non parti* », unissant « *républicains, socialistes et démocrates* » afin de combattre « *pour la liberté, la république, la justice sociale* ».

Comme si elle jugeait nécessaire d'expliquer comment un mouvement d'une telle pauvreté d'idées pouvait jouer un rôle important, la dernière histoire officielle de Giustizia e Libertà écrit :

1. Ces hommes étaient des modérés. Lauro de Bosis comptait sur le Pape pour condamner Mussolini !

« Quoique la combativité antifasciste du Parti communiste attirât beaucoup de jeunes, ses attaques pour disqualifier les autres oppositions et cette même culture dont la destruction provoquait une insurrection nationale de la conscience morale et de nouvelles formations révolutionnaires, empêchèrent le Parti communiste d'assumer la fonction de successeur complet des oppositions ».

Ce mouvement était suffisamment dangereux pour conduire Mussolini à faire assassiner Carlo Rosselli près de Paris en juin 1937. Malgré son confusionnisme, ce mouvement montra beaucoup de perspicacité. Pendant la crise éthiopienne, il fut la seule tendance en-dehors des trotskystes à insister sur le fait que l'antifascisme ne devait pas soutenir les sanctions des « *démocraties* » contre l'Italie, mais se baser sur la lutte interne contre le régime. Nombre de ses meilleurs camarades tombèrent dans la guerre civile d'Espagne où les antifascistes italiens devinrent légendaires par leur supériorité au combat sur les conscrits de Mussolini ; de façon confuse mais dans la bonne direction, ils protestèrent contre la conservatrice « *défense de la république espagnole* » et appelèrent à « *la défense de la révolution espagnole* ». Quand la ligne gauchiste de la « *troisième période* » fut suivie des crimes staliniens de celle du Front populaire, cela durcit la détermination des éléments autour de Giustizia e Libertà de s'éloigner du stalinisme, alors, puis quand l'attaque de l'URSS par les nazis renvoya les staliniens vers les « *démocraties* ».

On sait que maintenant les groupes de Giustizia e Libertà sont entrés dans le Parti d'action fondé par Lussu, lui-même fondateur de la première. En 1931, Trotsky caractérisa cette tendance comme démocrate de gauche, avec pour plus proche équivalent les sr de Russie. Au cours des dix dernières années, elle a pris une coloration plus socialiste peut-être mais demeure « sans classe », petite-bourgeoise, avec beaucoup d'exagération du patriotisme national ancienne manière. Sa principale divergence de principe avec les staliniens est probablement sur la monarchie, dont elle continue à insister pour qu'elle soit renversée.

La ligne stalinienne dans l'Italie d'aujourd'hui

Telle que l'exposent le *Daily Worker* et l'hebdomadaire *L'Unità del Popolo*, la ligne stalinienne coupe le souffle par sa crudité. Dans *Independent News* de Moscou (ICN), elle est indiquée dans des dépêches de Berne

ostensiblement comme celle d'une radio illégale Milano Libertà parlant au nom de la coalition de cinq partis (les autres sont le Parti socialiste, d'action, chrétien démocrate et « reconstruction libérale ») ; il y a incontestablement pas mal de collaboration entre eux puisque tous se bornent à la perspective d'une révolution bourgeoise démocratique. Mais nous n'avons pas le droit ni aucune raison d'adopter l'affirmation des staliniens selon laquelle les autres organisations partagent la responsabilité des formulations attribuées à cette prétendue coalition.

Dans les onze jours cruciaux entre la démission de Mussolini le 25 juillet, et le 4 août, les staliniens n'ont pas appelé à chasser Badoglio ni le roi. Au contraire, ils les louaient d'avoir congédié Mussolini :

« Nous remercions tous ceux qui, comprenant la volonté de la nation, ont aidé à chasser le tyran par l'action au sommet » (*Daily Worker*, 28 juillet).

Voici comment répondait le spécialiste de l'étranger James S. Allen¹, à ceux qui protestaient contre l'accord avec Badoglio :

« Badoglio est un phénomène nouveau. Il n'est pas Pétain. Il n'est pas Darlan. Il n'est pas seulement le Badoglio de la guerre d'Ethiopie [...] Il est l'homme qui, dans ce moment de transition bref mais décisif de la résurrection nationale se trouve confronté avec l'impérieuse volonté nationale de paix [...] On peut éviter la guerre civile si Badoglio fait la paix. Aussi, lancer le mot d'ordre contre tout accord avec Badoglio, en aucune circonstance, même si ça voulait dire sortir l'Italie de l'Axe d'un coup et tout de suite [...] c'est tout embrouiller » (*Daily Worker*, 31 juillet).

Le même Allen devait expliquer cinq jours plus tard :

« Quand il devint clair que Badoglio cherchait simplement à gagner du temps [...], l'attitude à l'égard de son gouvernement, tant des gouvernements alliés que du front antifasciste en Italie, changea. La coalition des cinq partis commença par accroître sa pression sur le régime et, quand [il apparut] que cela ne donnait aucun résultat, appela à son renversement » (*Daily Worker*, 5 août).

Le mot « *renversement* » fut ainsi employé pendant quelques jours et il y eut même une dépêche ICN de Berne sur un appel à « *l'armement du peuple* ». Cependant une autre dépêche de Berne, beaucoup plus autorisée cette fois

1. Sol Auerbach, devenu **James S. Allen** (1904-), membre du PC en 1928, milita aux JC et remplit d'importantes missions pour la Comintern. Il était probablement agent des « *services* ».

puisqu'elle venait de Moscou, corrigea le reporter de Berne à la tête chaude et établit comme suit la ligne précise :

« Le lendemain [4 août], l'opposition lança les mots d'ordre suivants : renvoi de Badoglio, abdication du roi et formation d'un gouvernement national pour la paix » (*Daily Worker*, 23 août).

Et c'est depuis lors la ligne stalinienne : renvoi — et **pas** renversement révolutionnaire — de Badoglio et abdication du roi, ne mettant pas fin à la monarchie, mais remplacement du roi Victor-Emmanuel par le Prince héritier Umberto¹, celui-ci nommant quelqu'un d'autre à la place de Badoglio.

La même dépêche de Moscou explique pourquoi les staliniens n'ont pas d'abord avancé « *un veto immédiat contre le roi et Badoglio* » :

« C'aurait été une folie que d'avoir comme premier objectif, le 26, la lutte pour renverser Badoglio et obliger le roi à abdiquer. Personne n'aurait compris pareil mot d'ordre. Aux yeux des plus éclairés dans le peuple, le roi et Badoglio apparaissaient comme les fossoyeurs de Mussolini ».

Comme nous l'avons vu, ces « *gens éclairés* » comprenaient les staliniens avec leurs louanges sur l'action « *au sommet* » de Badoglio et son rôle de « *phénomène nouveau* ».

La principale fonction du « *gouvernement pour la paix* » aurait été la reddition inconditionnelle aux forces anglo-américaines que recommandait ainsi *Milano Libertà* :

« Les pays démocratiques n'exigent rien du peuple italien, rien de la nation italienne. [...] Ce qu'ils exigent, c'est la capitulation du fascisme et de ses complices [...] Les armées démocratiques, qui avancent avec ce programme, sont donc nos alliés, nos amis » (*Daily Worker*, 28 juillet).

Il est difficile de croire que ces dépêches décrivent la ligne telle qu'elle est aujourd'hui fournie aux ouvriers bombardés de Milan. Selon toute probabilité, les formules des dépêches ne sont que pour la consommation étrangère, car quoi que soient les fonctionnaires staliniens, ils ne sont pas assez stupides pour repousser les masses qu'ils veulent influencer. Non que la ligne appliquée

1. **Victor-Emmanuel III**, (1869-1947). Roi d'Italie en 1900, prit les titres d'empereur d'Ethiopie en 1936 et roi d'Albanie en 1939; il abdiqua en 1946. Son fils **Humbert II**, (1904-1983) fut roi d'Italie de mai à juin 1946.

aujourd'hui en Italie soit moins une trahison : elle est probablement plus intelligente.

La contradiction dans le stalinisme italien

Il faut reconnaître que non seulement le stalinisme essaie de trahir la révolution italienne, mais qu'il a une réelle capacité à le faire. Sans aucun doute, les principaux cadres politiques dans le prolétariat appartiennent au Parti communiste. Le parti jouit du prestige d'avoir assuré le gros de la lutte clandestine [...] Il ne pouvait en être autrement. Sous le fascisme, les membres et sympathisants du Parti communiste ne pouvaient apprendre la vérité sur le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme, partout ailleurs ; il n'y eut rien de comparable en Italie où le stalinisme a toujours été opposé au régime ; et bien entendu, elles ne voulaient pas croire ce qu'elles lisaient dans la presse fasciste. Pour eux, le parti restait le mouvement léniniste qu'il avait été en 1922. On doit ajouter le fait que le parti de la Comintern, toujours capable de financer activité et publications, était bien plus attirant pour les militants clandestins que le Parti socialiste qui n'assurait que des rations de famine occasionnelles grâce à ses partis frères à l'extérieur.

Mais si, émergeant de la clandestinité, le parti avait les meilleurs cadres du prolétariat à sa disposition, il ne faut pas considérer cela comme une source de force de durée indéfinie pour le stalinisme. A la différence des fonctionnaires qui, en émigration, sont devenus les outils corrompus et consentants du stalinisme, les rangs du parti qui sont restés et ont souffert en Italie ne sont pas staliniens. Un fait indicatif du calibre moral des communistes italiens est que, aussi tard que 1931, alors que l'appareil des autres partis de la Comintern était complètement stalinisé, il a pu y avoir une importante scission dans la direction italienne sur la question du trotskysme. Trois membres du comité politique, Blasco (Tresso) Feroci (Leonetti) et Santini (Ravazzoli) sont devenus trotskystes.

On ne pouvait s'attendre à ce que cet exemple soit suivi par la base, car eux avaient eu accès à l'information de l'extérieur et aux écrits politiques que le membre clandestin moyen ne pouvait connaître. Il est peut-être plus significatif encore que nombre de communistes, bien que ne réussissant pas à comprendre

le véritable caractère du stalinisme, aient développé une forte méfiance à l'égard de la Comintern à travers leurs expériences avec elle.

Les ordres de Moscou ou de Paris, lancés par quelques bureaucrates légers essayant de « *produire* », ont eu parfois pour résultats des conséquences désastreuses. C'est typique des années trente que l'apparition d'un fonctionnaire de la Comintern dans une ville industrielle avec des tracts appelant à la grève générale. Les cadres locaux de base du parti, péniblement construits pendant des années, protestaient en disant que la seule conséquence de leur diffusion serait la destruction des cellules de parti, mais exécutaient cependant la directive.

Arrêtés et emprisonnés pour de lourdes peines, ils comparaient leur expérience avec celle des autres communistes : comme dans celles du tsar, les cellules du parti dans les prisons de Mussolini, étaient des écoles de marxisme. Une discussion aboutissait à l'accord général d'une cellule communiste que les directives de la Comintern avaient été erronées dans un exemple donné ; et cela menait à un examen plus approfondi du programme de la Comintern pour l'Italie. Ainsi les geôles formaient-elles bien des communistes dissidents. Ceux qui avaient eu le courage moral de combattre le fascisme n'allaient pas plier devant ce qu'ils croyaient erroné dans le parti. Quelques-uns furent exclus ou s'en allèrent, mais peut-être y en avait-il encore plus toujours dans le parti à la chute de Mussolini.

Aussi y a-t-il là une profonde contradiction avec l'organisation stalinienne. D'un côté, elle est revêtue d'un grand prestige moral. De l'autre, ceux qui lui ont gagné ce crédit moral n'iront probablement pas plus loin avec la politique stalinienne au moment où elle change, passant de l'opposition des vingt-et-un ans écoulés au soutien d'un régime patronné par les Alliés. Tant que la lutte en Italie demeurait clandestine, le stalinisme pouvait identifier soutien des « *démocraties* » et lutte pour la paix et la liberté des dernières décennies. Mais c'est une tout autre affaire que de dépeindre les forces anglo-américaines comme des libérateurs quand l'AMGOT (l'administration des Alliés) est déjà au travail en Italie (pour ne pas parler de ce qui arrivera s'il tente de gouverner les ouvriers du Nord de la façon dont il traite les paysans en Sicile !) ; et quand Roosevelt et Churchill trouvent leur Darlan — peut-être Badoglio lui-même — et insistent pour le maintien de la monarchie.

Dans des pays comme l'Angleterre et les EU, il y a un faible pourcentage de membres qui sont restés au Parti communiste tout au long de sa dégénérescence. Il faut cependant se souvenir qu'ils se sont adaptés au stalinisme sur une longue course de temps ; et que Trotsky leur paraissait fou quand il prédisait en 1928 que le stalinisme finirait en chauvinisme. En Italie cependant, dans de nombreux cas, ce sera comme si un communiste de 1922 était confronté à la ligne stalinienne de 1943. On peut prédire à coup sûr que les cadres du nouveau parti marxiste révolutionnaire viendront de ces communistes et des jeunes qu'ils formeront.

Pas d'illusions : le stalinisme va faire des ravages avant d'être surmonté. Mais en plus de la contradiction fondamentale que nous avons relevée dans les rangs du parti, il est également important de réaliser que ni ce parti ni les autres ne contrôlent encore le mouvement des masses qui reste dans une large mesure élémentaire et explosif. Avant que le stalinisme réussisse à le canaliser, le mouvement va probablement faire tomber bien des choses et créer une arène de démocratie ouvrière dans laquelle les révolutionnaires rompant avec le stalinisme vont lutter pour gagner les masses. Après vingt-et-un ans de totalitarisme, il y aura une résistance, très répandue parmi les ouvriers, aux méthodes totalitaires des staliniens. Il y aura des jours difficiles pour les révolutionnaires, mais aussi de sérieuses possibilités de succès. Avant tout, eux et les révolutionnaires de partout sur le continent ont de leur côté la terrible urgence de transformer le spectacle de dévastation qu'est l'Europe en Etats-Unis socialistes d'Europe.

Marcel Hic¹

Ouvriers, Paysans et Soldats italiens !

Manifeste du Secrétariat européen de la Quatrième Internationale

Après avoir opprimé et exploité, brimé et spolié, sacrifié et saigné le peuple italien pendant vingt années, le fascisme vient en 24 heures de disparaître de la scène politique italienne. Le peuple italien tout entier est dans la joie : le départ de Mussolini ne peut signifier pour lui que le début d'une ère nouvelle, ne peut signifier que la paix, ne peut signifier que la liberté, ne peut signifier qu'un travail paisible et du pain.

Il est vrai que Victor-Emmanuel, qui, il y a trente ans, appela Mussolini au pouvoir, reste en place et fait l'important ! Il est vrai que Badoglio, un des serviteurs fidèles de Mussolini prend en main les rênes du pouvoir ! Il est vrai que l'état de siège est proclamé ; les rassemblements sont dispersés ; les grèves interdites ; la police est autorisée à faire usage de ses armes ! Il est vrai qu'on proclame que la guerre continue ! Il est vrai que la milice fasciste subsiste, intégrée à l'armée ; il est vrai que les grèves sont réprimées comme par le passé !

1. **Marcel Hic** (1915-1944), enseignant, dirigeant du POI, puis du Secrétariat provisoire européen qu'il constitue en 1943, il est arrêté en octobre, meurt à Dora.

Mais chacun sent que derrière ces gestes autoritaires se dissimule la pire faiblesse. Le Maréchal crie « *Jusqu'au bout* ». Mais il se prépare à capituler. Il annonce les pires mesures contre quiconque troublera l'ordre mais partout on manifeste, on discute ; partout on est dans l'attente de la fin définitive de ce cauchemar.

Est-ce pourtant vraiment la fin ? La bourgeoisie italienne s'est débarrassée du fascisme en 24 heures, comme on met à la porte un valet menteur et voleur. Elle a ainsi démontré que le fascisme n'était rien d'autre qu'un simple instrument entre ses mains. Elle a réduit à néant tous les bavardages sur l'Etat nouveau, sur le socialisme mussolinien, sur la 4ème Italie. Mais en même temps, elle a démontré qu'elle était prête à se débarrasser d'un serviteur devenu gênant, à renoncer au supergendarme fasciste, pourvu qu'elle continue à régner, opprimer et exploiter. Elle a démontré qu'elle était prête à signer un compromis pourvu que soit préservé son droit au profit. Mais tant que subsistera la domination de la bourgeoisie, tant que la Montecatini et Ansaldo, tant que la Fiat et les agrariens resteront les maîtres de l'Italie, tant que les généraux et les politiciens gouverneront en leur nom, rien ne sera changé pour le peuple italien.

De nouveaux coups de théâtre vont-ils changer cela ? La capitulation devant les Alliés va-t-elle libérer définitivement le peuple italien ? M. Churchill a tenu sur ce point à ne pas laisser aux ouvriers, paysans et soldats italiens la moindre illusion. Il a défini la mission des Alliés comme une « *immense tâche de police* ». Il a expliqué que les Anglais et les Américains se garderaient bien, par des méthodes brutales, de susciter le désordre et l'anarchie, c'est-à-dire le mécontentement populaire, qu'ils agiront au contraire, par la pression et le chantage pour amener un gouvernement fort à mettre à leur disposition les ressources de l'Italie et permettre de continuer la guerre contre l'Allemagne dans de meilleures conditions.

Vous entendez ! Continuer la guerre, maintenir l'ordre, assurer la police ! C'est le langage de Badoglio, le langage de Mussolini qui continue. Le général Alexander¹ en Sicile n'a-t-il pas d'ailleurs demandé aux *fasci* de venir se mettre

1. **Harold Alexander** (1891-1969), général, dirige l'évacuation de Dunkerque des troupes britanniques, commande en Méditerranée puis en Sicile en juin et en Italie en septembre 1943.

sous sa protection ? Il faut préserver les précieuses troupes de l'ordre et de la réaction capitaliste.

A Alger déjà, les Anglo-Américains ont montré comment ils entendaient libérer les peuples ; ils n'ont ouvert les prisons que pour verser les condamnés politiques dans l'armée ou les bataillons du travail : ils n'ont substitué au régime de Vichy qu'un autre régime de Vichy où règnent les mêmes réactionnaires, les mêmes généraux et les mêmes agents de la haute finance. Le rationnement, les salaires de famine, le marché noir, tout cela continue.

Non, ce n'est pas cela que veulent les masses populaires italiennes. Ce qu'elles veulent, c'est manger à leur faim, c'est être libre afin de parler, de lire et de chanter ; ce que veulent ses soldats, c'est rentrer chez eux ; ce que veulent ses paysans, c'est être débarrassés des agrariens ; ce que veulent ses ouvriers, c'est voir cesser une exploitation éhontée, c'est retrouver le droit de revendiquer et de se défendre par l'action syndicale et par la grève.

Mais cela, les ouvriers italiens ne l'obtiendront que par leur propre action. Ni la guerre de Badoglio, ni celle de Churchill n'est leur guerre. La seule guerre qu'ils veulent mener, c'est la guerre aux capitalistes, aux agrariens et aux fascistes : c'est la guerre à tous ceux qui entreprendront de défendre les gendarmes et les profiteurs de l'ordre. C'est la guerre qui se mène, à l'usine, à la ville, au village, contre le patron, le propriétaire foncier, le cacique en chemise noire. Vingt années de souffrance, d'humiliation, de terreur doivent être vengées. Elles seront vengées !

OUVRIERS, PAYSANS ET SOLDATS ITALIENS !

Vous vous préparez à l'action ! Vous ne laisserez pas passer dans la rue un seul cacique, pas un seul sbire fasciste sans lui rendre coup pour coup tout ce qu'il a fait endurer à vos frères et à vous depuis vingt ans.

Vous exigerez que Mussolini, que Ciano¹ et ses hiérarques du parti, que

1. Comte **Galeazzo Ciano di Cortellazo** (1903-1944), diplomate, gendre de Mussolini, ministre des affaires étrangères en 1946, membre du Grand conseil fasciste, ambassadeur au Vatican, il abandonne en 1943 son beau-père qui le fera fusiller.

Gayda¹ et ses propagandistes soient immédiatement traduits devant un tribunal du peuple.

Vous exigerez la *démobilisation* immédiate de toute l'armée, le rapatriement immédiat de tous les prisonniers, le licenciement immédiat de toute la milice et la police.

Vous exigerez la *libération* immédiate et l'*amnistie* pour tous les antifascistes exilés, emprisonnés ou en résidence forcée, la liberté d'organisation pour tous les partis politiques.

Vous exigerez l'*augmentation immédiate des salaires* et la réduction des temps de travail. Vous imposerez le respect du *droit syndical* et du *droit de grève*, en recourant chaque fois que cela sera nécessaire à la grève pour l'imposer.

Vous imposerez le contrôle populaire sur le ravitaillement et les marchés, la fermeture des restaurants de luxe, etc. Vous exigerez la *libre parution de la presse ouvrière*, sans contrôle ni censure de qui que ce soit.

Vous exigerez des élections immédiates à une *Convention nationale* ouverte à tous les Italiens et Italiennes de plus de 18 ans, à l'exception de tous les anciens dignitaires du parti fasciste.

Vous exigerez la signature immédiate d'*une paix sans indemnités ni annexions*. Vous vous opposerez à toute participation, directe ou indirecte, de l'Italie à la guerre impérialiste.

Ces revendications sont celles du peuple italien tout entier. Elles ne sont pas celles des capitalistes et des généraux. Elles ne sont pas davantage celles de Churchill et de Roosevelt. Il faudra lutter pour les imposer. Dès maintenant, il faut partout, dans chaque usine, dans chaque village, préparer la grève générale pour ces objectifs. Il faut que, dans chaque usine, dans chaque village, le plus grand nombre possible d'ouvriers, de paysans, d'antifascistes, se réunissent, confrontent leurs idées, leurs opinions, serrent les coudes, se préparent à l'action. Il faut qu'ils désignent les meilleurs d'entre eux pour élaborer un plan concret d'action, des mots d'ordre d'immédiat. Il faut que ces *Comités d'action* prennent contact d'usine à usine, de ville à ville, de province à province. Il faut dresser un

1. **Virginio Gayda** (1895-1944), directeur d'*Il Giornale d'Italia* et l'un des plus virulents propagandistes du fascisme.

front puissant de tous les ouvriers et de tous les paysans : il faut une direction nationale des luttes.

Dans cette lutte, vous ne vous heurterez pas seulement demain aux politiciens séniles d'une bourgeoisie décrépite, aux forces armées de la police et de la réaction. Vous trouverez en face de vous l'armée anglaise et l'armée américaine. Souvenez-vous que si Churchill et Roosevelt sont vos ennemis, les soldats anglais et américains doivent devenir vos alliés ; *fraternisez* avec eux, montrez-leur qu'en se faisant les instruments de la réaction en Europe ils préparent le triomphe de la réaction dans leur propre pays. Invitez-les à lutter à vos côtés contre les exploiters et les oppresseurs, les affameurs et les massacreurs, par-delà les champs de bataille, par-delà les frontières, tendez la main aux prolétaires de toute l'Europe. Montrez-leur la voie. Que l'Italie lève le flambeau de la Révolution socialiste véritable.

Car c'est de cela en définitive qu'il s'agit : de reprendre la lutte interrompue en 1923, de la mener jusqu'à la victoire. Demain, à nouveau, les prolétaires italiens devront occuper les usines et les grands domaines. Demain à nouveau, les *Arditi del Popolo*¹ se lèveront pour briser la tentative de la réaction.

Mais l'expérience d'une révolution manquée en 1920 a enseigné au prolétariat italien que la lutte révolutionnaire ne saurait s'arrêter avant la victoire totale et définitive, avant la conquête totale du pouvoir pour le prolétariat, avant le triomphe mondial du socialisme. C'est pourquoi la lutte qui s'engage aujourd'hui n'est pas seulement pour les libertés, pas seulement une lutte pour la grève générale et le contrôle ouvrier, mais une lutte pour l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Les Comités d'action doivent devenir les organes véritables du pouvoir ; de leur congrès doit sortir le gouvernement des ouvriers et des paysans qui expropriera les expropriateurs, nationalisera les usines, donnera la terre aux paysans travailleurs, règlera la production non pour le profit mais pour le bien-être de tous, garantira le règne des masses travailleuses, tendra la main au prolétariat mondial pour que naissent les Etats-Unis socialistes du monde.

Pour mener victorieusement cette lutte, le prolétariat ne peut faire confiance ni aux vieux partis de la démocratie libérale, ni aux bavards socialistes

1. Les *Arditi del Popolo* étaient une milice ouvrière hors parti surgie dans les années 20, qui soutint des combats victorieux contre le fascisme, notamment à Parme.

qui n'ont su que capituler honteusement devant le fascisme. Il ne faut pas davantage faire confiance au Parti communiste, dont le rôle n'est plus aujourd'hui que de se servir de la classe ouvrière pour défendre par tous les moyens la domination d'une bureaucratie qui a usurpé l'héritage d'Octobre et décore ses privilèges du nom de socialisme. Non, le prolétariat ne peut et ne doit avoir confiance qu'en lui-même. Dans le feu des luttes surgira le parti révolutionnaire qui le conduira à la victoire. Les meilleurs militants, les militants les plus audacieux, les plus combattifs se rassembleront autour du programme de la Révolution permanente, autour du drapeau de Lénine et de Trotsky. Ils rejoindront les rangs de la Quatrième Internationale.

PROLETAIRES ITALIENS !

Vous n'avez à perdre que vos chaînes ! Vous avez un monde à gagner : la voie de la Révolution socialiste vous est ouverte. Marchez-y délibérément ! Les prolétaires révolutionnaires du monde entier n'attendent que votre exemple. La Quatrième Internationale les ralliera à vos côtés.

Regards perçants, trop vite voilés :

Sur les Partisans yougoslaves

Le rôle de l'action des Partisans yougoslaves commandés par l'ouvrier croate Josip Broz, devenu dans ce combat Tito¹, est l'un des événements capitaux de la Deuxième Guerre mondiale. Une résistance paysanne encadrée par des ouvriers et de jeunes intellectuels communistes devient un des centres de celle-ci à l'occupant italien puis allemand, mais aussi à la bourgeoisie « résistante » qui regarde du côté des Alliés, notamment les Tchetsniks de l'officier serbe Mihajlovic², qui se réclame de l'autorité du roi Pierre II, réfugié à Londres, qui en fait son ministre de la Guerre. Ainsi commence un long conflit entre Staline et Tito, avec des hauts et des bas, qui va aboutir à une rupture spectaculaire, grâce à laquelle on connaîtra assez bien l'histoire de ce mouvement et de ce conflit, une étape importante de la crise du stalinisme mondial. Mais n'y avait-il pas là de quoi intéresser des trotskystes ?

1. **Josip Broz**, dit **Tito** (1892-1980), ouvrier croate, prisonnier de guerre en Russie, communiste en 1920, cadre régional, il fait un long séjour en prison, il émerge en 1934, part travailler à la Comintern en 1935, sous le nom de Walter, et prend la tête du PCY à la place de l'équipe de Gorkic, épurée par Moscou.

2. **Draja Mihajlovic** (1893-1946), officier serbe, nationaliste et monarchiste, colonel en 1941, organise les premiers groupes armés de Tchetsniks, est célébré par les Alliés comme le symbole de la résistance armée. Il entre rapidement en conflit ouvert avec les Partisans. Il est nommé ministre de la guerre dans le gouvernement en exil de Londres. Malgré l'aide de tous les Alliés, son Armée de Libération doit finalement renoncer à venir à bout des « communistes ». Sa collaboration avec les Italiens lui vaut condamnation à mort et exécution.

Ce grand secret n'en a pas du tout été un pour les perspicaces collaborateurs de la revue Fourth International, sous la direction de Felix Morrow, à l'époque où Marc Loris (Jean van Heijenoort) scrutait l'Europe pour y trouver les éléments de cette lutte militaire indépendante des peuples opprimés dans laquelle la révolution devait, selon Trotsky, plonger ses racines et pour laquelle il avait préconisé ce que l'on appela la « politique militaire du prolétariat ». La deuxième note semble bien avoir été rédigée par Loris, en tout cas avec sa participation.

Nous avons retenu pour ce numéro des textes, notamment des « notes internationales » de 1942, manifestant un vif intérêt pour le combat des Partisans et donnant d'excellentes informations pour l'époque, ainsi qu'une remarquable interprétation que l'éclatement du conflit entre Belgrade et Moscou éclairera définitivement. Cette lucidité ne sera pas de longue durée.

Nous publions en effet également un article de John G. Wright ¹ qui tente une première et aussi une dernière analyse à travers toutes les contradictions de la politique de son parti à cette époque. Alors que les chroniques antérieures avaient fort bien saisi les réticences soviétiques à l'égard du caractère révolutionnaire de l'action des Partisans yougoslaves, appuyé sur les écrits des Yougoslaves staliniens ou sympathisants qui vivent aux Etats-Unis pendant la guerre.

John G. Wright assure en effet que rien de ce que font les Partisans n'a été décidé en-dehors du Kremlin. Il fait donc mérite à la bureaucratie des mesures de classe prises par les Partisans dans leur combat, mais aussi de la constitution d'organismes gouvernementaux (l'AVNOJ) dont on sait qu'elle a failli provoquer la rupture ouverte en pleine guerre entre Moscou et les Partisans. Il ne semble pas savoir par ailleurs que Moscou a longtemps soutenu matériellement Mihajlovic, créature des Alliés, et tenté d'empêcher les Partisans de s'en prendre à lui comme de remettre en question la monarchie et le Gouvernement en exil à Londres du roi Pierre II.

1. Joseph Vanzler, dit **John G. Wright** et Usick (1904-1956), avait rejoint l'Opposition de gauche en 1929. Il était le principal traducteur de documents russes pour le SWP, suivait pendant la guerre la presse soviétique et appartenait à la majorité du SWP.

En 1944, il n'y a dans Fourth International qu'un seul article sur la Yougoslavie, de J. B. Stuart rendant compte d'un ouvrage de Louis Adamic¹ et une note du livre de Ciliga, Au Pays du Mensonge déconcertant, retraçant la carrière de celui qu'il appelle Brezovic, en fait Broz, c'est-à-dire Tito, sur lequel la revue s'interroge : « Tito est-il Brezovic ? »². Cannon s'inquiète beaucoup de cette note qui explique que l'homme appartenait peut-être au GPU et craint de la « russophobie ».

C'est fini pour la Yougoslavie dans la presse trotskyste américaine pendant la Deuxième Guerre mondiale. Le rideau tombe. On ne trouve aucune référence à ce pays dans l'index des sujets, ni en 1945, ni en 1946 ! Tito est devenu un personnage mondialement connu ; Fourth International l'ignore désormais complètement. Nous n'avons pas d'explication, seulement peut-être une constatation qu'au sectarisme relevé en 1943 avait succédé un certain « isolationnisme » de la pensée politique chez les trotskystes américains.



1. Sam Gordon, dit **J.B. Stuart** (1910-1982) avait rejoint l'Opposition de gauche aux EU après un séjour en Allemagne au moment de la montée du nazisme. Il avait été membre du secrétariat de la IVE en 1940. **Louis Adamic** (1899-1951), émigré en 1913, devenu journaliste et écrivain, avait écrit sur les luttes de classe aux EU (*Dynamite*, 1931). Pendant la guerre, il épousa longtemps les orientations pro-staliniennes, mais choisit la Yougoslavie lors de sa rupture avec l'URSS. L'ouvrage en question, essayant de rendre compte de l'action des Partisans en soulignant le rôle de leur mot d'ordre « *Contre le chauvinisme* », et intitulé *My native Land*, est paru en 1943 à New York.

2. **Ante Ciliga** (1898-1992), croate, avait été dirigeant du PCY puis membre de l'Opposition de gauche en URSS. Déporté, libéré à cause de sa nationalité italienne, il avait quelque temps collaboré à la presse de l'Opposition de gauche avant d'évoluer à droite. *Fourth International* reproduit pratiquement le passage consacré à Brezovic-Broz, extrait publié dans le *Bulletin de l'Opposition*, sous ce titre, dans son numéro de mars 1944. Il retraçait la carrière avant-guerre, en URSS puis comme homme de la Comintern en exil, de Iosif Brezovic (en croate Josif Broz), le leader des Partisans devenu plus tard le maréchal **Tito** (1892-1980).

Notes internationales

Yougoslavie ¹

(août 1942)

La résistance aux armées allemandes d'occupation en Europe a incontestablement atteint sa forme la plus élevée jusqu'à présent en Yougoslavie où elle est devenue mi-révolte, mi-guerre. Le gouvernement en exil prétend qu'il la dirige, mais c'est au moins douteux.

Il est important de comprendre que la Yougoslavie, créée à Versailles en 1919, a dû construire une armée à partir de rien. Bien qu'elle fût nominalement une fédération de Serbes, Croates et Slovènes, la classe dirigeante serbe opprima féroceement les autres nationalités, dès le début. Pays essentiellement agricole, appauvri par une série de guerres, la Serbie avait une aristocratie indigène — en 1865 encore, le fondateur de l'actuelle dynastie élevait des cochons au Montenegro. Les classes supérieures étaient centrées autour de la cour royale avec quelques pionniers capitalistes représentant les intérêts nationaux et étrangers. Dans ces conditions, la caste des officiers pour la nouvelle armée devait être recrutée essentiellement chez les paysans. La plupart restèrent très réservés à l'égard de la camarilla de la Cour. Le corps des officiers était connu pour être infesté d'idées avancées — le seul en Europe, peut-être au monde.

L'actuelle « *armée des patriotes yougoslaves* » est en réalité formée de deux éléments principaux : 1) les nationalistes serbes dirigés par l'organisation ultra-chauvine des Tchethniks, luttant pour la libération nationale, sans aucun

1. *Fourth International*, août 1942, International notes, « Jugoslavia », p. 254.

changement dans la structure sociale d'avant-guerre et vraisemblablement aussi fidèle qu'avant à la monarchie 2) des groupes paysans, avec quelques représentants du prolétariat urbain, relativement réduit, luttant non seulement contre le nazisme mais aussi contre leur propre exploitation.

Ce second groupement semble être dirigé avant tout par de jeunes intellectuels avancés qui ne sont apparus que récemment et ont encore des racines dans le peuple ; les mêmes jeunes hommes et femmes qui, avant la guerre, avaient fait des universités de Zagreb et de Belgrade des bastions du communisme et qui, tout à fait comme leurs prototypes russes de l'époque pré-révolutionnaire, avaient été au premier rang de la lutte contre la dictature et l'oppression, même depuis la fondation du pays.

Il faut noter que la résistance serbe a déjà attiré une sympathie active dans d'autres pays. Le gouvernement hongrois a récemment annoncé l'arrestation d'un groupe important de l'armée qui transmettait des matériaux de guerre et des informations aux combattants serbes. On dit aussi que des Allemands antinazis combattent dans les rangs serbes contre les armées italiennes et allemandes ; plusieurs unités sont commandées par des anciens de la Guerre civile espagnole.

La presse bourgeoise, qui aimerait dépeindre la lutte yougoslave comme purement en faveur des Nations Unies, a récemment rapporté cependant l'établissement d'un régime soviétique dans les montagnes du Montenegro sous la direction d'un ancien professeur d'histoire de l'Université de Belgrade, le progressiste bien connu Dr Slobodan Jovanovic¹. Des heurts entre « communistes » et tchetniks ont été reconnus, à plusieurs reprises, suivis de trêves. Ce conflit semble s'être récemment aggravé. Le 18 juillet, une dépêche de Turquie annonçait que « *le général Mihajlovic avait lancé une campagne contre les bandes de partisans communistes accusés de marauder sur les terres des villages serbes et bosniaques dans les territoires contrôlés par les armées loyalistes yougoslaves* ». Peu après, les partisans communistes furent appelés « *bandits* » et « *pillards* » ; ce fut suivi d'une dépêche plutôt obscure selon laquelle le général Mihajlovic avait commencé une répression anticommuniste « *à la suite d'assurances de Moscou que les partisans opéraient*

1. Selon Milovan Djilas, *Une guerre dans la guerre*, le dirigeant de l'insurrection monténégrine était le secrétaire régional du PC à l'organisation, **Blazo Jovanovic** (1907-1977).

indépendamment et sans l'autorisation des soviétiques ». S'il s'était réellement agi de « *bandits et de pillards* », Mihajlovic n'aurait sans doute pas demandé à Moscou la permission d'agir contre eux.

Le caractère de classe réel des forces en présence est clair. Les bandes « *communistes* » de partisans représentent les éléments pauvres des villages, tandis que les Tchetsniks sont dans les villages quelque chose comme les koulaks. Avec la destruction de l'Etat yougoslave, la lutte entre eux se développe chaque fois que l'oppression allemande est, même légèrement, allégée par la résistance. Comme on pouvait s'y attendre, Staline a permis, sinon suggéré, la répression menée par Mihajlovic contre les bandes de paysans pauvres.

Le mouvement serbe nous montre, même sur une échelle limitée, les implications révolutionnaires du mouvement de résistance contre les nazis dans les pays occupés. En tant que lutte purement nationale, il n'a aucune valeur dans le cadre de la bataille entre géants impérialistes. Mais il joue son rôle, selon les paroles de Lénine en 1916, au sujet des mouvements nationaux de ce temps, « *comme l'un des ferments, l'un des bacilles, qui aident la force réelle opposée à l'impérialisme à émerger, à savoir le prolétariat socialiste* ».



Les « trotskystes » yougoslaves¹

(novembre 1942)

[...] Les informations reçues depuis le mois de juillet confirment nos analyses. Une dépêche d'Ankara du 17 septembre décrivait les actions de Mihajlovic contre les « *partisans communistes* » et indiquait que les forces armées de ces derniers s'élevaient à environ 30 000 hommes.

Un rapport du 8 octobre reçu par le gouvernement américain à travers des canaux officiels et communiqué à la presse, a donné de nouveaux détails. Les partisans comprennent « *des communistes tant de conviction stalinienne que*

1. *Fourth International*, novembre 1942, *International Notes*, « Yugoslav "Trotskyists" », p. 345.

trotskyste » et le rapport ajoute : « *Cependant ils n'agissent pas apparemment sous les ordres de Moscou, mais mènent leurs combats de façon indépendante. Il n'y aurait pas de problème entre le gouvernement yougoslave et l'Union soviétique* ». Le rapport de Washington dit plus loin : « *Leur dirigeant est Kota Nadj¹, mi-hongrois, mi-yougoslave, qui était officier dans un régiment croate du côté républicain pendant la Guerre civile espagnole* ».

On répand maintenant les pires calomnies sur les courageux partisans qui ont osé lever le drapeau de la révolution sociale. Le rapport de Washington déclare que les partisans se heurtent à l'hostilité de la population. Mais comment expliquer alors leur capacité à recruter — leurs 30 000 hommes armés selon une information officielle —, leur capacité à s'organiser de façon indépendante, à trouver ravitaillement et munitions pour résister aux Allemands et aux Italiens aussi bien qu'aux mesures de répression de Mihajlovic ?

Les dirigeants du mouvement des partisans sont décrits comme « *une collection de criminels internationaux* ». C'est la phrase que la réaction de tous les pays utilise toujours pour désigner les révolutionnaires prolétariens. En fait, la vigueur avec laquelle les agents impérialistes insultent ce mouvement atteste son caractère authentiquement révolutionnaire.

A une échelle réduite, le mouvement des partisans révolutionnaires de Yougoslavie montre l'avenir de l'Europe. La résistance actuelle à l'oppression allemande sur tout le continent est menée par ceux qui n'ont aucun intérêt au rétablissement du régime d'avant-guerre. Les gens qui aujourd'hui luttent et souffrent pour se libérer du nazisme allemand apprennent aussi en même temps comment combattre le régime capitaliste qui donne naissance au fascisme et à la guerre. C'est ce que nous font savoir les courageux partisans révolutionnaires de Yougoslavie qui sont traqués par les Allemands et les Italiens, mais aussi en butte à la répression de Mihajlovic et aux basses calomnies de Washington. Saluons-les comme les pionniers de la révolution européenne qui vient.



1. **Kosta Nadj** (1911-1986) n'était que l'un des chefs partisans et il avait servi en Espagne dans les Brigades internationales où il avait été blessé en 1937 (Nadj est la transcription en serbo-croate de Nagy).

Le dernier rapport sur les partisans, dans *Time* du 19 octobre, les crédite non plus de 30 000 hommes armés, mais de 150 000, autant que le chiffre qu'il cite pour les troupes de Mihajlovic. *Time* écrit :

« Les Partisans, forts d'environ 150 000 hommes contrôlaient la Croatie et la Bosnie occidentale. Ils combattaient vigoureusement les Allemands, les Italiens et les groupes yougoslaves qu'ils soupçonnaient de collaborer avec les envahisseurs. En termes d'augmentation numérique et d'agressivité militaire, les partisans ont laissé derrière eux les guérillas de Mihajlovic. Ce dernier s'appuyait beaucoup sur le Gouvernement en exil et c'est pour cette raison que nombre de ses fidèles enthousiastes l'ont quitté pour rejoindre les Partisans. Les vieux nationalistes serbes qui détenaient la majorité des postes dans le Gouvernement en exil, cherchent à attaquer les éléments non-serbes en Yougoslavie, particulièrement les Partisans qu'ils accusent de piller le peuple yougoslave. Mais les paysans appauvris, réprimés, des Balkans, traditionnellement pro-Russes, sont attirés par les mots d'ordre depuis longtemps associés à Moscou comme “la terre aux paysans sans-terre”, “hausse des salaires” et “Gouvernement populaire” ».



John G. Wright

La guerre civile en Yougoslavie¹

(avril 1943)

[...] Qui a donné l'élan au mouvement de guérilla en Yougoslavie ? Selon les dépêches inspirées par Londres, le crédit en revient à Draja Mihajlovic et ses *Tchetniks*. Le Kremlin, dans ses publications internes comme dans ses agences à l'étranger, surtout ici le *Daily Worker*, a aidé à la construction de cette légende qu'il travaille dur à démolir aujourd'hui. Par exemple, encore le 2 juin 1942, il reproduisait une photo de Mihajlovic en première page à côté d'un rapport d'une radio de *Yougoslavie libre*, la station de radio ondes courtes du haut-commandement des Partisans. Même après que cette station ait rendu publique la nouvelle de heurts entre les Partisans et Mihajlovic, le *Daily Worker*, aux ordres de Moscou, a continué sa ligne de constructeur de la légende de ce dernier pendant presque deux mois après le 2 juin 1942.

[...] Il est incontestable qu'il existe un rapport étroit entre la résistance en Yougoslavie et la résistance héroïque de l'Armée rouge et des masses soviétiques. La lutte et les succès de l'Armée rouge ont agi depuis le début comme un encouragement à la résistance grandissante en Yougoslavie et ailleurs

1. John G. Wright, « The Civil War in Yugoslavia », *Fourth International*, avril 1943, pp. 111-115.

sur les arrières d'Hitler. La force de cette résistance s'est nourrie et se développe parallèlement au déroulement de la lutte de l'URSS ¹.

L'ampleur du mouvement partisan

Ce n'est qu'après l'attaque de Hitler contre l'URSS qu'ont commencé ses sérieux ennuis en Yougoslavie. L'équivalent d'un rapport stalinien officieux du développement de la guérilla est maintenant accessible. Il est donné par le numéro du 25 octobre 1942, de l'hebdomadaire de Moscou *Ogoniok* ²:

« A l'automne de 1941, l'armée des Partisans, qui consistait en détachements isolés fonctionnant encore séparément, comptait déjà entre 80 000 et 100 000 combattants [...] A la fin de l'année, ils avaient chassé les troupes d'occupation des deux tiers du territoire de la Serbie, de plus de la moitié de celui du Montenegro, d'une partie importante de la Dalmatie, de la Bosnie et de l'Herzégovine, et l'organisation de forces de Partisans avait commencé en Croatie, Slovénie et Slavonie ».

Les succès de l'Armée rouge dans l'hiver 1941 ont été accompagnés non seulement de l'extension de la résistance en Yougoslavie, mais aussi de sa coordination et de sa centralisation :

« La direction du mouvement des Partisans a largement mis à profit les mois d'hiver pour réorganiser et planifier les rangs des forces armées du peuple. Des détachements ont été transformés en brigades de choc et en bataillons³. Le Haut commandement des Partisans et des Armées volontaires a été créé ; des relations ont été établies avec les détachements de Partisans opérant en Albanie et en Grèce ».

1. La résistance armée des communistes yougoslaves a été organisée avant même l'agression d'Hitler contre l'URSS et s'est largement développée au moment des graves défaites initiales de l'Armée rouge.

2. Il est surprenant que l'auteur ici traite cette source sans aucune critique. Les dirigeants yougoslaves puis les historiens ont traité ce rapport avec une grande méfiance. Au moment où les relations se sont apparemment normalisées, le passé y est traité du point de vue qui arrange les Soviétiques. Wright sait pourtant que, pendant cette période, ils aidaient les Tchetniks et s'irritaient de tout heurt entre eux et les Partisans, dont ils désapprouvaient l'agressivité car il s'agissait surtout pour eux de respecter la discipline « *alliée* ».

3. La création de brigades « *prolétariennes* » par les Partisans fut critiquée de façon acerbe par Moscou qui y voyait un dangereux « *sectarisme* », comme leur symbole de l'étoile rouge, un argument en faveur des ennemis de l'URSS qui dénonçaient une « *soviétisation* ».

A l'été de 1941, poursuit le rapport « *les Partisans opéraient avec des formations militaires relativement importantes (brigades de choc, bataillons), étaient pourvus d'artillerie [...] A l'époque ils disposaient aussi d'avions* ».

Il y a bien des éléments qui montrent que l'Armée rouge a donné l'élan du dehors et que le Kremlin est intervenu activement en organisant, fournissant et en prenant le contrôle du mouvement des Partisans en Yougoslavie¹.

Si c'est l'Armée rouge qui a fourni l'élément extérieur, qu'est-ce qui cependant a donné à la résistance en Yougoslavie son indéniable puissance, quoi qu'on puisse penser des détails dans les affirmations de la presse stalinienne ?

L'élément nationaliste, « *le soulèvement des patriotes contre l'envahisseur* » a été le thème essentiel de la propagande non seulement de Londres mais de Moscou. Le nationalisme a incontestablement joué et continuera à jouer un rôle important dans le développement de la lutte en Yougoslavie. Il est indiscutable qu'une grande partie des 15 millions de Yougoslaves ont été au début poussés par le désir et le besoin de secouer le joug de l'envahisseur. Il n'est pas moins évident que les conditions d'assujettissement du pays ont puissamment contribué à une renaissance du nationalisme. Mais cela ne touche pas au vrai problème. Dans les conditions existantes, quels étaient les véritables canaux dans lesquels pouvait se couler la lutte contre l'envahisseur et où elle pouvait se développer ?

De façon générale, tous les mouvements dans la société et tous les problèmes-clés, y compris ceux de la « *libération nationale* » sont gouvernés et résolus à travers le mécanisme des classes et la dynamique de la lutte de classe. En Europe occupée, la question nationale est étroitement fusionnée avec la question sociale. Dans le cas yougoslave, la lutte contre les armées d'occupation ne pouvait se développer sans entrer immédiatement en conflit direct avec les collaborateurs de l'Axe, dirigés par les grands propriétaires et les capitalistes indigènes, ainsi que leur bureaucratie locale et centrale.

1. Cette affirmation est une simple répétition de la propagande mensongère de Moscou. Les Yougoslaves ont depuis apporté bien des éléments prouvant exactement le contraire et les vains appels à l'aide qu'ils ne cessaient d'adresser à Moscou dans cette période en témoignent. En mars 1942, Moscou a refusé aux Partisans l'aide qu'elle donnait pourtant alors aux Tchétniks. En 1943 elle a fait du chantage politique à l'aide et a fait plier les Partisans. A Yalta elle consentit à un partage égal d'influence avec la Grande-Bretagne.

Les staliniens, en URSS et au-dehors, ont cherché à dissimuler le fait que, tout en opérant ostensiblement dans le cadre de la « *libération nationale* », le mouvement de guérilla, dès qu'il eût acquis un caractère de masse, se mit inexorablement à assumer des formes de lutte de classe. Ce fait incontestable peut être établi à travers les détails des rapports dans la presse capitaliste et stalinienne. Par exemple, une dépêche de Stockholm, caractéristique des premières phases de la lutte dit qu'« *environ quarante combattants serbes ont attaqué un grand domaine en Croatie occidentale, près de Lokve Lika, tuant le propriétaire et les soldats allemands qui s'y trouvaient* ». (*Daily Worker*, 7 septembre 1941). Au cours de ce genre de raids, les combattants des guérillas brûlaient le grain et tout ce qu'ils ne pouvaient pas emporter ou distribuer à la population.

Le même rapport dit que « *les mines de charbon de Lesljanah ont été systématiquement attaquées par de forts détachements groupant plus de 400 combattants qui possédaient des fusils de guerre. Les autorités croates ont été obligées d'envoyer des troupes régulières* ». On entend la voix authentique de la classe dirigeante dans la rédaction même de la dépêche : les autorités croates, c'est-à-dire les représentants des propriétaires indigènes, des patrons des mines, etc, « *ont été obligés* » de défendre leurs intérêts et même leur vie par la force armée.

Ce n'était pas là un incident isolé comme l'atteste la presse officielle de Moscou :

« Des détachements de partisans ont attaqué des garnisons d'occupants, les ont détruites, ont fait sauter les ponts, d'importantes entreprises industrielles, brûlé le grain réquisitionné chaque fois que les circonstances ne permettaient pas de le distribuer aux paysans affamés » (*Ogoniok*, 25 octobre 1942).

Les Partisans contre les « démocraties »

La condition pour éviter de tels heurts et mettre en échec le développement de la guerre de classe, c'est une sévère restriction de l'activité de guérilla, une politique de passivité. Cette politique de rejet de la résistance de masse, c'est précisément celle que mène Mihajlovic et que soutient le gouvernement yougoslave en exil. Comme le câblait C. L. Sulzberger de Londres « *C'est en accord avec les théories britanniques de la conduite politique et militaire de la*

guerre » (*N. Y. Times*, 31 janvier 1943). Inutile de dire que Washington souscrit à la même théorie. Leur objet commun est de ne battre Hitler que sur la base de la préservation des formes et rapports capitalistes de propriété. Quiconque y attende d'une manière ou d'une autre devient l'ennemi n° 1 à la place d'Hitler.

Washington, Londres et leurs satellites yougoslaves sont tous opposés à l'expansion de l'activité de guérilla en Yougoslavie, parce qu'elle s'accompagne nécessairement d'une extension et d'une intensification de la guerre de classe. L'activité élargie de la guérilla, que le Kremlin veut vraiment, a signifié la poursuite de la politique de confiscation des produits alimentaires qui, quand ils ne sont pas détruits, sont distribués à la population locale :

« Les aliments des magasins de l'armée pris par les guérillas [...] étaient distribués à la population nécessiteuse » (*Daily Worker*, 26 juillet 1942) « La farine [...] a été distribuée aux populations souffrant de la faim » (*ibidem*).

Le 7 octobre 1942, le *Daily Worker* rapportait que les guérillas en Croatie avaient saisi des réserves de « blé réquisitionné » et avaient distribué plusieurs chargements parmi les paysans, « 500 chargements [...] ont été distribués à la population » (*Daily Worker*, 21 novembre 1942) ; cette distribution de nourriture, la plus importante dont il ait été rendu compte jusqu'à présent, s'est produite la veille de la création du gouvernement central des Partisans à Bihać — le Soviet (Vece) antifasciste de la Libération du peuple de Yougoslavie ¹.

Les paysans, dans les localités contrôlées par les guérillas, ont reçu du « bois de construction gratuitement pour leur usage personnel » (*D. W.*, 26 juillet 1942). Il y a beaucoup d'autres rapports semblables. Naturellement les propriétaires et les marchands yougoslaves qui sont les propriétaires de ces produits et des forêts sont opposés à de telles mesures. La formation de « Gardes blancs » pour combattre les guérillas a été rapportée à l'été de 1941. Moscou a depuis lors assuré que Mihajlovic lui-même avait organisé ces détachements spéciaux de « Gardes blancs ». Un tel développement est indiqué par la logique même de la situation.

1. Il y a quelque manipulation dans la traduction ci-dessus qui devrait être « conseil » (Council) et non « soviet », qui est un mot russe avec une connotation particulière ! Quant au dit conseil, l'AVNOJ, Dimitrov en approuva la création en demandant de ne pas l'opposer au gouvernement de Londres, de ne pas abolir la monarchie et de ne pas penser à la république, ce qui lui enlevait tout son sens politique.

L'opposition des capitalistes est d'autant plus amère que la politique des guérillas, même sous la domination stalinienne, est allée bien au-delà de saisies partielles.

« En Slovénie, le Front de Libération a récemment confisqué la propriété des espions italiens et des traîtres au peuple et l'a distribuée aux paysans victimes de la terreur fasciste » (*Daily Worker*, 28 juillet 1942).

Il faut garder à l'esprit que cette politique de confiscation frappe non seulement tous les grands propriétaires et capitalistes yougoslaves qui collaborent directement avec l'Axe, mais aussi ceux qui sont susceptibles de soutenir Mihajlovic et le gouvernement en exil. Ils tombent aussi dans la catégorie « *traîtres au peuple* ».

La formulation de la dépêche stalinienne est un euphémisme pour décrire la révolution agraire. La paysannerie yougoslave, affamée de terre depuis des siècles, a saisi l'occasion de diviser les domaines seigneuriaux. Cet irrépressible conflit de classe est nourri par les survivances des conditions féodales du pays surtout en Bosnie et Herzégovine où les réformes « *abolissant* » le servage n'ont été adoptées qu'en 1929. C'est un fait que la direction, contrôlée par les staliniens, des Partisans, a essayé, sinon d'encourager, du moins de donner une couverture légale à une partie des saisies de terres.

Des mesures non moins radicales ont été appliquées dans d'autres sphères de la vie économique du pays. L'extension de l'activité des guérillas a nécessairement impliqué la destruction des ponts, chemins de fer et systèmes de communication, d'usines et de mines, et, dans certains cas, le déménagement des machines et de l'équipement vers l'arrière. Elle a entamé la confiscation des usines par les guérillas. Selon le compte rendu d'un témoin, à la fin d'août 1941, « *Uzice était entre nos mains et nous y avons des usines où nous produisons divers produits* ». (*Slobodna Rech*, 2 mars 1943).

V. Vlahovic¹ dont les différents rôles incluent celui de correspondant étranger accrédité des Partisans à Moscou a été autorisé à câbler de là que les Partisans avaient « *confisqué des banques et leurs fonds dans les villes libérées* ». Il dit :

« A Uzice, ils ont confisqué plus de 10 millions de dinars. Dans de grandes villes comme Cacajk et Krajevo, des sommes aussi importantes ont été saisies. D'autres ont été obtenues par l'attaque des trains militaires et de passagers de l'Axe ». (*Daily Worker*, 2 février 1943).

Les banques bien entendu, appartiennent à des banquiers, financiers et industriels yougoslaves qui doivent être les propriétaires des « *grosses sommes* » saisies aux passagers des trains.

Pourquoi le Kremlin soutient les Partisans

Il n'est pas vraiment nécessaire de s'attarder sur la nécessité militaire qui conduit le Kremlin à étendre au maximum l'activité de guérilla à l'arrière d'Hitler, d'autant plus dans les Balkans stratégiques. Les besoins militaires immédiats sont renforcés par les exigences stratégiques à long terme de la défense soviétique. Le Kremlin doit protéger le flanc sud des Balkans non seulement contre Hitler mais contre ses alliés du moment, exactement comme, à l'époque du pacte Hitler-Staline, il a été amené à protéger son flanc nord en Finlande contre son « *allié* » du moment.

[...] Pendant son aventure de 39-40, le Kremlin chercha à susciter une guerre civile en Finlande et mit sur pied un Gouvernement Ouvrier et Paysan sous Kuusinen². Les conditions que rencontre Staline en Yougoslavie sont très différentes et bien plus favorables que celles auxquelles il se heurta en Finlande. Le Kremlin cherche à exploiter la guerre civile en Yougoslavie où le Parti communiste a une base de masse à travers l'établissement d'un gouvernement central et un programme qui reproduit pratiquement celui du fantoche Kuusinen.

1. **Veljko Vlahovic** (1914- ?), vieux communiste, combattant des Brigades internationales, avait été amputé des deux jambes. Quoique tenu pour membre du GPU, il ne fut jamais l'instrument de la pression de Moscou sur le PCY mais le porte-parole du PCY à Moscou.

2. **Otto Kuusinen** (1881-1964), ancien député social-démocrate, membre du gouvernement révolutionnaire de Finlande, avait été l'un des fondateurs du PC et des responsables de la Comintern.

Tandis que le gouvernement Kuusinen était fabriqué d'en-haut et est resté une création de papier du Kremlin, le régime partisan établi en Yougoslavie a une base de masses et représente un pouvoir réel. L'essence de l'Etat consiste dans son appareil de coercition. La destruction du vieil appareil d'Etat par les Partisans yougoslaves signifie la tentative, à travers la conduite de la guerre civile, d'installer un nouvel Etat. Ce processus est décrit comme suit dans un document officiel des Partisans yougoslaves :

« Afin de rassembler toute la population pour mener cette lutte difficile contre les occupants, il faut créer des organes publics susceptibles de répondre aux exigences de la situation, qui soient très proches du peuple et qui prennent toutes les responsabilités au nom du peuple.

L'ancienne gendarmerie, la police et l'appareil du comté ne peuvent répondre et ne répondent pas aux besoins parce que l'appareil est infesté d'éléments de l'ennemi, et l'ennemi l'influence encore à travers ses agents. En outre l'appareil n'a pas la confiance du peuple et ne répond pas aux besoins en ces jours critiques. Nous considérons que les comités de libération nationale établis par le peuple lui-même sont actuellement les organismes appropriés sur lesquels nous appuyer ». (*The Truth about Yugoslavia : A Documentary Record*. Publié en janvier 1943 à Pittsburgh, Pa., sous les auspices de Louis Adamic, Zarko Bunich et autres "Américains nés Yougoslaves", p. 5).

Sous les Partisans, les anciennes autorités ont été remplacées par des comités locaux élus selon une procédure démocratique sans précédent dans les Balkans. Basé sur ces comités, le premier gouvernement central fut mis sur pied en août 1941 avec pour capitale Uzice, dont il fut chassé par l'action combinée des occupants et des fascistes indigènes. Il y en eut un second, éphémère, à Kocevje, en Slovénie. La troisième a été établi à Bihac en Bosnie, d'où, selon le *Daily Worker* du 16 février, il a été chassé « *par plus de 100 000 fascistes allemands, italiens, croates et les tchetniks de Mihajlovic* ».

Ce gouvernement dont la figure de proue est un certain Dr Ivan Ribar¹. fonctionne encore, chargé dans les territoires contrôlés par les Partisans de tous les pouvoirs, exécutif, législatif, judiciaire, de police et militaire.

Mihajlovic et la clique pro-alliés yougoslave en exil sont évidemment en opposition irréductible à ce gouvernement. Londres et Washington également.

1. Le **Dr Ivan Ribar** était avant la guerre l'un des dirigeants du Parti démocrate. Ses deux fils étaient membres du Parti communiste et trouvèrent la mort pendant la guerre.

Staline, qui reconnaît toujours *de jure* le gouvernement yougoslave en exil, soutient *de facto* le gouvernement Ribar. Le conflit de classe en Yougoslavie, économique par essence, s'affirme ainsi également dans les sphères diplomatiques internationales et politiques.

Chaque succès de l'Armée rouge ajoute plus de puissance explosive à l'irrépressible conflit de Yougoslavie et le répand hors de ses frontières. C. L. Sulzberger vient d'avoir la permission des censeurs de Londres de câbler :

« Déjà sous la férule du conquérant des explosions parviennent en surface dans toute l'Europe orientale. En Yougoslavie, des Partisans de gauche combattent les Tchetsniks de droite avec la même sauvagerie que les uns et les autres ont déchaînée contre l'Axe et vice versa. En Pologne, un phénomène largement identique se déroule » (*New York Times Magazine*, 21 mars, p. 6).

C'est là la première confirmation ouverte d'une guerre civile en Pologne qui se déroule sous les mêmes auspices staliniens qu'en Yougoslavie.

Il faut une conception claire de la nature de classe de l'Union soviétique et du rôle parasitaire de la bureaucratie stalinienne pour analyser correctement cette situation apparemment sans précédent. La position contradictoire du Kremlin dans la société soviétique l'oblige aujourd'hui, dans des conditions données comme hier en Pologne, dans les pays baltes, la Bessarabie, à patronner et soutenir des mesures révolutionnaires comme la création d'un nouveau pouvoir d'Etat en Yougoslavie, la confiscation de stocks de produits alimentaires, de bois de construction, de grands domaines, le transport des machines-outils à l'arrière, la confiscation des usines, des banques, etc.

Dans la période du pacte Hitler-Staline, le Kremlin a soviétisé la Pologne orientale, la Bessarabie et les Etats baltes. La bureaucratie stalinienne a été obligée, dans l'intérêt de sa préservation, d'étendre la base du premier Etat ouvrier. Ainsi, comme l'avait souligné Léon Trotsky, la révolution d'Octobre, dont les conquêtes fondamentales qui subsistent sont aujourd'hui si héroïquement défendues par les soldats, ouvriers, paysans et la jeunesse soviétiques disent au monde qu'elle vit toujours.

Les conditions présentes de l'alliance de Staline avec l'impérialisme « démocrate » diffèrent de celles du temps du pacte Hitler-Staline. Mais les mêmes forces fondamentales naissant du heurt irréconciliable entre l'économie soviétique et l'impérialisme mondial conduisent la caste bureaucratique à des

mesures révolutionnaires par leurs conséquences objectives. La bureaucratie stalinienne dépend pour sa propre existence du maintien de l'Etat ouvrier créé par la révolution d'Octobre. En désespoir de cause et en dernier ressort, cette bureaucratie s'est montrée capable d'œuvrer à sa propre défense « *en stimulant des développements révolutionnaires* »¹ (souligné par nous CLT).

Pourquoi nous soutenons les Partisans

Comment les révolutionnaires internationalistes doivent-ils se comporter dans ces conditions ? Conformément aux directives données par Trotsky à « *un bolchevik de Pologne orientale* » :

« En même temps que les ouvriers et les paysans et au premier rang, il vous faut lutter contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes ; ne vous coupez pas des masses, quelles que soient leurs illusions, exactement comme les révolutionnaires russes ne se sont pas coupés des masses qui ne s'étaient pas encore affranchies de leurs espoirs dans le tsar (le dimanche sanglant du 22 janvier 1905) ; éduquez les masses au cours de la lutte, mettez-les en garde contre les espoirs naïfs qu'elles placent en Moscou, mais ne vous coupez pas d'elles, combattez dans leur camp, essayez d'étendre et d'approfondir leur lutte et de la rendre le plus indépendante possible. »² (In *Defense of Marxism*, p. 88)

Le passé du stalinisme nous met en garde : à une étape ultérieure, le Kremlin essaiera de comprimer dans sa camisole de force bureaucratique et de supprimer l'action des ouvriers et paysans révolutionnaires. Avec un nouveau tournant brusque des événements de la guerre et un changement radical dans le rapport des forces, Staline est tout à fait capable de faire sa paix avec les Mihajlovic comme il s'est employé à le faire à l'été et l'automne 1941.

Mais, vu la poursuite des succès de l'Armée rouge et le rapport de forces favorable vis-à-vis de Londres et de Washington, la soviétisation de la Yougoslavie ainsi que de parties de la Pologne et de l'Europe orientale n'est nullement exclue, même sous Staline.

1. Ce membre de phrase caractérise, nous semble-t-il, la pensée de la majorité du SWP à cette époque et celle qui sera plus tard considérée comme l'essence du « *révisionnisme pabliste* » dans les années cinquante.

2. La fin de la phrase de Trotsky est coupée ici, sans indication de coupure, après une virgule, qui est remplacée par un point. Elle se terminait par « *c'est seulement ainsi que vous préparerez le futur soulèvement contre Staline* ».

Des pas préparatoires en ce sens ont déjà été faits. A Moscou les 11 et 12 août 1941 a été organisé un « *Rassemblement pan-slave* ». Cette organisation est bien plus élaborée que le régime du fantoche Kuusinen l'était pour la soviétisation de la Finlande. Ses auxiliaires, le Congrès antifasciste des Femmes et le Congrès antifasciste de la jeunesse qui ont été organisés presque en même temps ont déjà une base de masse considérable non seulement en Europe orientale mais dans les autres zones occupées, mais aussi parmi les immigrants slaves dans le monde entier.

Les chancelleries « *démocrates* » sont alarmées. Une vaste lutte diplomatique en coulisses se déroule depuis l'automne dernier où, pour combattre la nouvelle « *Internationale slave* » de Staline, Londres et Washington ont essayé de mettre sur pied un bloc catholique slave. 40 % de la population yougoslave est catholique. La même proportion prévaut dans les Balkans, tandis que le catholicisme domine en Pologne. Le plan Washington-Londres-Vatican est d'établir ce bloc dans les Balkans à travers la reconstitution de la monarchie des Habsbourg. C'est là le sens des plans imaginés pour envahir l'Europe dans le « *ventre mou* » des Balkans. C'est le sens des négociations avec le Vatican, du voyage de l'archevêque Spellmann, de la formation de la Brigade Habsbourg aux Etat-Unis, etc.

Le ferment révolutionnaire qui s'est manifesté en Yougoslavie depuis le milieu de l'été 1941 n'en est encore qu'à ses débuts. Il a déjà mis en avant tous les problèmes fondamentaux de la révolution européenne. Dans son développement ultérieur, ce mouvement ouvrier et paysan peut balayer les têtes non seulement des Mihajlovic et de leur Alliés mais aussi de la clique du Kremlin. La résistance des guérillas est renforcée par la lutte de l'Armée rouge et renforce à son tour cette dernière. Avec le début de la confiance en soi dans les masses soviétiques et européennes, avec les terribles souffrances et le rythme accéléré de la guerre, en même temps qu'elles réaliseront l'impasse de la politique impérialiste, les masses vont peu à peu se trouver poussées vers la solution socialiste de la crise mondiale.

Il devient de plus en plus clair pour les peuples d'Europe orientale, comme il le sera demain à ceux d'Europe occidentale, y compris l'Allemagne, que leur unique salut est de faire cause commune avec les masses de l'URSS pour l'établissement des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Lectures

Lectures utiles ou non

Nous ne voulons ici que marquer en passant quelques repères utiles pour la littérature qui s'accumule sur la Russie depuis la révolution. Nous commencerons par une lecture qui ne nous paraît pas vraiment utile, celle de la biographie de Lénine, de Mme Hélène Carrère d'Encausse, parue chez Fayard. Non qu'elle déforme ou falsifie, non qu'elle ne comprenne rien ou se réfugie dans une conception désuète de l'histoire où l'on pleure sur les enfants du tsar. Non, mais c'est le travail le plus conventionnel, l'image la plus plate de Lénine et de la révolution qu'on puisse concevoir, qui nous est proposée là.

Nous ne prendrons que deux exemples ; Mme Carrère d'Encausse, avec toute l'ironie de mise de la part d'une académicienne, pour la « *radieuse révolution* », nous explique que le premier camp de concentration a été ouvert aux Solovki, peu après la victoire des bolcheviks. Elle ne dit pas ce qui a été écrit dans les samizdats soviétiques et reproduit dans notre revue, que, si les détenus ne sortaient pas du camp, les policiers, eux, n'y entraient pas, que le régime politique de ces détenus fut réclamé dans la décennie suivante par des milliers de travailleurs qui moururent souvent pour l'arracher à leurs bourreaux staliniens dans les *isolatori* et les premiers camps.

Parlant de la « *terreur rouge* », elle a l'honnêteté de rappeler que Lénine l'a justifiée plus d'une fois par la référence à la répression contre la Commune, qui lui paraissait le modèle de la terreur blanche qui seule pouvait abattre le prolétariat. Mais pourquoi n' a-t-elle pas un mot sur les dizaines de milliers de morts qui ont précédé de peu la « *terreur rouge* », dans le cours de la révolution

finlandaise et la fuite en masse des ouvriers (comme les Kosovars en d'autres temps) vers la Russie voisine pour échapper aux bandes de tueurs.

Par ailleurs elle parle de « l'excellente » histoire de l'Internationale communiste de Pierre Broué, ce à quoi nous ne pouvons pas être insensibles dans cette revue. Mais en fait elle n'a pas lu Broué. Elle ne sait rien par exemple du rôle joué par Rakovsky près de Lénine : sa nomination en Ukraine, son coup de frein à la politique de russisation, son rôle dans le retournement de Lénine sur la question géorgienne et des nationalités, sur la question nationale en 1922. Comment un biographe de Lénine peut-il ignorer la discussion de ses derniers écrits organisée dans le parti ukrainien par Rakovsky et la terrible vengeance qu'en tira Staline ?

Brisons-là. C'est assez. Ce n'est pas la peine de lire ce livre qui a eu d'ailleurs de grands honneurs dans la presse et beaucoup de lecteurs bien pensants, et n'a pas besoin de nos sous.

Il est paru d'autres livres fort intéressants. Nous n'allons pas en rendre compte, simplement inviter à les lire. Ils sont de Jean-Jacques Marie, petit livre sur *Le Goulag* dans *Que sais-je*, deux plus gros et très novateurs, la jeunesse de *Staline* et celle de *Trotsky* dans « *autrement* ». Il y a aussi la revue *Cahiers du Mouvement ouvrier*, entreprise par Jean-Jacques Marie avec le regretté historien russe Vadim Rogovine, où l'on trouvera les dernières découvertes des secrets d'archives de Moscou, des biographies poignantes comme celles de plusieurs trotskystes, à commencer par Vladimir Aoussef (n°3). Il y a déjà cinq numéros avec des articles brefs mais nourris. Ils valent de l'or.

Relevons un peu arbitrairement, outre la régulière « Chronique des falsifications » de Jean-Jacques Marie, dans le numéro 1, V. Rogovine « La Grande Terreur : trois plénums du comité central du Parti bolchevique russe (décembre 1936, février-mars 1937, juin 1937) » ; dans le n° 2, V. Rogovine, « La Grande Terreur », « Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta », dans le n° 3 « David Riazanov, le dissident rouge », « L'année 1938 dans les souvenirs de Blagoi Popov » ; « Le printemps de Prague et l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968 à travers les souvenirs de Piotr Chelest » ; dans le n° 4, V. Rogovine, « Les trotskystes dans les camps », « Interview d'un survivant de l'Opposition de gauche », « La révolte de Tambov », « Lettres de Lominadze à

Ordjonikdze », « Léon Vikenti Lipski, fondateur du PC polonais indépendant » ; D. Lobok, « La grève des ouvriers du textile à Leningrad au printemps 1928 », « Berlin-Est 1953 ; les soldats et officiers soviétiques refusent de tirer sur les ouvriers allemands », etc.

Deux mini-critiques. Pour permettre au lecteur de se former lui-même une idée sur la fiabilité des historiens, pourquoi ne pas indiquer, quand on publie pour la première fois un document d'archives, ce que d'autres chercheurs avaient écrit sur ce point précis il y a souvent plusieurs années et que le document vient seulement confirmer, par exemple sur Edmundo Peluso et Tania Miagkova, pour ne mentionner que deux exemples. Et puis, quand on parle du faussaire Feljtinsky, pourquoi ne pas rappeler son plus grand exploit qui lui a valu le succès que l'on sait dans la Russie eltsinienne : il a accusé Lénine d'avoir tué de ses mains Sverdlov, la preuve en étant selon lui dans le fait que, quand il était entré dans la chambre, son camarade était encore en vie, mais que ce dernier était mort quand il en est sorti ?

En tout cas, voilà un travail estimable dont on souhaite qu'il dure longtemps.

Les départs

Glotzer, Albert Manning (1907-1999)

Albert Glotzer, qui était né en Biélorussie le 7 novembre 1907, avait émigré avec ses parents aux Etats-Unis en 1912, est mort, semble-t-il d'un cancer au poumon, le 18 février 1999 à New York City. Il était sans doute le dernier survivant de la « *vieille garde* » des premiers partisans de Trotsky.

Il était sténographe à Chicago, rejoignit les Jeunesses communistes (YWL) en 1923 et en était responsable de district dès 1925. Il était très lié au dirigeant local Arne Swabeck, un des pionniers du PC qui fut l'un des fondateurs de l'Opposition de gauche. En 1927, il était membre de l'exécutif de l'YWL. Il fut exclu en 1928 avec Cannon, Shachtman, Swabeck et autres « trotskystes ».

Il rendit visite à Trotsky au terme d'un voyage en Europe en 1931 et a raconté en détail cette rencontre dans son livre sur Trotsky (voir ci-dessous). Il était l'un des dirigeants de l'Opposition, la Communist League of America et joua un rôle important lors des conflits internes, notamment en 1933 où il était membre de la tendance « tampon ».

Il apprit le métier de greffier et joua un rôle très important à partir de 1937 dans la lutte pour la vérité en devenant le greffier de la Commission Dewey, séjournant à México, se liant avec plusieurs des défenseurs de Trotsky. Partisan de Schachtman en 1939, il milita avec lui dans le Workers Party. Installé à New York, il était devenu greffier de tribunal municipal. Lors de la désintégration du WP, il rejoignit le PS et se rangea à sa droite.

Son livre *Trotsky : Memoir and Critique* comporte un récit détaillé de sa rencontre avec Trotsky en Turquie et, pour le reste, une évaluation très critique de l'apport du dirigeant russe. Accueillant et ouvert, il fut blessé du peu d'écho que rencontra ce travail où il avait mis toute sa conviction de social-démocrate. Il avait reçu Pierre Broué, venu lui rendre visite au nom de l'Institut Léon Trotsky.

Joffe Nadejda Adolfovna (1906-1999)

Nadejda Adolfovna était la fille d'Adolf Abramovich Joffe, qui fut, à partir de leur émigration à Vienne, le grand ami de Trotsky, et de sa première femme, morte prématurément. Elle vécut sa petite enfance à Vienne où son père préparait la diffusion de la *Pravda* en Russie et fréquenta beaucoup la famille Trotsky et particulièrement Liova, (Léon Sedov) qui avait son âge.

Revenue en 1917 en Russie, où son père devint l'un des plus éminents diplomates de la jeune république soviétique, ambassadeur en Allemagne à la veille de la révolution de novembre 1918, puis ambassadeur en Chine, elle adhéra aux Jeunesses communistes, puis, toujours avec Liova, à l'Opposition de gauche dans cette organisation, en 1924. Après le suicide de son père et la mise hors-la-loi de l'Opposition de gauche en 1927, elle participa à ses activités clandestines et fut arrêtée et déportée en 1928.

En 1934, elle fut convaincue par l'exemple et l'influence de Rakovsky, qui avait décidé de « capituler » en invoquant la menace nazie et l'imita. Elle regretta pourtant bientôt cette initiative, en constatant qu'aucune opposition réelle n'était légalement possible, contrairement à ce qu'elle avait cru. Arrêtée de nouveau en 1936, elle ne devait être définitivement libérée qu'en 1956. Son compagnon Pavel Kossakovsky avait été fusillé à la Kolyma en 1938.

A sa libération, elle se consacra à la mémoire de son père et de ses camarades et fut l'une des fondatrices de l'association *Mémorial*. En 1988, à la Maison de l'Aviation, à Moscou, elle présida une réunion de plusieurs milliers de personnes consacrée à Trotsky et aux siens. C'est là que Pierre Broué la rencontra et elle permit ainsi à deux petits-enfants de Trotsky, frère et soeur séparés depuis presque un demi-siècle, Aleksandra et Siéva, de se retrouver.

Très active, elle participa à plusieurs congrès et conférences et fit également avec Siéva Volkov et Pierre Broué une tournée de conférences sur Trotsky aux Etats-Unis. C'était une grande oratrice, pleine de fougue et d'humour, formée, disait-elle « *au vent de la toundra* ». C'est la mort dans l'âme que, la vieillesse la rendant dépendante, elle se résigna à émigrer avec ses enfants. Elle vivait à Brooklyn. Jusqu'au bout, elle se passionna pour la lutte des siens, ses camarades, et celle des peuples soviétiques.

Tous ceux qui l'ont reconnue la regrettent, mais personne ne regrette de l'avoir connue. Nous pensons avec tristesse au chagrin des siens.

Podchtchékoldine, Aleksandr Mikhaïlovitch

Il est passé dans notre histoire comme un météore. Né dans la *nomenklatura* — son père était diplomate, pas guépéoutiste, protestait-il passionnément contre la rumeur qui l'assurait —, il parlait cinq ou six langues et avait fait des études d'histoire dont nous ne savons rien. Au moment de la perestroïka, il travaillait comme chercheur à l'Institut du Marxisme-Léninisme. Il n'avait fait aucun travail remarquable.

Avec l'ouverture des archives, nous l'avons rencontré dans des colloques et il révéla un grand talent en analysant les circulaires de Staline dans sa première année de secrétaire général, à travers un article remarquable sur les origines de la bureaucratie en tant qu'arme et base de Staline, couche privilégiée conservatrice. Ce travail, qui ne put trouver place dans aucune revue de langue russe mais fut traduit dans sa forme la plus complète — c'est lui qui en décida —, sous le titre « *Sur la voie du pouvoir exorbitant ou les débuts du stalinisme* » *Cahier Léon Trotsky* n° 44, 1990, a clos un long débat historique sur les origines de la bureaucratie comme couche sociale dirigeante distincte, et demeure indispensable à tout chercheur sur la période qui commence en 1922.

Il disparut peu après de notre horizon. Dans un premier temps, nous l'avons encore rencontré dans des colloques où il gardait la chambre en tête-à-tête avec des bouteilles d'alcool et ne donnait que quelques minutes à ses visiteurs amicaux. Puis, à l'occasion d'un coup de téléphone, il nous fit savoir qu'il avait été renvoyé de l'IML et ne souhaitait aucune protestation, parce que la recherche historique ne l'intéressait plus. Puis il ne répondit plus du tout aux messages et appels. Une rumeur faisait de lui un interprète de mafieux qui payaient très cher ses connaissances en langues étrangères. Un de ses amis nous dit qu'il démentait avec rage ce bruit récurrent.

A la fin d'avril un e-mail d'un ami de Moscou nous apprenait qu'il a été retrouvé mort dans la rue et qu'on ne lui avait rien dérobé ; la police enquêtait. Notre ami nous a promis des détails supplémentaires dès qu'il en aura obtenu. Nos sommes réduits à imaginer — ce n'est pas très difficile — les causes de ce désespoir de vivre dont Alex a mis longtemps à mourir.

Rigaudias Louis dit Rigal, dit aussi B. Pichon, Badet et C. Milner (1911-1999)

Louis Rigaudias, plus connu sous le nom de Rigal, est mort à Issy les Moulineaux le 13 mai 1999. Il était né à Istanbul le 22 mars 1911. De famille bourgeoise appauvrie, il fit une partie de ses études en France (1919-1923) puis y revint comme étudiant en 1928, d'abord en khâgne à Henri IV puis étudiant en philo à la Sorbonne. Etudiant socialiste en 1929, membre de la SFIO en 1930, il se rapprocha des « *bolcheviks-léninistes* » sous la pression de la montée puis de la victoire hitlérienne, les rejoignant en 1934. Il devint un dirigeant du Groupe BL dans la SFIO et les Jeunesses. Dirigeant de l'Entente des JS de la Seine, il entra au CC et au BP du POI, puis fit son service militaire.

A son retour, il fut au POI le chef de file des adversaires de l'entrée des trotskystes dans le PSOP de Marceau Pivert. Arrêté en mai 1939, condamné en mars 1940 à cinq ans de prison, il s'évada en juin, milita clandestinement à Paris, puis Marseille, à partir de juillet 1941, avec Pietro Tresso (Blasco) et en partit en janvier 1942 pour Cuba. Il fut condamné par contumace sous le nom de Pichon. Epoux d'une militante américaine, il obtint l'entrée aux EU en 1945, milita au sein du SWP, dans la minorité animée par Jean van Heijenoort, Felix Morrow et Goldman, où il était connu sous le pseudonyme de C. Milner, puis abandonna toute activité politique. Il revint en France en 1963, suivit avec passion les événements de 1968, mais ne reprit vraiment jamais le collier militant.

Rigaudias était, au milieu des années trente, l'un des plus doués des jeunes dirigeants trotskystes parmi lesquels il faisait figure de théoricien. Il s'est trouvé brusquement à l'écart. Yvan Craipeau, dans ses *Mémoires*, fait sur lui des réserves, parle, du temps de la khâgne, de son affectation de « *morgue aristocratique* » et assure qu'au temps où il était dirigeant du POI il était « *très intellectuel* », ce qui n'est vraiment pas, sous sa plume, un compliment. Mais on peut penser que les aléas de la vie, son départ au service militaire en 1936, la guerre, son arrestation et sa condamnation, bref, la répression, en avaient décidé, en marginalisant ce militant devenu observateur par la force des choses.

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, Paris (10^e), et de la Brèche, 9, rue de Tunis, Paris (11^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 90 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**